

# 4,500

millions d'humains aujourd'hui...

# 8,000

millions demain.

Dans un monde en mutation, *Peuples*, décrit la lutte pour un développement à visage humain.

«*Peuples* est encore le magazine le plus intéressant du domaine»

John Davies, School of Public Health, université de Hawaï

«Précis, facile à lire, facile à comprendre et très au fait»

David Poindexter, directeur, Institut de la population, Nations-Unies

«Vous avez absolument raison d'avoir adopté une optique élargie du problème de la population»

Leon Tabah, directeur de la Division de la population des Nations Unies

«L'édition de *Peuples* sur l'islam m'a beaucoup plu car elle présentait une opinion équilibrée et rationnelle de la planification familiale dans les pays musulmans»

Miriam Habib, rédactrice, The Pakistan Times

**Souscrivez maintenant en écrivant :**

Distribution Department, IPPF, 18-20 Lower Regent Street, London SW1Y 4PW, England.



# Bulletin

UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DE SES RESSOURCES - 1196 GLAND - SUISSE

NOUVELLE SÉRIE VOL. 14 Nos 7-9

JUILLET/SEPTEMBRE 1983

PUBLIÉ AVEC L'AIDE FINANCIÈRE DU PNUE, DE L'UNESCO ET DU WWF

## MONTAGNE EN PÉRIL

PETER JACKSON décrit une région en péril et s'entretient (page 78) avec S.A.R. le PRINCE GYANENDRA sur les perspectives de conservation au Népal.

Le Népal est une tribune surplombant le sous-continent indien. Très haut dans la montagne, le dos au mur blanc de l'Himalaya, vous admirez des collines arrondies et des vallées fuyant vers les lointaines plaines où les minuscules cours d'eau des hautes terres se changent en fleuves. Il y a trente ans, une poignée de visiteurs étrangers avait eu ce plaisir; alors, les collines étaient couvertes de forêts qui enveloppaient la plaine du *terai*, en direction de l'Inde. Aujourd'hui, des milliers de visiteurs viennent chaque année éprouver des sensations fortes à cette vue mais nombre de collines sont nues, blessées par l'érosion et les glissements de terrain. En saison, le *terai* s'habille du vert lumineux des rizières mais les vastes forêts et la végétation dense ont disparu ne laissant que les squelettes décharnés des arbres de la jungle.

Le Népal n'en reste pas moins un pays d'une beauté exceptionnelle mais il a souffert de pressions graves depuis qu'il est sorti, dans les années 50 de l'isolement qu'il s'était imposé. La population compte près de 15 millions d'habitants et pourrait doubler pendant la prochaine génération. Déjà, les collines où vivent les deux-tiers des Népalais ont une des populations rurales les plus denses du monde et les champs en terrasse ne produisent pas assez pour nourrir toutes ces bouches. Lorsque l'introduction du DDT permit de juguler la malaria, afin que les forêts puissent être déboisées sans danger pour l'agriculture, il apparut que la solution consistait à émigrer vers le *terai*. Aujourd'hui, presque toutes les terres arables sont occupées mais, en 1980, le Népal ne produisait que 2,6 millions de tonnes de céréales alimentaires, bien en-deçà des 3,3 millions nécessaires.

Peu de pays dépendent autant des forêts que le Népal. De tous temps, elles ont été la

Suite en page 77

## Le Népal glissera-t-il ?



Vallée d'Arun, Népal

Photo: WWF/Peter Jackson

## DANS CE NUMÉRO :

K. Miller demande l'avis des membres	page 74
Tasmanie — la sagesse l'emporte	76
Invertébrés — la liste rouge	80
Grincements de dents chez les baleiniers	94
DOCUMENT :	
Culture et conservation. Un chaînon manquant ?	97



## McNeely chargé du programme de l'UICN

Jeffrey A. McNeely est le nouveau directeur du programme de l'UICN. En annonçant cette nomination, le 15 juillet, M. Kenton Miller, directeur général de l'UICN, a parlé des réalisations exceptionnelles de M. McNeely à la tête de la Commission des parcs nationaux et des aires protégées. Ses capacités et son expérience tant sur le terrain qu'au sein du secrétariat de l'UICN font de lui, selon M. Miller, la personne toute indiquée pour relever les défis inhérents à sa nouvelle fonction.

Le WWF récompense N. Myers, L. Senghor, L. de Alwis et H. Baccar.

Norman Myers, écologue et écrivain britannique a reçu la médaille d'or du WWF. Léopold Senghor (premier président de la République du Sénégal), Lyn de Alwis (directeur de la conservation de la nature, Sri Lanka) et madame Hédia Baccar (directrice adjointe pour l'Environnement, Tunisie) ont été élus membres d'honneur du WWF.

Norman Myers reçoit cette distinction «en reconnaissance de ses importants travaux de recherche sur les espèces menacées, les ressources génétiques et les forêts tropicales humides et, surtout, pour son œuvre exceptionnelle consacrée à faire naître une véritable conscience de la conservation et à rendre public le rôle primordial des espèces sauvages dans le développement économique et, en fin de compte, pour la survie de l'homme». Les distinctions ont été remises le 20 juin par S.A.R. le prince Philip, duc d'Edimbourg, vice-président de l'UICN, à Aigle, Suisse.

## L'ONU appelle l'industrie à l'aide

Pour la première fois, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a demandé à l'industrie mondiale d'aider à résoudre les problèmes de l'environnement en mettant à contribution ses possibilités technologiques et scientifiques. Réuni à Nairobi en mai, le conseil d'administration du PNUE a approuvé une résolution demandant instamment au monde industriel de réunir une conférence internationale afin d'examiner des moyens d'appliquer ces possibilités. La conférence est prévue pour la fin de l'année 1984.

Selon la résolution du conseil, la conférence a pour objet «de faciliter un large échange de renseignements et d'expériences sur les technologies et les méthodes institutionnelles adoptées en matière de développement industriel y compris la lutte contre la pollution industrielle, le recyclage des déchets ainsi que les techniques peu polluantes et sans déchets.» En outre, elle pourra «étudier les moyens qui permettraient de mobiliser et d'utiliser plus efficacement les vastes ressources techniques de l'industrie dans les pays développés et en développement pour la gestion de l'environnement, y compris l'identification des contraintes et des débouchés.»

250 à 300 participants de l'industrie, des gouvernements, des organisations internationales, des institutions financières et des organisations non gouvernementales à vocation scientifique sont attendus. □

# DIALOGUE

Au lieu d'un éditorial habituel, les prochains numéros du *Bulletin* reproduiront une série de petits articles de KENTON MILLER, directeur général de l'UICN, afin de stimuler la discussion et les réactions entre les membres de l'Union sur certains thèmes, relatifs à l'interaction productive entre les membres et les dirigeants. Nous vous invitons à adresser vos lettres à la rédaction du *Bulletin*, en réponse aux points soulevés dans chaque article : toutes seront lues, étudiées et publiées dans différents numéros du *Bulletin*, sous forme synthétique, c'est-à-dire dans des citations, en place appropriée. Les lettres réagissant au présent article d'introduction doivent parvenir à la rédaction le 31 octobre au plus tard en prévision de l'édition de décembre. Un délai semblable devra être respecté pour les réponses aux articles suivants.



## VISION ET VOCATION

### Que signifie pour vous «Union»?

Nous sommes d'abord et avant tout une *Union*. Si cette notion a différents sens pour différentes personnes, elle s'appuie sur certaines hypothèses qui appellent un examen et une discussion critiques. Le concept d'Union implique une alliance de groupes et d'individus qui, ensemble, ne partagent pas moins d'objectifs, d'opinions et de motifs qu'ils n'en professent séparément. Les membres de l'Union souhaitent un forum de discussion, une recherche mutuelle des sentiers conduisant à la réalisation de leurs objectifs et de leurs ambitions et à l'élaboration de moyens concertés d'exercer dans ce but une influence sur le monde.

Les membres sont la caractéristique fondamentale de l'UICN. C'est de ce corps hétéroclite que vient l'énergie propulsant l'institution. Cependant, ce même corps est à la fois générateur et consommateur de l'énergie, comme une dynamo qui s'auto-alimente.

Les membres de l'UICN cherchent à s'unir pour réaliser la conservation de la nature et faire naître une société pérenne. Ainsi, la *Swedish International Development Agency* assure le financement qui permet à l'UICN de coordonner et de gérer un grand programme de conservation des forêts tropicales. Des projets de terrain sont mis en œuvre en Asie, en Afrique et en Amérique latine, en collaboration avec le World Wildlife Fund, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, etc. L'UICN participe aux négociations sur les bois tropicaux menées par la CNUCED et à d'autres activités qui semblent parfois

n'avoir guère de rapport avec les forêts tropicales. Les membres contribuent à la conception et à la mise en œuvre du programme et des projets, ils bénéficient de la conservation sous forme d'aires protégées nouvelles et mieux préservées, approvisionnement stable en eau et en aliments, maintien garanti des ressources génétiques (et des avantages liés: nouveaux aliments, médicaments et produits chimiques pour divers autres usages); de la consolidation des valeurs éthiques, spirituelles et récréatives; et de nombreux autres biens et services.

La force de l'UICN en tant qu'organe composé de membres s'unissant pour réaliser la conservation repose sur sa capacité à:

- rassembler et échanger l'information, partager l'expérience
  - formuler et discuter des idées, concepts et optiques
  - définir des solutions rationnelles ou concevoir des processus qui conduisent aux solutions
  - influencer sur la société et passer à l'action
- Cette capacité ne prospérera que si le système fonctionne ouvertement. Cela signifie que les individus et les groupes qui font l'UICN doivent:
- rechercher la vérité scientifique
  - s'efforcer de construire les mécanismes nécessaires au partage des perceptions et des visions pour l'avenir
  - se sentir concernés et se dévouer à la cause de la conservation de la nature, composante vitale d'une société pérenne
  - partager un credo (non un dogme écrit) qui lie la nature à l'homme et transcende les différences locales entre les peuples
  - avoir la volonté d'harmoniser les efforts visant à maintenir un équilibre délicat

entre les opinions impliquant parfois des facteurs conflictuels : la science et l'éthique, les positions objectives et subjectives, les organes officiels et les organisations de citoyens, l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, les perspectives tactiques ou stratégiques, les niveaux de décision centralisés ou délégués.

Le réseau de l'UICN est une toile formée de cinq composantes principales. Toutes sont importantes et interdépendantes.

Premièrement, les membres eux-mêmes, trame de la toile. Plus de 500 groupes et organismes apportent leurs opinions et leurs idées, leurs aspirations et leurs objectifs, leurs instruments et leurs connaissances.

Deuxièmement, les commissions et groupes de travail. Ils fournissent, dans les domaines clés, l'information, les capacités analytiques et les directives politiques de spécialistes concernés par les problèmes.

Troisièmement, la sauvegarde de l'écosystème mondial et l'accès aux unités fonctionnelles concernées sont traités par des contacts avec des groupes de pays comme l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et avec des instruments internationaux comme la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). Les problèmes régionaux font également l'objet d'initiatives.

Quatrièmement, la collaboration avec des centres internationaux d'études avancées traitant de problèmes et de régions spécifiques offre la possibilité d'examiner des questions précises et d'appliquer des solutions là où elles sont le plus nécessaires: le Centre d'écologie appliquée de l'Institut international pour l'environnement et le développement, la Fédération internationale pour la planification familiale et le Centre centraméricain de recherche et de formation en matière d'agriculture tropicale.

Cinquièmement, ceux qui contribuent financièrement rendent possible le travail de l'UICN mais déclenchent aussi une sorte de levier par lequel l'UICN peut susciter des dépenses plus importantes ailleurs. Ce sont les membres eux-mêmes, les projets en collaboration avec le World Wildlife Fund, l'Organisation des Nations Unies, des fondations, etc. Ce groupe devrait être élargi et comprendre des banques de développement, des organismes d'aide bilatéraux, etc.

Le réseau de l'UICN a une autre dimension très importante. L'Union, en raison de ses ressources limitées est obligée d'axer ses efforts sur les questions et activités stratégiques clés. Cependant elle doit être en contact étroit avec d'autres organismes qui traitent des questions pour lesquelles elle n'est pas compétente ou ne saurait obtenir de mandat. Ces organismes œuvrent au cœur des problèmes de l'environnement et du développement, et traitent de questions telles que la foresterie, les pêches, la conservation des sols, la paix et le désarmement qui donnent à l'UICN un cadre pour des contributions opportunes. Ces organismes collaborent dans le domaine de la conservation; ce sont (entre autres): la FAO, l'Unesco, le PNUE, la Banque mondiale et le World Wildlife Fund.

**Comment l'énorme quantité d'énergie contenue dans ce réseau peut-elle produire des**

## résultats réels en termes de conservation et de société pérenne?

Du point de vue du secrétariat, le travail et la réussite de l'Union peuvent être encouragés par les activités prioritaires suivantes:

- L'Union doit faire preuve d'une *organisation et d'une gestion efficaces*. Cela implique des pratiques modernes de gestion afin de disposer et de maintenir un secrétariat restreint au siège.
- Il faut faire appel au meilleur de la *science et de la technologie* pour orienter les politiques. Nos commissions, centres et groupes de travail peuvent y contribuer en alignant leurs efforts sur l'objectif commun des plans et des programmes de l'Union.
- Un *cadre éthique* est nécessaire dans lequel la communauté peut œuvrer au milieu de la grande diversité interne des valeurs. Un tel cadre fournirait également une plate-forme à partir de laquelle trouver le courage de décider lorsque la science et la technologie ne réussissent pas à offrir les faits nécessaires sur lesquels fonder nos choix.
- La *Stratégie mondiale de la conservation* (SMC) de même que les *plans et programmes* en préparation indiquent la direction et les priorités des prochaines actions.
- La *coopération* est fondamentale pour la mise en œuvre des activités et projets afin que la conservation soit appliquée.

**Dans les mois qui viennent, nous avons l'intention de nous**

## concentrer sur ces cinq activités. Approuvez-vous cette orientation?

En bref, le réseau de l'UICN est à la fois l'élément constitutif de notre entreprise et le moyen par lequel se dessine et se met en œuvre l'action. Vue sous cet angle, l'UICN est beaucoup plus que la somme de ses projets sur le terrain. C'est le canal suivi par les communications à l'échelle mondiale et le guide vers l'action en matière de conservation. C'est le forum mondial pour ce qui est de l'entretien et de l'utilisation durable des ressources renouvelables de la planète. En utilisant son réseau, l'UICN peut devenir un des instruments mondiaux essentiels qui donneront forme à l'avenir tout en survivant au présent.

Je suis enchanté à l'idée de collaborer avec vous afin que l'UICN se montre à la hauteur de cette conception et même au-delà. Le secrétariat peut devenir le fer de lance de cet effort: tranchant, aigu, prêt à être appliqué là où il peut le mieux rendre service.

**Etes-vous d'avis que la tâche principale pour l'avenir immédiat consiste à développer et à servir le réseau pour qu'il assemble ses énergies et sa sagesse, se donne une position de chef de file et influe sur l'action partout dans le monde?**

Votre aide constructive, vos pensées et vos avis sont essentiels. □

## OFFRE DE POSTE

L'UICN cherche un **SECRÉTAIRE EXÉCUTIF** pour sa Commission des parcs nationaux et des aires protégées. Avec l'objectif ambitieux de promouvoir l'établissement et la gestion efficace d'aires protégées, dans le monde entier, ce poste implique de servir une commission ayant 270 membres et de contribuer au travail de l'UICN et de ses autres commissions dans le domaine des parcs nationaux et des aires protégées. Le poste demande une grande expérience en la matière de même que la capacité de planifier et d'organiser, de contribuer à guider et à synthétiser les activités et les priorités de la CPNAP dans le cadre de l'Union.

Responsabilités: conseiller gouvernements et organismes internationaux sur les politiques, la planification et la gestion d'aires protégées; jouer le rôle de conseiller technique auprès du comité du patrimoine mondial de l'Unesco; initier la publication d'ouvrages traitant des aires protégées, d'études importantes sur les politiques, etc.; concevoir, préparer et mettre en œuvre des projets concernant les aires protégées; participer au conseil consultatif du magazine PARKS; organiser des réunions internationales sur les aires protégées; assurer la liaison avec l'Unité de données sur les aires protégées du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature/UICN; diriger des missions, sur requête, pour l'UICN, l'Unesco, le PNUE et des organismes liés, traitant des aires protégées.

Le futur secrétaire exécutif devra :

- avoir un diplôme supérieur en gestion des ressources, planification ou autre domaine lié à la gestion des aires protégées (ou un diplôme dans un autre domaine s'il est assorti de l'expérience voulue);
- avoir une solide expérience de terrain en matière de conservation, travail dans différents cadres culturels en divers endroits du monde;
- maîtrise parfaite de l'anglais écrit et parlé — la capacité d'écrire, de réviser et de préparer des rapports est essentielle; d'autres langues, en particulier le français et l'espagnol sont hautement souhaitables;
- être capable de diriger des équipes, des ateliers et des exercices de formation interdisciplinaires;
- être fortement motivé et avoir de l'initiative personnelle prouvée; avoir une bonne santé et être prêt à voyager.

Les salaires et avantages sont fondés sur le barème des fonctionnaires suisses. Le poste se trouve à Gland, Suisse, au siège de l'UICN. La date d'entrée en fonction est le 31 octobre 1983 mais une entrée en fonction plus rapide pourrait être envisagée.

Veuillez faire parvenir un curriculum vitae détaillé à M. Kenton Miller, directeur général de l'UICN, av. du Mont-Blanc, 1196 Gland, Suisse.



## TASMANIE OCCIDENTALE

### LA SAGESSE L'EMPORTE

**Dans le monde entier, les esprits ont été tenus en alerte par le sauvetage in extremis de zones primitives boisées dans les parcs nationaux de l'ouest de la Tasmanie. Ces parcs étaient menacés de destruction par un projet de barrage géant. J. DERRICK OVINGTON examine avec du recul ce long débat.**

Les premiers européens qui ont visité la Tasmanie, appelée à l'époque Terre Van Diemens ont trouvé une population indigène clairsemée et une terre inhospitalière. Au début des années 1800, les Britanniques y établirent des camps de prisonniers dont on peut encore voir les vestiges. Les baleiniers, les chasseurs de phoques et les bûcherons furent attirés par la richesse des ressources naturelles de l'île. Plus tard, les Européens déboisèrent pour l'agriculture, l'industrie et la construction de villages, modifiant le visage des parties septentrionales et orientales de la Tasmanie cependant que le sud-ouest, plus rude, demeurait quasi intact.

Le sud-ouest de la Tasmanie a été parcouru par des explorateurs, des géologues, des hydrologues, des forestiers, des mineurs, des chasseurs et des aventuriers mais à ce jour, la mise en valeur s'est généralement limitée aux bordures de la région. Plus récemment, le sud-ouest a été considéré comme un important refuge naturel, la plus vaste aire primitive tempérée restant en Australie et peut-être une des plus importantes du monde. La majesté des paysages de montagne et côtiers attire le tourisme. En raison de son caractère sauvage, la région attire surtout les randonneurs et les navigateurs, qui acceptent et sont même souvent à la recherche de l'aventure.

En décembre 1982, une zone centrale de 769 355 ha, appelée *Western Tasmania Wilderness National Parks* a été ajoutée à la célèbre Liste du patrimoine mondial, établie par la Convention sur le patrimoine mondial (1972). Il s'agissait de trois parcs nationaux contigus : Cradle Mountain-Lake St Clair National Park (131 915 ha), Franklin — Lower Gordon Wild Rivers National Park (195 200 ha) et Southwest National Park (442 240 ha). Une aire de conservation adjacente constitue une zone tampon supplémentaire pour les parcs.

L'inscription sur la Liste du patrimoine mondial se justifiait tant du point de vue culturel que naturel. L'intérêt culturel est dû à la présence de vestiges archéologiques prouvant que l'homme occupe cette région depuis plus de 20 000 ans. Dans un ensemble de grottes calcaires, le sol est riche de restes bien conservés, témoins de la faculté d'adaptation d'une société préhistorique remarquable. Il semblerait que les premiers habitants étaient des chasseurs-cueilleurs; la végétation dominante était alors de la lande à bruyère et non des forêts humides comme aujourd'hui et ces grottes sont les habitations préhistoriques les plus australes

de la terre. L'intérêt naturel de la région repose sur son évolution géologique, le caractère non modifié et la taille considérable des écosystèmes indigènes, la richesse des espèces endémiques de plantes et d'animaux, certaines rares et beaucoup présentant un intérêt élevé pour la science.

Les parcs contiennent des écosystèmes allant des communautés alpines aux communautés côtières. Dans les vallées fluviales profondes et humides du sud-ouest de la Tasmanie, y compris les cours moyen et inférieur des rivières Gordon et Franklin, survivent des vestiges anciens de forêts humides tempérées. Des espèces de *Nothofagus* (hêtre méridional) partagent les vallées fluviales avec des fougères et des conifères primitifs comme le pin de Huon.

**«La zone primitive tempérée la plus vaste d'Australie et l'une des plus importantes du monde».**

Le pin de Huon (*Dacrydium franklinii*), endémique, a une longue vie et certains spécimens vivants ont plus de 2000 ans. L'examen des anneaux de croissance annuels des pins vivants et des pins morts conservés dans les sols engorgés d'eau, au fond des vallées, donne de nouveaux renseignements sur les modifications climatiques intervenues au cours des millénaires.

A la fin des années 70, la Commission hydroélectrique de Tasmanie annonça des projets précis de construction de barrages dans la région, dans le cadre d'un plan d'état de développement de l'énergie. Le barrage qu'il était prévu de construire sur la rivière Gordon, après sa jonction avec la rivière Franklin aurait inondé d'importantes grottes calcaires et nombre de fûtaies de pin de Huon, outre qu'il aurait mis en péril d'autres espèces et phénomènes uniques.

En approuvant l'inscription du *Western Tasmania Wilderness National Parks*, le comité du patrimoine mondial s'est inquiété de l'effet possible de la construction du barrage sur la région. Il a considéré que l'inondation d'une partie des vallées fluviales détruirait un certain nombre de caractères naturels et culturels définis par l'UICN et le Conseil international des monuments et sites (ICOMOS) comme étant de grande importance. Le comité a suggéré que le gouvernement australien inscrive le bien sur la Liste des biens du patrimoine mondial en péril jusqu'à ce que la question du barrage soit résolue.

Les organisations environnementales australiennes et les organismes internationaux de conservation, notamment l'UICN ont joint leurs voix au débat. Elles ont fait valoir qu'il serait désastreux de détériorer une zone primitive tempérée aussi peu perturbée et que le plan hydroélectrique ne se justifiait pas sur le plan économique. Des manifestations publiques contre le barrage ont eu lieu dans le sud-ouest de la Tasmanie et dans plusieurs villes d'Australie.

D'autres manifestations ont soutenu la construction du barrage, pensant que le plan de mise en valeur hydroélectrique était essentiel pour satisfaire les besoins d'énergie à long terme de l'Etat et pour contribuer à l'industrialisation et à la création d'emplois.

Vers la fin de 1982, la question de la construction du barrage sur la rivière Gor-

don, en aval de sa jonction avec la rivière Franklin, avait pris une dimension nationale et des accents internationaux.

Durant les élections nationales de mars 1983, le Parti travailliste d'opposition s'est engagé sans équivoque, dans sa campagne, à tout mettre en œuvre pour empêcher la construction du barrage. Entre-temps, des routes avaient été ouvertes pour faciliter l'accès à la région et le gouvernement d'état avait révoqué le statut de protection de bandes de terrain du Franklin — Lower Gordon Wild Rivers National Park et de l'aire de conservation contiguë afin qu'elles puissent être utilisées pour la construction.

Après sa victoire aux élections fédérales, Robert Hawke, nouveau premier ministre de l'Australie, a tenté d'obtenir un moratoire du gouvernement d'état sur la construction du barrage. Cette tentative a été rejetée, comme les avantages financiers offerts par le gouvernement précédent pour dissuader le gouvernement d'état de poursuivre la construction du barrage.

Le nouveau gouvernement fédéral a alors préparé des règlements dans le cadre de la Loi sur les parcs nationaux et la conservation de la faune et de la flore, en vue d'interdire la construction du barrage. La législation fut promulguée: la Loi sur la conservation des biens du patrimoine mondial, interdit toute détérioration des biens du patrimoine mondial en Australie.

**«La protection de cette région précieuse est peut-être la plus grande victoire de la conservation dans cette décennie».**

Le gouvernement d'état a contesté l'intervention du gouvernement fédéral. Pour sa part, ce dernier a demandé un jugement légal visant à empêcher l'état de contrevenir aux dispositions de la législation fédérale. La Haute Cour d'Australie a entériné la validité des dispositions clés de la Loi sur la conservation des biens du patrimoine mondial et les travaux de construction ont cessé le 1er juillet 1983.

Maintenant que l'avenir des *Western Tasmania Wilderness National Parks* est assuré, les gouvernements d'état et fédéral travaillent ensemble à promouvoir la conservation de la région, conformément à la Convention sur le patrimoine mondial et à atténuer les répercussions de l'arrêt d'une telle entreprise de travaux publics sur l'économie de la Tasmanie. Le gouvernement fédéral subventionne pendant un mois l'emploi du personnel et des contracteurs déplacés par décision de ne pas construire le barrage et les deux gouvernements se sont accordés sur une liste préliminaire de projets de génie civil de compensation qui seront entrepris aux frais du gouvernement fédéral pour assurer la continuité de l'emploi. Des travaux ont lieu sur la restauration des sols.

La protection de cette région précieuse après un débat virulent est peut-être la plus grande victoire de la conservation dans cette décennie, une victoire qui doit réjouir tout particulièrement les membres de l'UICN.

Le professeur Ovington est directeur du Service des parcs nationaux et de la faune d'Australie et président de la Commission de l'écologie de l'UICN.

### MONTAGNE EN PÉRIL

*Suite de la page 73*

source de bois de sciage, de combustible, de fruits, de gibier, etc. Mais, avec l'explosion démographique, la course aux produits de la forêt et la conversion des forêts en terres agricoles se sont accélérées. Les résultats sont désastreux: les pentes abruptes, instables, dénudées sont brûlées par le soleil et fouettées par la mousson qui lessive les sols. Et ceci, même lorsque des terrasses ont été laborieusement conçues, dans l'espoir de fixer le sol. Des cours d'eau pérennes sont asséchés et l'eau n'apparaît plus que comme un torrent à la vie brève, à la saison des pluies. Les femmes vont de plus en plus loin pour ramasser le bois, rentrant à la maison avec dans le dos de lourds paniers retenus par un bandeau qui leur serre la tête. Elles brûlent les bouses de vaches qui devraient fertiliser leurs champs. Les chèvres, omniprésentes et source essentielle de viande et de lait broutent malheureusement sans discrimination et accélèrent ainsi la dégradation.

Le sol érodé des collines envase les cours d'eau et les lits des rivières, entravant les opérations de pêche et causant des inondations qui ont empiré, à mesure que le déboisement progressait. Ce sont les mêmes inondations qui dévastent les plaines du Gange, en Inde, et traversent le Bangladesh, en direction de la baie du Bengale où les accumulations de sédiments forment alors de nouvelles îles.

Le Népal est, de fait, devenu pour les experts de la conservation, symbole de vague catastrophe écologique. Les Népalais pourraient être blâmés pour leur manque de discernement et pour avoir permis la destruction de leurs ressources naturelles. Mais qui peut se permettre de tendre un doigt accusateur vers le Népal, quand la plupart des pays sont coupables des mêmes erreurs. Le problème, c'est que le Népal possède, plus que tout autre pays des fondations naturelles instables — des fondations sujettes au glissement naturel, même là où la nature a réussi à ralentir le processus en couvrant le sol de végétation.

Le gouvernement du roi Birendra manquait de personnel et de moyens financiers pour s'atteler aux problèmes du développement économique et des ressources naturelles en régression, problèmes si variés et si pressants qu'il était difficile de savoir auquel s'attaquer en premier. Cette situation fâcheuse a déterminé l'intérêt porté par le gouvernement à la *Stratégie mondiale de la conservation*, publiée en 1980 par l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources. Elle présente des lignes directrices générales visant à l'intégration du développement économique et de la conservation des ressources naturelles.

Le prince Gyanendra qui, depuis de nombreuses années, dirige le programme de conservation de la nature du Népal, et des personnalités inquiètes de la situation ont décidé que la Stratégie montrait la voie. Le Centre de la conservation pour le développement de l'UICN reçut alors une demande d'aide à la préparation d'une stratégie nationale de conservation. On a d'abord réuni les divers ministères et départements,

## NÉPAL



Champs de pommes de terre à 4500 m d'altitude, vallée de Dudh Kosi, Parc national du Mont Everest  
Photo: WWF/Peter Jackson

de même que les personnes concernées du monde scientifique ou académique qui, jusqu'à présent, avaient tendance à travailler chacun de leur côté, leur manque de coordination étant parfois préjudiciable. Avec l'aide de consultants étrangers, les autorités népalaises ont réussi à dresser un cadre pour la préparation de la stratégie dont l'objectif est d'assurer l'utilisation durable des ressources naturelles, préserver la diversité génétique, maintenir les processus écologiques essentiels et les systèmes entretenant la vie et aider à satisfaire les besoins matériels, spirituels et culturels de base du peuple du Népal.

Le 6<sup>e</sup> Plan quinquennal comprend déjà, dans ses objectifs, la conservation des ressources naturelles et la mise en valeur des ressources hydrologiques; il met l'accent sur la nécessité de conserver et de restaurer les sols. Il s'agit maintenant de rendre les objectifs viables en incorporant la conservation à l'ensemble de la structure juridique, administrative et de planification afin que tous les organes du gouvernement travaillent dans un seul but. Pour gagner la population à la cause, on a commencé par informer les enseignants auxquels on espère inculquer une attitude et des connaissances de base qu'ils pourront transmettre. Cependant une grande partie de la population est illétrée et de nombreux enfants ne fréquentent pas l'école; il faut donc porter l'éducation en matière de conservation dans les villages.

Il faudra préparer des projets pour libérer les agriculteurs du cercle vicieux où la pauvreté et le manque de connaissances les ont enfermés. Il faut les aider à améliorer leur production et, partant, leur assurer un approvisionnement en eau adéquat et leur montrer comment respecter la terre. Il importe d'améliorer la gestion des forêts restantes et notamment de les protéger du surpâturage qui empêche la régénération. Il sera surtout essentiel de protéger et de reboiser, le cas échéant, les bassins versants afin de conserver l'important excédent d'eau apporté par la mousson. Il faut planter des parcelles de bois de combustible et mettre en valeur le potentiel hydroélectrique

que sur le plan local mais aussi à plus grande échelle.

Les programmes de conservation de la faune et de la flore ont rencontré quelques succès évidents; le tigre et le rhinocéros ont été sauvés de l'extinction de même que de vastes zones des forêts du *terai*, maintenant rares, et de nombreuses espèces qu'elles abritent. Le tigre et le rhinocéros abondent dans le Parc national royal de Chitwan, autrefois réserve royale de chasse, qui est devenu une attraction pour les touristes. Des efforts particuliers ont été déployés pour rallier le soutien de la population voisine du parc étant donné qu'elle a perdu ses droits d'exploitation sur les produits de la forêt et que les cultures sont parfois mises à mal par les animaux sauvages. Elle tire déjà des avantages de ses récoltes de chaume dans le parc, ressource qui prospère, maintenant qu'il n'y a plus de bétail pour la brouter.

Le Parc national de Sagarmatha (Everest) est victime de son état de pôle d'attraction du tourisme. Les randonneurs ont un impact sévère sur le chemin qui conduit au pied du toit du monde. Le parc sert également les besoins de la communauté des Sherpas qui gagnent péniblement leur vie. Cependant, le plan de gestion du parc est très bien conçu et mis en œuvre de façon bénéfique. Les autres parcs de montagne de Langtang et du lac Rara sont à peine perturbés car leur accès n'est pas aisé; ils protègent de belles forêts et une faune de haute altitude qui sont au nombre des principaux atouts du Népal.

Vu la vitesse à laquelle ses ressources naturelles déclinent et sa population augmente, il importe que le Népal accorde à la préparation et à l'application de sa stratégie nationale de conservation (SNC) la plus haute priorité. □

Peter Jackson, journaliste indépendant a pour sujets la nature, la faune et la conservation de la nature; il fut correspondant de l'agence Reuters. Il connaît le Népal depuis 1953 lorsqu'il s'est rendu à l'Everest pour y faire les reportages sur l'expédition britannique qui a conquis l'Everest.



**Le prince GYANENDRA BIR BIKRAM SHAH s'entretient avec PETER JACKSON des possibilités d'améliorer les méthodes et les moyens de la conservation et de rendre populaire l'éthique de la conservation au Népal.**

- Le Népal attache beaucoup d'importance au projet de stratégie nationale de conservation qui associe conservation et développement économique. Pouvez-vous préciser comment la conservation peut aider au développement du Népal?

S.A.R. le prince Gyanendra : Le gouvernement de Sa Majesté a accordé une très haute priorité à la conservation car il croit profondément que c'est par la conservation que nous serons à même de préserver et de consolider nos efforts de développement. C'est pourquoi nous avons été une des premières nations à adopter les principes de la *Stratégie mondiale de la conservation*, en 1980. Nous soutenons ce concept parce que nous savons et constatons qu'il nous aide dans notre entreprise, non seulement dans le domaine de la nature mais aussi dans tous nos efforts de développement.

- Le peuple népalais est-il conscient de la nécessité de réaliser la conservation?

Je crois qu'une prise de conscience s'est faite dans les derniers 12 ans. On peut constater un changement d'attitude marqué en faveur de la conservation ce qui est un avantage net pour un pays comme le Népal. C'est un processus lent et difficile mais nous avons la chance d'être un peuple patient qui accepte les choses, même s'il faut le temps, quand il réalise que quelque chose vaut la peine d'être préservé et conservé pour les générations futures.

- Avez-vous pu intégrer l'éducation en matière de conservation au système d'éducation national?

Je pense que oui. Le Département des parcs nationaux et de la faune a préparé quelques programmes par lesquels des liens sont créés entre le système d'éducation et les aspects d'éducation en matière de conservation.

- Parfois, la conservation de la faune et de la flore peut poser des problèmes aux populations locales mais, à Chitwan votre gouvernement a fait des efforts pour que la population puisse bénéficier du parc et qu'elle soit protégée des déprédations causées par la faune

Nous avons réussi à montrer à la population les avantages que représente une aire comme le Parc national de Chitwan. Nous leur avons montré les modifications environnementales qui ont eu lieu en raison de son existence et les avantages économiques qu'ils peuvent en tirer. Nous savons tous que Chitwan se trouve dans une région agricole importante. Ce que nous avons expliqué aux habitants de la région et en particulier aux voisins directs du parc, c'est que par la présence du parc, les réserves d'eau ont augmenté et que des améliorations du sol se sont produites. Nous avons inauguré un certain nombre de programmes



Le Prince Gyanendra (à gauche) en conversation avec Peter Jackson

Photo: P. Jackson

mes invitant les communautés à venir dans le parc pour leur plaisir et à étudier le parc et les avantages qu'il présente. Ce sont tous des facteurs positifs et des raisons qui font que les populations locales ont commencé à accepter de l'existence du parc.

- Quelle est la situation autour des parcs de l'Himalaya? A Sagarmatha, les communautés sherpas vivent dans le parc; la pression du tourisme est très élevée. Comment se passe la gestion du parc?

Nous faisons de notre mieux mais la topographie est telle que tout ce que nous essayons de faire est très difficile et pas seulement dans le domaine de la conservation. La simple tâche consistant à préserver ce qui s'y trouve est extrêmement ardue.

- A mon avis, il y a une pression qui s'exerce sur une zone très limitée

C'est juste. Le problème avec cette sorte d'aire est que lorsque nous sommes à même de faire quelque chose, tout le monde veut que ce soit fait dans cette aire limitée. Il nous faut décentraliser le développement. C'est très difficile car nous n'avons pas le genre de terres où les populations peuvent s'installer. Il y a de vieux villages que nous avons incorporés dans le Parc national de Sagarmatha (Everest). Nous faisons une expérience de zonage de parc. Cela se passe très bien.

- Le déboisement a été considérable, en particulier dans les collines basses. Avez-vous des projets de reboisement?

Nous faisons surtout porter les efforts sur les bassins d'alimentation parce que le gouvernement de Sa Majesté accorde une grande priorité à la protection des eaux et au potentiel hydroélectrique. Pour préserver ces possibilités, nous devons faire un effort pour les bassins d'alimentation : dans cette mesure seulement nous pourrions

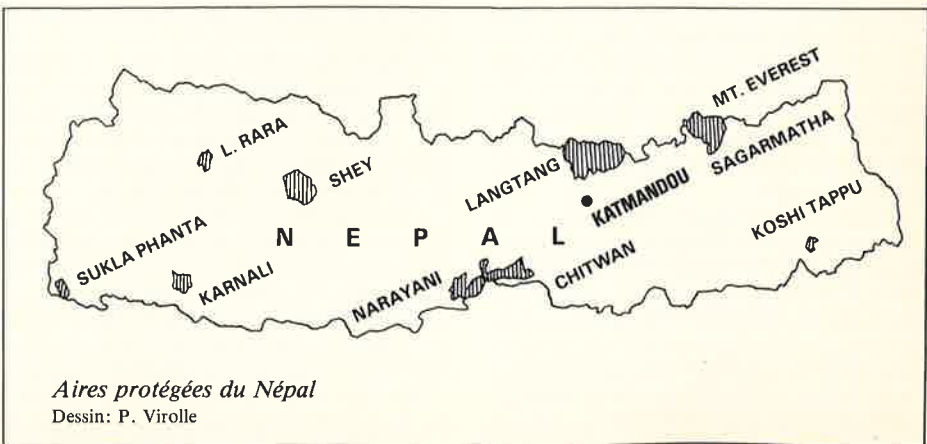
préserver notre réseau hydrographique. Au Népal, c'est un problème global. Le déboisement a été sévère par manque d'éducation et de sources d'énergie de substitution. Nous commençons à en faire l'expérience. La région a souffert mais un changement s'est opéré dans l'esprit des Népalais. Ils ont compris qu'ils devaient utiliser d'autres sources d'énergie; il faut cesser de couper sans discrimination. Nous essayons d'inclure cette conception dans le plan d'éducation en matière de conservation. Le ministère des Forêts lui-même a commencé à décentraliser les plans pour les forêts communautaires dont il remet la responsabilité, le cas échéant, au *panchayat* local ou conseil de village. C'est la population elle-même qui devra protéger les forêts pour ses besoins de combustible et d'énergie, pour éviter que le gouvernement de Sa Majesté soit obligé d'essayer de tout garder et de tout préserver tout le temps. Cela pourrait marcher.

- Le parc national de Chitwan est une grande réussite et a été étendu à la fois vers l'est et vers l'ouest. Qu'en est-il des réserves de faune de Karnali et Sukhla Phanta?

Bien que ce soient des réserves, nous les étendons toutes les deux. A Sukhla Phanta, nous essayons d'incorporer des aires qui furent très longtemps couvertes de forêts. La réserve de Karnali est une région assez vaste mais nous allons l'agrandir. Vu leur situation loin des principaux centres de peuplement et de développement, ces aires sont encore intactes et possèdent de bons exemples de forêts et de faune. Je pense qu'elles prospéreront.

- Il y avait un barrage en projet pour Karnali, cela tient-il toujours?

Il y a la possibilité de réaliser un impor-



Aires protégées du Népal

Dessin: P. Virolle

tant projet hydroélectrique mais nous essayons de trouver le moyen de ne pas causer trop de dommages du point de vue de la faune, de la flore et de la conservation.

- On a également envisagé de créer des zones de chasse

Elles seront établies dans un proche avenir. Nous avons déjà un plan conceptuel pour des réserves de chasse et je pense que d'ici à l'année prochaine, nous en aurons une ou deux. Nous soulignons que «chasse» signifie «prélèvement contrôlé» et non «licence pour massacrer». Nous avons le choix entre un prélèvement approprié et permettre aux animaux de saccager les zones agricoles.

- Comment conciliez-vous l'augmentation démographique et l'effort de conservation?

La population pose un problème mais nous estimons que le manque de moyens d'éducation est notre problème plus que tout autre chose. Par chance, là où nos activités de conservation prospèrent, nous n'avons pas eu d'invasion de la population. Nous avons pu prendre des mesures préventives pour contrôler cela. Nous menons un certain nombre d'études — notamment sur la *Stratégie mondiale de la conservation* — pour trouver une solution.

## LE FONDS DU ROI MAHENDRA POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE

Le Fonds du roi Mahendra pour la conservation de la nature a été établi l'année dernière afin de créer un système efficace, financièrement autonome qui puisse aider le Népal à réaliser ses objectifs de préservation et d'amélioration de la qualité de l'environnement. Le Fonds fait appel aux individus et aux institutions privées; il porte le nom du défunt roi Mahendra auquel on doit la création d'un réseau national d'aires protégées dans le pays. Le Fonds sera placé sous l'autorité d'un conseil d'administration comprenant aussi bien des personnalités népalaises qu'étrangères et aura pour but de remplir plusieurs objectifs principaux : établir de nouveaux parcs nationaux et réserves de faune; mettre en œuvre des programmes d'éducation efficaces en matière de conservation et préserver le patrimoine culturel du Népal se trouvant dans les parcs nationaux et les réserves. Le Fonds sera également chargé de projets destinés à mettre en valeur des sources d'énergie appropriées et rentables, autres que le bois et les combustibles fossiles. Il contribuera à préparer et à appliquer une stratégie nationale de conservation pour le Népal et poursuivra ses activités de recherche et de surveillance continue de la faune afin de rassembler des données scientifiques sur la gestion et la conservation des ressources naturelles. La mission du Fonds placera spécialement l'accent sur l'engagement des communautés locales dans les programmes de conservation.

Dans une déclaration préparée pour le *Bulletin* de l'UICN, S.A.R. le prince Gyanendra a décrit ainsi la mission et l'origine du Fonds:

«Le royaume du Népal fut un des tous premiers pays à adopter le concept de la

*Stratégie mondiale de la conservation* préparée par l'UICN. Nous croyons fermement que la conservation de la nature, loin d'être une entrave, participe en fait intimement du développement socio-économique. Il importe de disposer d'un programme efficace d'éducation en matière de conservation pour arriver à fondre ces deux impératifs. En conséquence, le gouvernement de Sa Majesté travaille en étroite collaboration avec l'UICN pour préparer une stratégie nationale de conservation népalaise.

Si le gouvernement de Sa Majesté a fait de la conservation une première priorité dans son plan global pour la nation, il est évident qu'un gouvernement seul ne peut faire face aux coûts de la conservation de

l'environnement dans un pays en développement comme le Népal. Partout ailleurs, l'expérience indique que les organisations non gouvernementales sont souvent plus à même de collecter les fonds et d'exécuter les projets de conservation en faisant appel à des sources de financement et à l'expérience de personnes individuelles, d'organisations non gouvernementales, à but non lucratif. Le concept est nouveau, il tente de mobiliser l'aide nationale et internationale sur une base totalement volontaire. Le gouvernement de Sa Majesté fait siens les principes du Fonds et a déjà accepté d'y contribuer de façon substantielle. Nous avons également été encouragés par le soutien que nous ont manifesté nos amis et des personnes de bonne volonté du monde entier».

## Panthère des neiges portant collier-radio

Le 3 avril 1982, Rodney Jackson du *California Institute of Environmental Studies* est devenu le premier scientifique à avoir passé un collier-radio au cou d'une panthère des neiges, en liberté dans une région montagneuse escarpée du Népal occidental. Pendant plus d'un mois, il a traqué le mâle adulte afin d'approfondir la biologie et l'écologie de l'espèce. Jackson souhaite utiliser l'information ainsi obtenue pour préparer des plans de gestion en vue de la protection de la panthère des neiges.

«Nous avons découvert que la panthère des neiges se déplace peu chaque jour en distance linéaire: peut-être deux à cinq kilomètres en ligne droite» dit Jackson. «Cependant, en allant du point A au point B, elle a l'habitude de suivre la base de la crête des falaises ou de remonter les fissures dans les pans rocheux. Elle se déplace lentement, invisible.»

Jusqu'à quel point l'animal peut être invisible, fut rapidement démontré: «Parfois, je savais exactement dans quel pan rocheux il se trouvait, grâce au collier-radio» se rappelle Jackson. «Je préparais ma lunette de repérage et fixais pendant des heures le même point. Une seule fois j'eus la chance de l'apercevoir. Ils sont extrêmement habiles à se déplacer sans être vus.»

Jackson et son compagnon de recherche, K. Shah du Muséum d'histoire naturelle du Népal ont pu déterminer que la panthère des neiges est avant tout nocturne même si elle se déplace pendant la journée, en particulier les jours couverts et froids. Elle entame son périple vers quatre heures de l'après-midi et s'arrête vers huit heures du matin. Pendant la nuit, la panthère tend à faire des haltes pour se reposer. Elle reste au même endroit plus longtemps si elle a repéré une proie, parfois pendant deux ou trois jours. Les panthères des neiges établissent leur territoire sur un rayon de 70 à 110 km. En général elles n'attaquent pas les animaux domestiques mais on connaît des cas où elles se sont attaquées à l'homme.

Les panthères des neiges sont surtout concentrées là où abondent les bharals. Le prédateur tend à suivre leurs déplacements, mais on sait qu'il chasse aussi les rongeurs, le thar, le chevrotain porte-musk et le yak. Suite aux travaux de recherche pionniers

de Jackson, le gouvernement népalais se prépare à inclure la zone d'étude sur la panthère des neiges dans le nouveau Parc national de Shey Phoksundo, établi expressément pour protéger la faune tibétaine. «Nos travaux de recherche contribueront à la gestion de cette région» remarque Jackson. Lorsque le parc sera établi, il protégera jusqu'à dix panthères des neiges. La zone élargie du parc comprenant l'aire de recherche couvrira environ 2000 km<sup>2</sup> et atteindra la frontière tibétaine.

La panthère des neiges est une proche parente du léopard. Son manteau de poils épais est quasi laineux, mesure environ cinq centimètres sur le dos et deux fois cette longueur au-dessous. Gris clair ou gris brun, il a parfois une touche de jaune mais le ventre est d'un blanc pur. Les taches sont de grandes rosettes noires irrégulières qui forment une ligne noire le long du dos. La répartition géographique de la panthère des neiges va de l'Himalaya dans l'Hindu Kush et passe par le Tibet pour atteindre le nord-est de la province de Tsinghai et l'ouest de celle du Sichuan en Chine et les monts Altaï.

Au Népal, c'est à l'Ouest, dans les districts de Dolpo et Mugu que l'on trouve les plus grandes concentrations de panthères des neiges. On estime généralement qu'elles sont menacées d'extinction. Elles sont officiellement protégées au Népal mais il est difficile de faire respecter cette disposition étant donné que les régions où elles vivent sont des plus reculées. Les rapports indiquent qu'on les chasse pour leur fourrure au Népal, surtout à Manlung et Dolpo et que plus de trente chasseurs opèrent quotidiennement dans toute l'aire de répartition. Des lances empoisonnées sont conservées à cet effet le long des passes rocheuses et des berges des rivières. Des rapports mentionnent des cas de panthères des neiges chassées en Chine, en Mongolie et dans le nord de l'Inde. La faible densité des panthères des neiges (environ cinq à six animaux pour 4 à 600 km<sup>2</sup>) ne facilite pas les efforts de conservation.

Rodney Jackson qui a gagné le prix Rolex 1981 pour ses travaux sur la panthère des neiges pense que la recherche durera encore quatre ans.

RAISA SCRIBINE



# INVERTÉBRÉS: ET MAINTENANT ?

Une interview de SUE WELLS, qui a collaboré à la compilation du Red Data Book de l'UICN sur les invertébrés.

- L'énorme quantité de faits contenus dans un RED DATA BOOK est toujours impressionnante mais nombreux sont ceux, à l'extérieur et peut-être même à l'intérieur de l'UICN qui doivent parfois se demander comment cette sagesse accumulée se transforme exactement en actions de conservation et de gestion pratiques? Pouvez-vous nous donner quelques exemples d'applications concrètes du travail de votre Unité?

Sue Wells: Je voudrais souligner que le Red Data Book des invertébrés est un ouvrage pilote qui cherche à illustrer toute la gamme des problèmes de conservation des invertébrés et à servir de base pour une collecte d'information plus délibérément orientée, une recherche plus appliquée et une gestion future plus pratique. Le livre indique un certain nombre d'espèces qui ne sont pas nécessairement les plus en danger dans leur groupe taxonomique ou dans leur région, mais qui donnent tout simplement au lecteur une idée de l'étendue du champ de la conservation des invertébrés et prépare l'observateur à des problèmes imprévus qui autrement pourraient passer inaperçus jusqu'au moment où ils se révèlent au grand jour.

- Comment décidez-vous de ces priorités? selon quels critères?

Nous sélectionnons des groupes particuliers d'invertébrés sur la base des données obtenues à ce jour. Par exemple, la prochaine publication de la série traitera des papillons porte-queue, groupe auquel le public attache beaucoup d'intérêt et sur lequel on dispose déjà de nombreuses informations.

- Pensez-vous que les projets et les programmes de l'UICN devraient refléter davantage les problèmes des invertébrés?

Oui. Dans la dernière décennie, l'intérêt porté aux invertébrés a augmenté au niveau national et plusieurs pays ont déjà des programmes de conservation bien avancés. Sur le plan international les efforts ont été plus modestes. Il y a quelques exceptions : dans le cas des lieux de perchoirs mexicains du monarque, par exemple, l'UICN a participé à l'initiative prise par le gouvernement mexicain pour les protéger et les préserver. Mais il existe très peu de cas pour lesquels l'UICN a pris elle-même l'initiative d'inclure les invertébrés dans le dossier de programmes et de stratégies de conservation. Ainsi, dans les forêts tropicales humides, il y a (comme l'indique le Red Data Book des invertébrés) plusieurs milliers d'invertébrés, en particulier des insectes, qui sont endémiques, mal connus et sujets à ce qui pourrait bien être le taux d'extinction le plus élevé pour toute la gamme des invertébrés. La campagne de l'UICN et du World Wildlife Fund pour les forêts tropicales est l'occasion rêvée de montrer l'exemple en tenant compte des besoins environnementaux des invertébrés, en particulier dans les réserves proposées.

- On critique généralement la conservation



La belle et la bête — argema comète et criquet pèlerin — images de contraste qui ne disent pas tout

Photos: (argema) WWF/J. Petter, (criquet) Tropical Development and Research Institute/Roz Alsop. British Crown copyright

des espèces parce qu'elle concentre trop l'attention du public sur des organismes individuels et détourne l'attention des pressions sur les habitats? Ne peut-on trouver le moyen de prendre soin des habitats de manière que les organismes puissent prendre soin d'eux-mêmes?

Afin de déterminer les habitats qui requièrent une protection, nous devons savoir ne serait-ce que l'identité des espèces qui y vivent. Si l'on ignore l'écologie de ces espèces, comment voulez-vous décider si l'habitat dont elles dépendent est d'importance plus ou moins grande que l'habitat d'à côté? Cet axiome est déjà reconnu dans le cas des oiseaux et des mammifères, et dans une certaine mesure des plantes; pour-quoi pas les invertébrés? Les invertébrés n'ont pas nécessairement les mêmes besoins que les grands mammifères et il se peut que dans notre système actuel de réserves, nous oublions quelques habitats cruciaux d'invertébrés: cruciaux pour la survie des espèces d'invertébrés et cruciaux pour l'écosystème dans son ensemble.

- Vous rendez-vous compte des difficultés rencontrées par la conservation des invertébrés alors que le public a généralement des préjugés contre eux - leur réputation de vermine, de «choses qui grouillent et qui rampent». Cette attitude influe-t-elle sur la manière dont les gouvernements et les centres de recherches réagissent aux propositions de conservation des invertébrés?

Les organisations de conservation semblent souvent rétives à dépenser des fonds pour les «choses qui grouillent et qui rampent» car elles n'attirent ni le soutien du public ni son soutien financier comme le panda et autres animaux charmants. Cela explique sans doute aussi pourquoi les projets de conservation des papillons obtiennent plus rapidement un soutien que ceux des autres invertébrés. Il faut espérer que les scientifiques ne pensent pas ainsi et nous savons que les spécialistes des invertébrés voient de plus en plus l'intérêt qu'il y a à diriger leurs travaux de recherche de façon à produire l'information nécessaire à la conservation. Les biologistes étudiant les oiseaux ou les grands mammifères collaborent souvent avec les organisations de conservation. Les biologistes qui étudient les invertébrés commencent à s'y intéresser mais doivent être encouragés — souvent, les données dont nous avons besoin sont si simples et si fondamentales qu'elles ne demandent qu'un petit effort supplémentaire.

- Qu'en est-il de l'utilisation? les espoirs de conserver de nombreux invertébrés pourraient être améliorés par une utilisation



tion commerciale à rendement durable, respectant les principes de la Stratégie mondiale de la conservation. Cette possibilité peut-elle être développée? quelles sont ses limites?

Ici encore il y a un contraste par rapport aux espèces sauvages de vertébrés qui, pour beaucoup, sont menacées par la surexploitation commerciale. L'homme utilise déjà de nombreux invertébrés sauvages : nous mangeons des crevettes, des crabes, des lar- goustes et de nombreux coquillages. Le Red Data Book indique beaucoup d'autres utilisations courantes et moins courantes qui ont eu lieu sur un mode durable pendant des siècles. En outre, ces nombreux invertébrés, qui ont un taux de reproduction élevé, se prêtent souvent mieux à l'utilisation durable que d'autres animaux. Des utilisations nouvelles se font jour constamment; en Papouasie-Nouvelle-Guinée, le commerce des papillons d'élevage, est devenu une source confortable de revenu pour de nombreuses personnes qui faute de cela en seraient réduites à une économie de subsistance. Mais les collectionneurs ont contribué au déclin d'autres espèces de papillons rares et par conséquent de grande valeur, dont les populations sont déjà réduites, dans de nombreux cas, par la destruction de l'habitat. Un autre exemple est le clam géant indo-pacifique qui fut longtemps surexploité sur une grande partie de son aire de répartition mais pour qui l'espoir renaît puisque des essais ont montré qu'il peut être élevé en réservoir à des fins commerciales et réintroduit dans les récifs coralliens d'où il a longtemps été absent pour cause de surexploitation.

- Concluons sur les travaux de votre Unité. Que prépare l'Unité de surveillance continue de la conservation des espèces?

Pour les invertébrés? outre l'ouvrage sur les porte-queue qui va sortir prochainement, nous avons mis en chantier un Red Data Book sur les mollusques; nous nous sommes assurés la collaboration d'un groupe de spécialistes des mollusques qui nous guidera dans ce vaste domaine comprenant des espèces terrestres, marines et d'eau douce. Nous enrichissons également les informations concernant les invertébrés dans la banque de données du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature; plus de 2000 mollusques sont déjà en mémoire. Le grand nombre d'invertébrés et leurs caractéristiques nous ont entraînés à expérimenter diverses formes de Red Data Book et de feuillets de données. Nous allons commencer un répertoire des récifs coralliens qui déterminera les récifs et les communautés coralliennes ayant tout particulièrement besoin de conservation; un ouvrage sur les écosystèmes de grottes est à l'étude.

# À MON AVIS LE SPÉCIALISTE DE LA CONSERVATION

JIMOH OMO-FADAKA, écologue nigérian et écrivain donne son avis sur le rôle des experts de la conservation.

Il y a un an, la Société africaine de la faculté d'études orientales et africaines de l'université de Londres m'a invité à parler de la conservation et du développement en Afrique devant des étudiants africains. Mettant en relief la destruction des magnifiques paysages africains, j'ai parlé du raz de marée industriel, de la mode consistant à imiter les habitudes citadines, de l'obsession de l'industrie en tant que seule forme possible de progrès.

À la fin, un des étudiants est venu me dire: «j'ai presque tout compris, sauf une chose. Vous êtes un peu branché sur la nature, en somme!»

Un spécialiste de la conversation est à la fois l'interprète et la victime de son sujet. Il doit être conscient de l'évolution de son propre avis sur le sujet ou le pays auquel il se réfère. Il est dangereux de prétendre que plus longtemps on réside dans un pays ou plus on étudie un sujet, meilleure sera l'idée que l'on s'en fait. Plus encore, l'expert en conservation doit avoir présente à l'esprit l'opinion figée que le lecteur peut avoir du sujet ou du pays décrit. Le public — profane ou spécialiste — souhaite, comme le touriste, trouver ce qu'il attend. Il ne veut pas être débarrassé de ses préjugés.

J'expliquai aux étudiants que nombre de pays africains avaient de graves problèmes d'environnement qui, faute d'être résolus, allaient entraîner la destruction d'une bonne partie de leurs paysages. Le déboisement, la surpopulation, le surpâturage, les pénuries de combustible et la pauvreté ont pour résultat la désertification, la disparition des zones humides, l'érosion des sols, la stérilité de la terre, la pollution, la baisse de productivité de l'agriculture. Des pressions complexes engendrent une expansion urbaine débridée qui dévore les ceintures vertes des villes. Comment ces pays peuvent-ils sortir de ce pétrin?

«Il est dangereux de prétendre que plus longtemps on réside dans un pays ou plus on étudie un sujet, meilleure sera l'idée que l'on s'en fait».

Pour moi, la solution devrait reposer sur l'idée d'une symbiose entre l'homme et la nature. Par l'intégration des facteurs environnementaux dans la planification du développement, les Etats africains pourraient au moins contribuer à garantir la pérennité de toutes les activités essentielles. La clé est le développement durable. La «conservation» ne signifie pas qu'il faille laisser les ressources naturelles en l'état primitif mais qu'il faut les utiliser de la manière la plus rationnelle possible, sans porter indûment atteinte à l'environnement et au mode de vie des populations. Cela

signifie en outre qu'il faut satisfaire les besoins à court et à long terme de toute la population.

Avant de pouvoir surmonter le problème de la pauvreté, les pays africains devraient prendre conscience du fait que la science économique seule ne peut les résoudre. Toute tentative d'affaiblissement des contrôles environnementaux et écologiques au profit de gains immédiats revient à hypothéquer l'avenir au bénéfice du présent et peut même mener à la faillite. Il ne fait aucun doute que, dans certains cas, les pays peuvent faire ce compromis. Mais ils doivent savoir à l'avance ce qu'il peut leur en coûter et se demander s'ils sont prêts à payer le prix.

Il est souhaitable que tous les projets, de petite ou de grande envergure, présentés par des organismes officiels ou autres soient accompagnés d'une étude des impacts environnementaux qui aiderait à éviter les effets secondaires non voulus du développement, effets qui coûtent plus cher à guérir qu'à prévenir.

Alors que ma vision des problèmes demeurait inchangée, les étudiants persistaient à voir mes propos dans une perspective étroite et idéologique. J'ai proposé une solution non économique aux problèmes de développement de l'Afrique, une optique intégrée ou globale dans laquelle l'économie n'est qu'un des moyens de résoudre le problème. Et pourtant, ils ont estimé que j'étais «branché sur la nature.»

Je propose que nous restions «branchés» sur tous les problèmes qui assaillent les pays africains et continuions à suggérer les directions dans lesquelles s'engager pour tenter de les résoudre. Je ne prétends pas que mes solutions soient les meilleures mais je veux débarrasser les gens de leurs préjugés comme c'est le devoir d'un spécialiste de la conservation.

## CONVENTION SUR LE PATRIMOINE MONDIAL Edition spéciale d'Ambio

Dans une double édition marquant le 8e anniversaire de la Convention de l'Unesco sur le patrimoine mondial, le journal de l'environnement, Ambio, a examiné tous les aspects du fonctionnement de la Convention depuis son origine jusqu'à son état présent d'accord entre 71 Etats sur le territoire desquels sont protégés 136 monuments naturels et culturels, inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Ambio fait état des efforts entrepris dans l'Aire de conservation du Ngorongoro, Tanzanie, le Parc national des Everglades, Etats-Unis, le Parc national de Kakadu, Australie et la Réserve de la biosphère du Rio Platano, Honduras. Parmi les monuments culturels décrits se trouvent : les monuments nubien d'Egypte, la ville de Ouro Preto, Brésil et les églises taillées dans la roche de Lalibala, Ethiopie. Les îles Aldabra et Galapagos occupent une place de choix sur la Liste en tant que patrimoines en péril à plus d'un titre. Tout est discuté d'un point de vue critique, avec en toile de fond l'influence de la Convention sur le sort de ces biens. Les souscripteurs du Bulletin ont droit à un tarif de souscription spécial à Ambio.

### La Bimillennium Foundation

La Bimillennium Foundation (Fondation du bimillénaire) est une organisation internationale non gouvernementale créée pour promouvoir et encourager l'action en faveur de l'amélioration des conditions de vie de l'homme. Avec l'an 2000 pour objectif, elle cherche à obtenir que les organisations dont les activités influent sur la qualité de la vie s'engagent à prendre et à réaliser des actions avant cette date. Pour tout renseignement, contacter : Alan A. Reich, président de la Bimillennium Foundation, 2100 Pennsylvania Avenue N.W., Washington D.C. 20037, Etats-Unis.

## AVIS DE DÉCÈS

GORDON R. WILLIAMS

Le professeur Gordon R. Williams est mort brusquement le 19 juin 1983, chez lui, à Christchurch, Nouvelle-Zélande.

Il avait fait ses études à l'université de Sidney et Canterbury (Nouvelle-Zélande). De 1965 à 1979, le professeur Williams fut directeur du New Zealand Wildlife Service et depuis 1979, il était chef du département d'entomologie au Lincoln College, Canterbury, Nouvelle-Zélande.

Depuis 1979, il était membre actif de la Commission de la sauvegarde des espèces et de la Commission de l'écologie de l'UICN.

En octobre 1981, le professeur Williams avait organisé la réunion réussie de la Commission de l'écologie, à l'occasion de la 15e Assemblée générale de l'UICN à Christchurch, Nouvelle-Zélande. Ancien président et membre d'honneur à vie de la Société ornithologique de Nouvelle-



Zélande, il avait présidé le Fauna Advisory Council de 1967 à 1979.

Il a écrit des articles scientifiques, publiés en Nouvelle-Zélande et à l'étranger mais a aussi écrit et révisé divers ouvrages sur les oiseaux, l'histoire naturelle et la conservation. Il était le co-auteur d'un Red Data Book sur les espèces en danger de Nouvelle-Zélande.

Ses nombreux amis le pleurent.



## PLANTES: CITES MANQUE DE MORDANT

La dernière édition de *Threatened Plants Newsletter* publiée par le Centre de surveillance continue de la conservation de la nature contient le résumé d'un rapport présenté par Sara Oldfield aux Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et qui attire l'attention sur le peu de résultats des contrôles relatifs aux plantes menacées. Des chiffres disparates ont rendu l'analyse des données difficile mais il en ressort surtout l'image inquiétante d'occasions manquées et d'apathie face à un commerce très organisé de plantes de valeur, notamment les cactées et les orchidées. Après la session de la CITES à Gaborone, Botswana, en avril 1983, un groupe de travail a été organisé afin de conseiller sur les moyens d'aiguiller les armes de la Convention et de mieux s'attaquer au commerce des plantes. Pour obtenir *Threatened Plants Newsletter*: CMC, The Herbarium, Royal Botanic Gardens, Kew, Richmond, Surrey TW9 3AE, Royaume-Uni.

## COMMISSION DE LA PLANIFICATION ENVIRONNEMENTALE

La première *Newsletter* de la CPE (1983/3) contient un rapport de H. Field sur le premier séminaire de Talloires sur la planification environnementale et le développement, tenu en mai dernier en France et la promesse d'un document résumant la procédure, qui sera bientôt publié. Le deuxième séminaire de Talloires est prévu pour 1984.

Dans le même numéro, J. Braun décrit comment la Journée mondiale de l'environnement est célébrée dans certaines régions de Pologne par un mois entier d'activités de sensibilisation et Murray Silberman donne des nouvelles d'un journal en espagnol consacré à la planification de l'environnement qui sera bientôt publié par l'Université de la Paix, Costa Rica. Pour obtenir la *Newsletter*, s'adresser au secrétariat de l'UICN ou au président de la CPE, le Professeur Peter Jacobs, Faculté de l'Aménagement, Université de Montréal, 5620 Darlington, Québec H3T 1T2, Canada.

## Réunions annuelles de la CPE, 1983

En vue d'atteindre le plus grand nombre possible de ses membres, la Commission de la planification environnementale a divisé sa réunion annuelle de 1983 en trois parties. La première était le comité directeur élargi réuni à Coppet, Suisse du 6 au 8 juillet 1983. La deuxième réunion a eu lieu du 25 au 29 août à New Delhi et la troisième du 1er au 3 septembre à Stockholm. La CPE espère ainsi qu'au moins la moitié de ses membres auront pu se réunir en 1983.

La réunion de Coppet a permis de réexaminer le programme de la CPE à la lumière des réalisations du programme de l'UICN. Les activités en cours ont été analysées et des conclusions ont été formulées sur l'orientation future.

Un des points de l'ordre du jour concernait la publication prochaine d'une série de

documents, commandés par la CPE sur la culture et la conservation (voir pp 97-102 du présent *Bulletin*).

Les réunions de New Delhi et de Stockholm devaient examiner les conclusions de la réunion de Coppet et se concentrer sur des sujets s'y rapportant. A New Delhi, les membres de la CPE ont rencontré des experts en botanique, des hauts fonctionnaires du gouvernement et des représentants des ONG indiennes afin de discuter et de préparer un programme d'activités dans le cadre du Programme pour les plantes UICN/WWF. Des discussions ont aussi eu lieu avec des membres du gouvernement sur les efforts de mise en œuvre de la *Stratégie mondiale de la conservation* en Inde (Voir la *Newsletter* 1983/1 de la CPE).

A Stockholm, outre les travaux ordinaires, la Commission devait saisir l'occasion d'examiner les techniques de planification environnementale utilisées en Scandinavie et les priorités de l'action future sur le terrain dans cette partie du monde. Des représentants officiels des gouvernements de tous les pays scandinaves devaient participer à la réunion avec les membres de la Commission.

## COMMISSION DE LA SAUVEGARDE DES ESPÈCES — 60<sup>e</sup> RÉUNION ANNULÉE

La SSC est au regret de devoir annoncer que la 60<sup>e</sup> réunion de la Commission a dû être reportée. Le temps disponible pour les préparatifs s'étant avéré insuffisant, de nombreux participants n'auraient pu y assister comme il était prévu.

## COMMISSION DE L'ÉCOLOGIE

### Experts de la population et des ressources naturelles unissent leurs efforts.

Des représentants de la Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF) et de la Commission de l'écologie de l'UICN se sont rencontrés au *Commonwealth Forestry Institute* de l'université d'Oxford, du 4 au 6 juillet 1983. Ils ont discuté des liens existants entre la pression exercée par la population humaine et la conservation des ressources naturelles, et préparé des lignes directrices pour un éventuel supplément à la *Stratégie mondiale de la conservation*.

La *Stratégie mondiale de la conservation* énonce des lignes directrices générales pour un développement durable moyennant l'utilisation avisée des ressources naturelles. Bien que la *Stratégie* précise les mesures nécessaires pour intégrer la notion de conservation au développement, elle ne traite pas des relations complexes entre l'homme, les ressources naturelles et les problèmes socio-économiques ou environnementaux liés.

Cette réunion historique entre l'IPPF et l'UICN était destinée à réparer cette omission et à suggérer les mesures à prendre. Sur nos photographies, (en haut, de gauche à droite) David Pimentel qui a présidé la réunion, François Ramade, John Hanks, John Rowley; (en bas, de gauche à droite) Norman Myers, Erik Eckholm, Vernon Aluvihare, Jack Parsons, Frances Dennis. Étaient également présents: Barbara Hermen, B.H. Kiew et Maarten Bijleveld, auteur des photos.



## LE RÉCIF DE LA GRANDE BARRIÈRE

### Logiciel pour information sûre

La *Great Barrier Reef Marine Park Authority* a établi une liaison avec le système de données CSIRONET de la *Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation* pour mettre au point REEF (récif), banque de données bibliographiques qui a l'ambition de devenir une source unique de références sur le récif. Avant REEF, il était difficile de trouver des sources pour des cartes, des films et même des documents relatifs au récif sans perte de temps et souvent après des recherches infructueuses dans beaucoup d'autres index bibliographiques. Dans les trois prochaines années, la banque grandira pour pouvoir contenir 15 000 sujets. L'Authority commence également à publier un *Reef Current Awareness Bulletin* mensuel qui donne la liste de nouvelles entrées au fur et à mesure de leur arrivée. Pour tout renseignement, contacter Jean Dartnall, bibliothécaire de l'Authority à l'adresse suivante: Great Barrier Reef Marine Park Authority, PO Box 1379, Townsville, Queensland 4810, Australie.

### Faune et aires protégées en Inde

En Inde, les aires protégées couvrent 2,7% du pays et 11,7% de l'ensemble de la zone forestière, en augmentation de 4% par rapport à 1981. Le Projet tigre touche maintenant 15 réserves. Le financement et la législation portant sur la protection de la faune et de la flore, le contrôle du commerce des espèces en danger ont été améliorés. Des discussions sont en cours avec l'Union soviétique pour signer une convention sur la protection des oiseaux migrants fréquentant les deux pays. L'Inde est Etat membre de l'UICN (représentée par son ministère de l'agriculture); elle étudie actuellement la préparation d'une stratégie nationale de conservation.

### LES FORÊTS TROPICALES: AUDIO-VISUEL EN ESPAGNOL

Un texte en espagnol pour le programme audiovisuel sur les forêts tropicales qui a été si bien reçu existe maintenant, intitulé: *¿Una Tierra Verde O Un Arido Desierto?* Le programme de 80 diapositives qui dure environ 15 minutes explique pourquoi nous dépendons des forêts tropicales humides, présente les animaux et les plantes que l'on y trouve et décrit les activités de conservation du WWF et de l'UICN. Le programme existe aussi en français et en anglais. Pour l'obtenir: Mark Boulton, WWF/IUCN International Education Project, Greenfield House, Guiting Power, Glos. GL54 5TZ, Royaume-Uni.

### Oiseaux migrants: mesures transaméricaines

En mai de cette année, le *Fish and Wildlife Service* du Département américain de l'intérieur a parrainé un atelier auquel participaient douze représentants de dix pays d'Amérique latine afin de discuter de la recherche sur les oiseaux migrants et de leur gestion. Les Etats-Unis partagent plus de 300 espèces avec l'Amérique latine et l'atelier a tenté de concilier les conceptions

de gestion et les impératifs de la Convention pour la protection de la flore, de la faune et des beautés panoramiques naturelles des pays de l'Amérique. De cet atelier sont issus notamment un plan visant à publier un bulletin régional sur les activités des oiseaux migrants à travers tout le continent américain, un accord sur les grandes lignes d'une Convention sur les oiseaux migrants du continent américain et des démarches pour l'organisation d'un cours de formation en langue espagnole afin de propager les connaissances en matière de soins aux oiseaux et autres animaux sauvages protégés conformément à la présente convention. Pour tout renseignement: The Office of International Affairs, US Department of the Interior, Fish and Wildlife Service, Washington D.C. 20240, Etats-Unis.

### L'EXPLOITATION FORESTIÈRE ET LE FEU: DUO SINISTRE

Un rapport de NENGAW WIRAWAN (Inspecteur pour le projet du programme de conservation pour le développement lancé au Kalimantan, Indonésie, par l'UICN et le World Wildlife Fund) sur les effets dévastateurs de feux de forêts récents pour une vaste région du futur Parc national de Kutai, a attiré l'attention sur les liens significatifs existant entre une exploitation soutenue et la capacité de la région forestière à survivre aux effets des feux.

Dans les régions fortement exploitées, les broussailles qui envahissent inévitablement les espaces libres et les brèches pratiquées dans la forêt fournissent une énergie de combustion supplémentaire attisant le feu qui réduit la région à des cendres, du bois carbonisé et des troncs dénudés.

Lorsque l'exploitation est moins intense, beaucoup d'arbres conservent leur feuillage et sont épargnés par l'effet incendiaire des repousses secondaires. Là où il n'y a aucun signe d'exploitation, le rapport indique: «le feu ne semble pas pénétrer loin ou causer de dommages aux fûtaies». Ces observations suggèrent que les réserves forestières non exploitées sont une soupape de sécurité permettant à la forêt de se régénérer à la suite d'incendies dus à la sécheresse.

Pour obtenir copie de ce rapport, écrire à M. John MacKinnon, représentant du World Wildlife Fund pour le programme, PO Box 133, Bogor, Indonésie ou au secrétariat du WWF à Gland.

### Royaume-Uni: De l'argent pour les artisans de la conservation

Le *Nature Conservancy Council* du Royaume-Uni a annoncé un Projet de subvention limitée avec le minimum d'obligations à la clé pour des projets pratiques sur le terrain, entrepris par des organes de conservation, des organisations ou des personnes individuelles à titre bénévole. Parmi les travaux qui pourront prétendre à cette subvention (d'un montant maximum de £500), on peut citer: installation de barrières pour contrôler le pâturage et l'accès, de grillages et de clôtures électriques pour protéger les colonies de chauves-souris ou d'oiseaux nichant, etc. Le Council pense donner environ £500 000 cette année pour des projets de plus grande envergure mais estime qu'il

importe de financer rapidement des projets restreints, urgents et peu coûteux. Pour tout renseignement: Jean Ross, Nature Conservancy Council, 19/20 Belgrave Square, London SW1X 8PY.

### ENFIN SAUVE! L'AUTRE ÎLE DE DARWIN

L'atoll d'Aldabra, refuge de l'océan Indien pour une faune endémique exceptionnellement riche vient d'être inclue dans la liste du patrimoine mondial indiquer D.R. STODDART et J.D.M. FERRARI dans la revue de l'Unesco, *Nature et Ressources* (1983, 19 (1):20-28). Le rôle à gorge blanche (*Dryolimnas cuvieri*) oiseau non volant, partage son habitat avec la tortue terrestre géante (*Geochelone gigantea*), de nombreux autres animaux endémiques rares et de fortes populations de tortues vertes, de mollusques et de requins, vivant dans le lagon de 150 m<sup>2</sup> de l'atoll et dans les marais à mangroves voisins.

En 1984, Charles Darwin se joignit à Joseph Hooker, T.H. Huxley et Richard Owen pour intercéder auprès du gouverneur de l'île Maurice dont dépendait alors l'atoll afin de protéger la tortue d'Aldabra de l'extinction. En 1903, Aldabra fut placée sous la juridiction des Seychelles mais seules des ordonnances réglementant la pêche protégeaient indirectement les tortues marines tandis que les oiseaux et les tortues terrestres n'étaient que partiellement protégés par des règlements douaniers qui restreignaient l'exportation de carapaces puis (après 1945) de plumes. Le Commandant J-Y. Cousteau qui a visité l'atoll en 1953 fit d'emblée campagne pour qu'il soit entièrement protégé et consacré à la recherche scientifique. Après plusieurs changements intérimaires, (notamment plus d'une décennie de concession à la Royal Society de Londres), l'UICN et divers autres organismes décidèrent, d'un commun accord avec le président de la République des Seychelles, France Albert René, de créer une *Seychelles Islands Foundation*, société philanthropique indépendante et internationale pour gérer l'atoll d'Aldabra. C'est en 1979 que fut proposé de garantir l'avenir d'Aldabra en l'inscrivant sur la Liste du patrimoine mondial, en vertu de la Convention des Nations Unies relative au patrimoine mondial (1972) et à la fin de 1981, un cadre juridique et de gestion a été soumis au comité du patrimoine mondial. Le comité a approuvé l'inscription d'Aldabra en décembre 1982. La *Seychelles Islands Foundation* continue à gérer la conservation de l'atoll qui reste sous la juridiction de la République des Seychelles. En temps et lieu, Aldabra aura sa place dans la stratégie nationale de conservation des Seychelles: les gardiens seychellois sont formés et recrutés sous les auspices de la Convention du patrimoine mondial.

M. Maxime Ferrari, ministre du Développement et des Relations extérieures des Seychelles, s'est rendu dans l'île pour inaugurer une plaque commémorative portant le message suivant: *L'ATOLL D'ALDABRA, merveille de la nature, offert à l'humanité par le peuple de la République des Seychelles.* □



# SURVEILLER LES SURVEILLANTS

Dans le dernier numéro du Bulletin, Duncan McKinder du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature décrivait comment le Centre traite l'information grâce à l'ordinateur. Ici, JEREMY HARRISON présente une des quatre unités du Centre, l'Unité de données sur les aires protégées (UDAP).

Il y a deux ans, j'entrais au service de l'UICN, à Kew, pour mettre sur pied l'Unité de données sur les aires protégées. Au début, celle-ci n'avait qu'un seul membre, moi-même, peu de données à sa disposition et pas même un casier pour les classer! Aujourd'hui, nous avons beaucoup d'informations, notre personnel vient de s'enrichir d'un troisième membre et nous employons deux assistants de recherche temporaires. Nous avons à l'origine un contrat de deux ans il est donc temps d'examiner nos réalisations et de nous faire une idée de la suite des travaux pour l'avenir.

La Commission des parcs nationaux et des aires protégées (CPNAP) de l'UICN a rassemblé des données pendant de nombreuses années, pratique qui s'est encore amplifiée avec le développement régional de la Commission. Les sessions de travail au Costa Rica, en Ecosse, au Cameroun et au Pérou ont toutes fourni des données sur les sites dans chacune de ces parties du monde. Ces données de même que les dossiers de la CPNAP et les publications telles que la *Liste des Nations Unies de 1980* et le *World Directory of National Parks and Other Protected Areas* assurent déjà une base confortable de données. C'est pour pouvoir analyser et traiter ce flux croissant d'informations avec une plus grande efficacité que la CPNAP a créé l'UDAP.

Un ordinateur avait déjà été mis en place par le WWF à l'intention de l'UICN aux Jardins botaniques royaux de Kew. L'Unité fut donc installée à Kew pour profiter de la machine. Toute l'information déjà disponible fut transférée à Kew et l'information sur les parcs nationaux fut classée dans l'ordinateur afin d'utiliser les systèmes de traitement de l'information et de traitement de texte selon les modèles déjà en vigueur pour les plantes menacées et utilisés maintenant aussi pour les animaux menacés.

Comme les habitués de l'ordinateur peuvent le constater, les dossiers-information peuvent être constitués selon deux méthodes. On peut d'abord essayer d'inclure toute l'information jugée utile ou les constituer peu à peu, en ajoutant les données nécessaires à mesure qu'il devient pratique ou nécessaire de le faire. Nous avons décidé dès le début de commencer par inclure quelques paramètres de base, de constituer les dossiers peu à peu et de tirer parti de la souplesse des capacités de traitement des dossiers de l'ordinateur. Il fut également décidé, dès le début que le texte descriptif contenu dans la machine devait être un texte court de deux pages aux titres normalisés semblables à ceux qui ont été utilisés dans le *World Directory of National Parks*

and Other Protected Areas. Cela veut dire que dans de nombreux cas, le feuillet d'information n'est qu'un résumé de l'information se trouvant dans le dossier; l'intention n'est pas de disposer d'un dossier définitif concernant une aire donnée mais de présenter un feuillet d'information à jour, renvoyant à d'autres sources.

Nous pouvons maintenant sélectionner et/ou déterminer des groupes de sites et préparer, si nécessaire, des listes d'aires ou de feuillets d'information. Ainsi, nous pourrions imprimer tous les feuillets concernant les réserves de la biosphère, tous ceux qui traitent des aires comprises dans le domaine biogéographique amazonien défini par Udvardy ou ceux qui portent sur les sites de la région de l'ASEAN. Nous pourrions préparer une liste des sites de plus de 500 000 ha établis depuis 1950 ou une liste des parcs nationaux se trouvant dans les domaines biogéographiques correspondant à des pâturages tempérés. Nous pouvons enfin résumer l'information sur des feuillets de données donnant par exemple le pourcentage de la couverture des aires protégées pour chaque pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

En juillet 1981, la CPNAP venait d'organiser une réunion de travail à Lima, Pérou où la tâche principale avait consisté à examiner l'information dont disposait l'UICN sur les aires protégées de la région sud-américaine. La conclusion fut que l'information concernant cette région était sans doute plus complète que pour toute autre région. On décida que le premier travail de l'UDAP serait de préparer le *IUCN Directory of Protected Areas in the Neotropical Realm* qui a été publié en octobre 1982 à l'inauguration du Congrès mondial des parcs nationaux, à Bali.

Mais les autres régions n'étaient pas négligées pour autant et l'information sur les sites s'accumulait grâce au courrier, aux rapports et aux publications. Le processus permit de corriger les données, de modifier les feuillets d'information dont nous disposions déjà et d'ajouter de nouveaux feuillets. La modification, la révision et le contrôle des données étaient importants pour la préparation et la publication de la *Liste des Nations Unies 1982* nouvelle formule. Les programmes de recherche et de tri écrits pendant cette période ont également permis aux personnes extérieures à l'UDAP d'avoir accès aux dossiers-information et de produire des listes de sites par pays.

Telle est, dans les grandes lignes, notre histoire jusqu'au début de l'année, lorsque le Centre de surveillance continue de la conservation de la nature est devenu une division de l'UICN et non plus un «agent de renseignements» au service de la CPNAP et de la Commission de la sauvegarde des espèces. Pendant les premiers mois de l'année, on a beaucoup réfléchi au rôle de l'UDAP.

Où va l'UDAP? Que faut-il faire dans les deux prochaines années? Une chose est sûre, il faut continuer de donner la priorité à la collecte de données d'une façon de plus en plus organisée. Il ne s'agit pas seulement de recueillir de nouvelles données mais aussi de réexaminer périodiquement l'information en mémoire. Ce sont les séances

de travail de la CPNAP qui sont le mieux à même de faire ce travail; en fait, ces deux dernières années, ce sont les contacts personnels qui ont formé la meilleure méthode de collecte des données. L'UDAP travaille en liaison étroite avec la CPNAP et participe pleinement à nombre de programmes d'activités des commissions. Les réunions de la CPNAP donnent aux «chasseurs» de données l'occasion de mieux connaître ceux qui travaillent sur le terrain.

Le contrôle des données et l'affinage des dossiers-information doivent se poursuivre; de nouveaux sites seront ajoutés à ceux qui sont à l'étude et les dossiers-information élargis afin que nous puissions trier et sélectionner l'information à l'aide d'un ensemble de paramètres plus étendu. Nous devons, par exemple, être capables de sélectionner les sites par type d'habitat; aujourd'hui nous ne pourrions pas préparer une liste de tous les sites contenant des grenouilles ou des fougères menacées.

À l'heure actuelle, nos dossiers ne contiennent d'information que sur une certaine gamme d'aires protégées mais nous avons l'intention de les élargir pour inclure des renseignements de base sur toutes les aires, quels qu'en soient les dimensions, le régime foncier et les objectifs de gestion. C'est indispensable si nous voulons au moins avoir connaissance de tous les sites de conservation existants. Ce serait une erreur, par exemple de n'avoir aucune trace de la réserve d'oiseaux britannique de Minsmere (petite et propriété privée) alors que le Conseil de l'Europe la considère comme d'importance européenne. Pour des raisons similaires, les dossiers-information et les programmes doivent également contenir diverses appellations et orthographes de même que des renseignements de base sur des aires déclassées ou proposées.

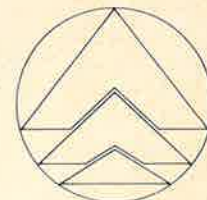
Nous travaillons en ce moment sur les feuillets d'information concernant des aires africaines et préparons le prochain volume du Répertoire: *IUCN Directory of Afrotropical Protected Areas*. Les dossiers classiques doivent être élargis pour contenir davantage de cartes, de listes d'espèces, de plans de gestion, de brochures, qui sont tous porteurs d'informations importantes.

L'Unité traite aussi l'information concernant les biens du patrimoine mondial, les sites inscrits à la Convention relative aux zones humides (Ramsar) et les réserves de la biosphère; par obligation contractuelle, nous gérons l'information concernant le patrimoine mondial pour le secrétariat de l'Unesco. En vue du Congrès sur les réserves de la biosphère de Minsk, l'Unité prépare et analyse l'information sur les réserves de la biosphère; elle compilera une brochure contenant résumés et analyses pour cette réunion. Nous nous préparons aussi pour la prochaine conférence de la Convention de Ramsar qui se réunira à Groningue, Pays-Bas, l'année prochaine.

À chaque progrès de nos dossiers-information, nos capacités à résumer et analyser les données se renforcent de même que nos capacités à contribuer à la publication et à des projets analytiques importants. Après la réunion de la CPNAP au Zimbabwe en mai 1983, nous avons proposé, avec deux biologistes africains, d'utiliser l'information détenue par l'Unité pour évaluer toutes les aires de conservation africaines et pour les placer sur la carte Unesco

Suite en page 93

## LA STRATÉGIE MONDIALE DE LA CONSERVATION À L'ŒUVRE



### STRATÉGIES DE CONSERVATION — PROGRÈS ET OBSTACLES

**Le premier supplément de la SMC à l'œuvre a été publié il y a un an. Dans ce 4<sup>e</sup> numéro, notre éditorial a pour objet d'examiner certains des problèmes importants rencontrés dans le programme général de mise en œuvre des SNC.**

#### STRATÉGIES DE CONSERVATION — LE RÔLE DE L'UICN

Au chapitre final de la SMC, on lit: «L'UICN, pour sa part, s'attachera à promouvoir la Stratégie mondiale de la conservation, les stratégies nationales et les activités sur le plan international, à publier régulièrement des nouvelles de son application...».

Ce supplément au *Bulletin* de l'UICN entre dans le processus de promotion et de publication. Il convient cependant de rappeler que l'UICN est l'union de 498 organisations dispersées dans le monde, toutes responsables de la promotion et de la publication avec l'aide du secrétariat installé en Suisse. Le supplément a donc d'abord pour tâche de soutenir les membres dans leur effort de promotion. Mais il est aussi distribué à un public plus vaste, travaillant dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et vise à informer sur toutes les stratégies en cours dans le monde, sur l'évolution de la pensée dans ce domaine et sur les réunions et autres manifestations associées à la préparation et à la mise en œuvre des stratégies.

À ce jour, les rapports ont été présentés plutôt sous un angle positif, se concentrant sur les progrès, les réalisations et l'évolution du concept. Des pays, de plus en plus nombreux, reconnaissent la nécessité d'adopter un point de vue stratégique pour parvenir à l'utilisation durable de leurs ressources et ont entamé la préparation de stratégies nationales. Les organismes d'aide au développement sont de plus en plus conscients des effets décevants, à long terme, de leurs programmes de développement et voient en la stratégie de conservation un instrument pratique, permettant de rectifier la situation. La conception des procédures d'élaboration des stratégies de conservation a progressé grâce à l'expérience de pays spécifiques et à une série de petites réunions internationales qui ont abouti à l'amélioration des lignes directrices à l'usage de ceux qui travaillent à la préparation de stratégies.

En revanche des obstacles de taille entravent les progrès et, puisque la SMC avait le souci d'abattre ces obstacles, il convient dans ce 4<sup>e</sup> numéro de discuter brièvement des plus importants. Mais auparavant, réfléchissons un instant au processus de préparation d'une stratégie.

#### LA SNC — UN PROCESSUS CONTINU

La préparation des stratégies suit un processus. C'est celui du dialogue et de l'éveil des consciences durant lequel les principes de conservation sont intégrés à la planification du développement. C'est un moyen d'abattre les obstacles empêchant l'utilisation rationnelle des ressources et d'atteindre un consensus sur ce qui doit être fait, comment, quand et par qui. C'est un moyen d'examiner les choix de développement en vue de déterminer comment exploiter au mieux les ressources naturelles de base, pour le bien durable de chacun. Pour les pays les moins développés, le processus conduit à une nouvelle conception de la



Photo: MJC

négociation de l'aide, avec pour objectif central le *développement durable*.

Les stratégies de conservation s'adressent à des régions géographiques de dimensions précises — un bassin fluvial, une province, une nation. Elles s'adressent même simplement parfois à un secteur ou à une ressource en particulier, comme les forêts ou la pêche dans ces régions. Celles-ci sont délimitées et les interactions en jeu de part et d'autre des frontières sont souvent capitales. Les stratégies doivent donc, au bout du compte, être discutées et partagées entre voisins confrontés aux mêmes problèmes et contraints de chercher des solutions identiques.

**Les opinions exprimées dans le supplément sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des trois organismes de soutien.**



Jusqu'à présent, la coopération régionale en matière de stratégies de conservation a été amplement discutée mais peu de possibilités de nouer des liens de coopération se sont fait jour. On espère que la situation évoluera dans un proche avenir, à mesure que davantage de pays adopteront une optique stratégique. De toute évidence, l'UICN doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour que les choses évoluent dans ce sens.

#### PRÉPARATION D'UNE SNC — PROBLÈMES DE DÉPART

Le programme d'assistance technique de l'UICN est presque entièrement consacré aux pays moins développés où les problèmes de l'équilibre entre l'offre et la demande de ressources biologiques se sont aggravés. Un obstacle empêche pourtant la fourniture d'une aide adéquate.

Les premières demandes d'assistance technique pour la préparation de SNC formulées par les pays en développement ont normalement été déposées par les ministères ou départements des ressources naturelles ou de l'environnement; en d'autres termes, par la partie du gouvernement soucieuse avant tout du maintien des systèmes essentiels entretenant la vie. Bien que les responsables de la planification du développement de ces pays aient généralement été informés du dialogue établi entre le gouvernement et les institutions externes à propos de la SNC, les demandes d'assistance et d'avis ont rarement été canalisées par les responsables de la planification du développement. Il est probable que si tel avait été le cas, les demandes n'auraient pas été jugées suffisamment prioritaires par ces responsables et n'auraient donc pas été transmises aux organismes d'assistance au développement.

Il est plus aisé, pour les responsables de la planification de traiter des projets plus conventionnels portant sur l'énergie, l'industrie, l'agriculture ou le développement rural, sur des accords commerciaux et d'aide alimentaire que d'examiner la logique de demander un soutien financier limité pour la préparation d'une stratégie visant à l'exploitation durable des ressources naturelles de base. Chaque année, 35 millions de dollars sont consacrés à l'aide aux pays en développement et cependant les programmes nationaux de développement reconnaissent rarement la nécessité d'obtenir une assistance technique pour la préparation de perspectives à long terme sur les besoins d'un pays ou d'une région et sur les moyens de répondre, dans la pratique, à ces besoins.

Pour que l'UICN réponde favorablement aux demandes d'assistance technique, elle doit au préalable rechercher un soutien financier pour le travail envisagé. La plupart du temps, cependant, les organismes d'assistance technique ont de la peine à assurer un soutien car les demandes n'ont





pas fait leur chemin par le canal central de négociation de l'aide.

Ainsi, la SNC — le mécanisme même qui cherche à sensibiliser les gouvernements à la nécessité d'adopter une optique à long terme — est bloquée parce que les gouvernements ne sont pas sensibilisés à la nécessité d'adopter une optique à long terme ! Il devient urgent de rompre ce cercle vicieux.

Les gouvernements sont placés devant un dilemme: promouvoir une croissance économique immédiate ou protéger la productivité à long terme des ressources naturelles. Les tenants d'un revenu économique rapide sont en général plus puissants, mieux organisés et plus regroupés. Ceux qui souhaitent prévenir la dégradation de l'environnement ou la perte de productivité d'un système naturel sont moins puissants, plus dispersés, moins organisés. Et même les préoccupations de secteurs gouvernementaux intéressés de près à la gestion durable des ressources naturelles et à une planification à plus long terme peuvent, presque par définition, être mises en sourdine, au profit de la résolution de problèmes plus urgents et plus immédiats.

## PRÉPARATION D'UNE SNC — CONSIDÉRATIONS INSTITUTIONNELLES

Malheureusement, les difficultés rencontrées lorsqu'il s'agit de prouver et de maintenir la crédibilité d'une vision à long terme du développement sont souvent amplifiées dans les pays en développement par les fréquents remaniements à l'intérieur des gouvernements et la solution de continuité qui en résulte. Il a donc semblé nécessaire, dans la plupart des pays qui ont envisagé la préparation d'une SNC, de créer au plus haut niveau national un groupe de travail ou une commission interministérielle, responsable de la SNC et servant de forum officiel où se discutent et se négocient les intérêts en conflit.

La création d'un tel groupe démontre la détermination du gouvernement et donne au processus stratégique le statut politique voulu. Le groupe peut être présidé par le premier ministre, un ministre du bureau du

président, le ministre des sciences et de la technologie ou le ministre de la planification, ou encore par une personnalité ne siégeant pas au gouvernement.

L'efficacité du groupe dépend énormément du président et de son expérience mais aussi du secrétaire qui dirige un petit secrétariat chargé de rédiger les documents examinés par le groupe de travail ou la commission. L'idéal serait que, le cas échéant, l'assistance technique soit canalisée par ce secrétariat.

Pour bien faire, il faudrait que, dans les pays moins développés, l'essentiel du travail soit pris en charge par les divers organes de droit public, les universités et les consultants locaux mais une assistance technique extérieure est généralement nécessaire pour compléter les capacités locales et garantir de ce fait que le sentiment de voir le pays se détourner de problèmes plus urgents n'est pas trop fort. Mais la question de l'assistance fournie par des organismes étrangers est chose délicate car une stratégie doit être le produit du pays ou de la région qu'elle est destinée à servir et non le produit d'un organisme étranger. Une stratégie exige la participation et l'engagement total de ceux qui seront en fin de compte responsables de la mise en œuvre et, si les avis, le soutien et l'assistance extérieurs sont souvent nécessaires, ils doivent être considérés comme complémentaires et non comme dominants.

Dans le monde industrialisé où la communauté des ONG tend à être tellement plus puissante que dans les pays en développement, le besoin ne s'est pas fait sentir de préparer des stratégies à l'intérieur du cadre gouvernemental. Il faut remarquer qu'en Malaisie et aux Philippines, ce sont de puissantes ONG qui ont préparé les stratégies. Même s'il est souhaitable que les ONG participent activement à ce travail, on peut craindre que le manque d'engagement et de participation d'un gouvernement au stade de la préparation n'entraîne le même manque de participation au moment de la mise en œuvre. Dans le cas du Royaume-Uni, la préparation de la stratégie a suscité beaucoup d'intérêt et donné lieu à des débats publics. Si l'on estime que ces élans enthousiastes pourraient entraîner une plus grande réceptivité de la part du gouvernement, vis-à-vis des principes énoncés par la stratégie, on pense généralement que l'absence du gouvernement aux premiers stades de la préparation pourrait résulter en une mise en œuvre moins encourageante qu'on ne l'aurait espéré.

## PRÉPARATION D'UNE SNC — MAINTENIR L'ÉLAN

Maintenir l'élan est tâche délicate. En effet, dans tout exercice de planification à long terme, les avantages n'apparaissent qu'à long terme et, à moyen terme, il se peut que d'aucun s'impatiente et que l'enthousiasme s'émousse. Cette question a fortement préoccupé plusieurs équipes concernées par la préparation d'une SNC. Il semble clair maintenant qu'il convient de préparer et de mettre en place, parallèlement à la stratégie, des projets pilotes soigneusement sélectionnés qui démontrent les avantages des principes essentiels de la con-

servation. Ainsi, dans le cas de l'Ouganda, il a été suggéré de lancer, dans des aires de conservation choisies à l'intérieur d'un même district administratif un ou deux projets d'intérêt particulier pour l'écologie et mettant en évidence certains problèmes de l'environnement à résoudre rapidement, comme le déboisement, l'érosion des sols et la pénurie de combustible. Naturellement, dans les pays souffrant d'un manque de personnel formé, l'engagement total des organismes d'aide extérieurs est capital pour garantir le maintien de l'élan.

## PRÉPARATION D'UNE SNC — PRÉOCCUPATION INTERNATIONALE

Pour l'UICN, bien que beaucoup de ses membres vivent dans des pays industrialisés, les problèmes des pays industrialisés sont moins graves et les possibilités de s'attaquer à ces problèmes sont largement supérieures à celles des pays en développement. Néanmoins, l'impact des pays industrialisés sur les ressources de base du reste du monde est immense. Le fossé séparant les nations riches des pauvres s'élargit régulièrement et la réussite des stratégies de conservation, dans tout pays en développement, est fortement tributaire de la politique étrangère des nations riches — politique agricole, commerce, aide au développement, aide militaire — qui dicte l'offre et la demande des ressources naturelles des pays moins développés. Les membres de l'UICN — plus précisément les groupes de conservation du Nord — ont plus que jamais le devoir de faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils reconnaissent, en faisant preuve de compréhension, d'honnêteté et d'ouverture, les problèmes de survie du Sud et ajustent leurs politiques en conséquence.

## L'AVENIR

Le programme d'application concrète de la SMC au niveau national au moyen de stratégies nationales de conservation progresse avec l'aide, le cas échéant de la famille des Nations Unies et des organismes d'aide au développement et avec l'assistance et les conseils de l'UICN. Le concept de stratégies régionales ou sectorielles suscite de plus en plus d'intérêt et, avec toute l'attention qui se porte actuellement sur les forêts tropicales, on peut raisonnablement penser que la préparation de stratégies de conservation des forêts tropicales sera bientôt considérée comme hautement prioritaire. Cependant, une stratégie de conservation est un processus continu dans lequel la préparation de la stratégie arrêtée n'est qu'une première phase — le moyen conduisant à la fin. La mise en œuvre, la surveillance continue et l'affinage ne viennent qu'ensuite et il convient de ne pas oublier que, même si une énergie considérable est dépensée pour garantir que l'application suivra réellement, nous ne pouvons pas encore citer de réalisations importantes issues du travail de préparation de stratégies. Nous avons encore à connaître les récompenses, les problèmes et les frustrations de la mise en œuvre. Et qui sait, l'année prochaine, lorsque l'ensemble du programme aura progressé, grâce à nos efforts conjoints, peut-être pourrions-nous décrire de telles expériences dans le supplément.

MJC

# RÉSUMÉ DES PROGRÈS DES SNC

**Afin de donner un aperçu complet, nous résumons, dans ce numéro, tous les renseignements qui nous sont parvenus sur les progrès des SNC. A ce jour, 32 pays industrialisés ou en développement ont entrepris ou terminé la préparation d'une stratégie nationale de conservation.**

Parmi les pays en développement, Belize, Fidji, l'Indonésie, la Malaisie, le Népal, l'Ouganda, les Philippines, Saint-Christophe-et-Nièves, les Seychelles, Sri Lanka et la Zambie se trouvent à des stades plus ou moins avancés de la préparation. La Côte d'Ivoire, le Honduras, l'Inde, Madagascar, le Mexique, le Pakistan, le Sénégal, la Tanzanie et le Zaïre examinent les meilleurs moyens de préparer une stratégie tandis qu'à l'autre extrême, la Thaïlande entame la mise en œuvre.

Dans le monde industrialisé, plusieurs stratégies de portée variable sont terminées en Afrique du Sud, en Australie, en Espagne et au Royaume-Uni; un projet a été formulé en Nouvelle-Zélande. La Tchécoslovaquie et l'Italie travaillent actuellement à la préparation. Le Canada, la Norvège et les Pays-bas ont publié des études de la SMC et le Portugal envisage de préparer une stratégie.

## AFRIQUE DU SUD

Le comité pour la conservation de la *Wildlife Society of Southern Africa* a préparé en avril 1978 «une politique et stratégie pour la conservation de l'environnement en Afrique australe». Le rapport résume les conclusions d'un groupe de travail réuni par le comité pour la conservation et qui a formulé un ensemble de principes correspondant aux besoins nationaux pour l'avenir. Ce rapport a été examiné par deux fois et il sera réexaminé chaque année. Il est prévu que les groupes de travail préparent une politique détaillée et un plan d'action pour la Société dans le cadre de la stratégie nationale.

## AUSTRALIE: CONSENSUS TROUVÉ

A la suite des débats et discussions qui ont eu lieu lors de la Conférence sur la stratégie nationale de conservation, réunie à Canberra du 10 au 13 juin, le consensus est désormais trouvé sur la SNC australienne.

Le document final est le résultat d'un long processus entamé par la proposition de base qui fut approuvée en juillet 1981 par le comité directeur national. Des experts australiens ont ensuite préparé des projets qui ont été examinés et discutés lors d'un séminaire national réuni à Canberra du 30 novembre au 3 décembre 1981. Il a été demandé à la population de commenter le document remanié: «Vers une SNC australienne» qui a été distribué aux gouvernements, aux spécialistes de la conservation et du développement.

La structure de la stratégie proposée par la conférence est semblable à celle du projet mais l'introduction a été considérablement étoffée et remaniée. Les points essentiels sont:

- les **définitions** du développement et de la conservation des ressources vivantes;
- les **objectifs** de la conservation des ressources vivantes;
- les **principes**:
  - intégrer conservation et développement
  - préserver des choix pour l'avenir
  - examiner les causes comme les symptômes
  - accumuler les connaissances pour la mise en œuvre future et l'éducation de la communauté; et
- un ensemble d'**impératifs nationaux prioritaires** et de **mesures nationales prioritaires**.

La stratégie nationale de conservation a été préparée par trois groupes: un **comité directeur national** (avec des représentants du Commonwealth, de tous les États et des Territoires du Nord) qui a dirigé et coordonné la préparation de la stratégie, un **comité de coordination du Commonwealth**

et un **groupe de travail sur la stratégie nationale de conservation** à l'intérieur du **Département de l'intérieur et de l'environnement**. Le groupe de travail a été établi pour fournir le soutien nécessaire aux autres groupes dans la préparation de la SNC.

Maintenant que la stratégie est prête, le groupe de travail a été dissous et un secrétariat, dépendant également du Département de l'intérieur et de l'environnement, a été créé pour faciliter les activités en cours, liées à la stratégie. Le secrétariat servira aussi de commission consultative par intérim, établie conformément à une des résolutions adoptées par la conférence de juin et qui implique la participation du gouvernement et du monde de l'industrie, de l'éducation et de la recherche.

À l'étape suivante, la stratégie et la résolution seront présentées au gouvernement du Commonwealth accompagnées d'une demande de transmission aux gouvernements des États et des Territoires et de présentation au parlement, ou encore de publication à l'intention du peuple australien.

Suite en page suivante



En Tchécoslovaquie, l'équipe de recherche du projet de stratégie sub-nationale de conservation siège dans une maison restaurée. Devant la maison se trouve un tableau portant l'emblème du paysage protégé, les collines de Žďárské — Conservation nationale de la nature Tchécoslovaquie et le symbole de la Stratégie mondiale de la conservation.

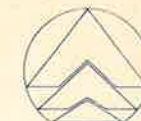
Photo: V. Vaníček

## BELIZE

Une mission de l'UICN s'est rendue au Belize, à l'invitation du gouvernement, du 27 novembre au 12 décembre 1982, afin de discuter de la préparation d'une stratégie nationale de conservation. Des réunions ont eu lieu avec des représentants du gouvernement, notamment le premier ministre George Price, et des représentants d'institutions, d'associations et d'organisations non gouvernementales. La situation générale a été examinée, sans négliger les possibilités

et les contraintes relatives à l'utilisation et à la préservation des ressources. Vers la fin de la mission, un atelier de deux jours a été organisé au cours duquel les membres de la mission, les représentants du gouvernement et d'autres experts ont pu collaborer à l'élaboration d'une structure de base pour une stratégie nationale. Suite aux discussions, la mission a rédigé un projet de rapport qui a été présenté au gouvernement. Ce rapport fournit le cadre de base du programme par lequel sera préparée la stratégie de conservation.





## CANADA

En décembre 1981, le *Service de conservation de l'environnement* de *Environnement Canada* a présenté une étude fédérale interdépartementale de la SMC suggérant de préparer une stratégie nationale.

En outre, un rapport du *Département de l'environnement* analyse et résume l'attribution des responsabilités concernant la mise en œuvre de la SMC par le gouvernement fédéral du Canada. La coordination générale a été confiée au Service de la conservation de l'environnement tandis que la *Direction des politiques et du développement du programme* surveillera la mise en œuvre.

## CÔTE D'IVOIRE: FONDATIONS PRÊTES POUR LA SNC

En réponse à un message du ministère de la Recherche scientifique et de l'Éducation nationale demandant l'aide de l'UICN pour préparer une stratégie nationale de conservation, une mission s'est rendue en Côte d'Ivoire du 19 au 30 juin 1983.

La mission avait pour objectifs précis de s'entretenir de la préparation d'une stratégie avec de nombreux responsables du gouvernement chargés de la gestion des ressources naturelles et d'élaborer une proposition de programme d'activités et un calendrier conduisant à la préparation d'une stratégie nationale de conservation complète. Un autre objectif consistait à évaluer la volonté politique de la Côte d'Ivoire à entreprendre cet exercice ambitieux et la mesure dans laquelle cette volonté politique est partagée par les ministères qui, tout en n'étant pas directement responsables de la conservation de l'environnement au sens où on l'entend habituellement, prennent néanmoins des décisions qui ont des répercussions importantes sur la gestion des ressources naturelles nationales.

La mission visait aussi à contacter les organismes d'assistance au développement et les organisations des Nations Unies actives en Côte d'Ivoire afin de déterminer des moyens de les faire participer au processus de préparation de la stratégie et d'assurer ainsi une continuité globale à ce programme qui cherche à réaliser le développement durable.

Un des traits saillants dans le point de vue de la Côte d'Ivoire est la volonté de diriger l'exercice au plus haut niveau politique et de faire en sorte qu'il bénéficie d'un véritable soutien politique. C'est le seul moyen pour le projet de profiter de l'élan donné et de se placer au-dessus des intérêts sectoriels des différents ministères.

On envisage de confier la direction de la SNC, dans la phase préparatoire, à un Conseil consultatif de haut niveau, comprenant des ministres et autres personnalités politiques ivoiriennes. Une équipe technique composée d'experts locaux et étrangers secondera le Conseil et se chargera de la collecte des données de base et du travail d'analyse.

Au début, le travail de cette équipe consistera à évaluer les activités en cours ou prévues dans le but de repérer des lacunes graves, soit dans la connaissance de l'état de la conservation, soit dans les mesures prises pour empêcher ou rectifier la dégra-

dation de l'environnement. Cette étude fournira d'utiles renseignements sur la manière de réajuster les activités présentes afin de soutenir le développement durable et de modifier les activités prévues pour qu'elles contribuent à l'intégration de la conservation au développement.

Deux questions en particulier ont été retenues comme exemples typiques des problèmes rencontrés dans les relations développement/conservation et l'on a suggéré qu'elles servent à démontrer ce que peut apporter la SNC en termes de solutions pratiques, orientées vers la gestion. La première est liée aux conséquences pour l'environnement de la construction prochaine d'un important barrage hydro-électrique sur le cours inférieur de la Sasandra, à Soubré. L'autre concerne l'impact que le déplacement des villageois du bassin de réception du barrage aura sur le Parc national de Taï, dernière forêt humide viable d'Afrique de l'Ouest. Taï, qui subit déjà une pression élevée exercée par l'homme, est considérée par beaucoup comme le symbole de la volonté politique de la Côte d'Ivoire en matière de conservation de la nature.

Le rapport de mission est examiné actuellement par le gouvernement.

## ESPAGNE

La *Commission interministérielle de l'environnement* (Comisión Interministerial del Medio Ambiente — CIMA) a préparé la stratégie espagnole pour la conservation des ressources (Estrategia Nacional Española para la Conservación de los Recursos), en mai 1980. Cette stratégie a été présentée au public lors de la Journée mondiale de l'environnement, le 5 juin 1980 et, après avoir été présentée au gouvernement, elle a été approuvée par décret du conseil des ministres.

Bien que le document souligne les mesures à prendre pour garantir la conservation des ressources naturelles, il ne traite d'aucun problème spécifique. Il fut donc décidé que la CIMA prépare des rapports semestriels afin d'approfondir la stratégie.

Outre la rédaction de ces rapports, la CIMA a été chargée en décembre 1981 d'élaborer un plan de mesures urgentes pour compléter la stratégie nationale. Cependant, le nouveau gouvernement espagnol a réorganisé les procédures et modifié le rôle de la CIMA de sorte que le plan n'est pas encore prêt et que les travaux sont retardés.

## FIDJI

L'île de Fidji, avec les conseils experts de l'UICN et l'aide du *Programme des Nations Unies pour l'environnement* (PNUE), a préparé le cadre d'une stratégie nationale de conservation.

Une mission consultative, comprenant des experts locaux et étrangers, a visité Fidji en septembre 1981 pour préparer ce cadre. Un rapport initial a été présenté.

On espère que des efforts en coopération entre le gouvernement et l'UICN seront bientôt déployés afin d'entreprendre la phase suivante de la préparation de la stratégie.

## HONDURAS

Au nom du gouvernement, le *Consejo Superior de la Planificación económica* (CONSUPLANE) a demandé à l'UICN de l'aider à organiser un séminaire national sur la Stratégie mondiale de la conservation et sa mise en œuvre au Honduras.

Pendant la première semaine de juillet 1982, 30 membres du gouvernement représentant plus de 15 départements et ministères ont pris part à ce séminaire. Les lignes directrices préparées par la CPE pour les stratégies de conservation ont été discutées pour savoir dans quelle mesure le gouvernement pouvait les utiliser dans ses travaux d'élaboration d'une stratégie nationale de conservation en 1983.

## INDE

À la demande du gouvernement de l'Inde, le président et le directeur exécutif de la Commission de la planification environnementale/UICN se sont rendus en Inde en février 1983 afin de discuter de moyens de préparer une SNC pour l'Inde.

Pendant cette visite, il a été décidé que le meilleur moyen de promouvoir une stratégie, à ce stade, consistait à examiner les considérations de conservation figurant dans le prochain plan de développement de l'Inde pour 1985-1989.

Le plan comprendra un chapitre séparé sur l'environnement. Il déterminera les principaux problèmes et fournira des données spécifiques au plan dans son ensemble, en se concentrant sur l'utilisation durable des ressources.

Le *ministère de l'Environnement* a l'intention de convoquer un petit groupe d'experts afin de préparer la documentation de base de même qu'un groupe consultatif officiel comprenant des représentants de la *Commission indienne de planification nationale*.

## INDONÉSIE

En août 1982, des entretiens ont eu lieu en Indonésie sur la manière dont le WWF et l'UICN pouvaient aider le gouvernement à préparer une stratégie indonésienne de conservation. Le gouvernement a indiqué à l'UICN que la tâche la plus urgente consiste à formuler des directives environnementales opérationnelles pour la mise en œuvre du prochain plan de 5 ans et il semble qu'une équipe soit déjà à l'œuvre dans ce sens.

Un plan national de conservation par secteurs a été préparé par l'*Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture* (FAO) qui se concentre sur les parcs et les aires protégées. En outre, il semblerait que des organismes locaux soient en train de préparer une stratégie de plus grande envergure.

## ITALIE

En février 1982 le *WWF-Italie* a entamé la préparation de la stratégie italienne de conservation financée par le *ministère de l'Agriculture*.

Une équipe de 22 experts est chargée du projet intitulé «Étude pour une stratégie de conservation et la gestion rationnelle des ressources biologiques d'Italie».

Le rapport a été présenté à un comité consultatif de haut niveau et le rapport final devrait être prêt en octobre de cette année.

## MADAGASCAR

Le gouvernement de Madagascar et le représentant à Madagascar du WWF ont entamé des discussions sur la préparation d'une stratégie nationale de conservation. Une première réunion a eu lieu en avril entre des représentants du WWF/UICN et du gouvernement malgache à la demande de celui-ci et l'on étudie à présent le cadre précis dans lequel préparer une SNC. Des remaniements récents dans la structure gouvernementale ont fait reporter les premiers travaux sur la SNC mais on espère que les discussions reprendront à l'automne.

## MALAISIE

Les stratégies de conservation pour les États de Kedah et de Trengganu, Malaisie, ont été publiées par les autorités d'État et il semble que suite au rapport concernant Trengganu, l'exploitation forestière ait été interdite dans l'État. Ces stratégies résultent du plan de conservation national préparé par le *World Wildlife Fund - Malaisie* État par État. Elle font partie d'un projet de deux ans lancé en février 1981.

Peu de progrès ont été faits par les autorités de Negeri Sembilan et Malacca; il semble que rien n'ait bougé depuis que les rapports préparés pour ces États ont été présentés.

## MEXIQUE: LANCEMENT DE LA SMC

Le 10 juin 1983, la *Stratégie mondiale de la conservation* a été lancée à Mexico. M. Miguel de la Madrid Hurtado, président de la République présidait la cérémonie à laquelle assistaient plusieurs centaines d'invités du monde politique, de l'industrie et de l'Université. L'UICN était représentée par M. Albert V. Baez, président de la Commission de l'éducation.

L'*Instituto Mexicano de Recursos Naturales Renovables, A.C.* coopère avec les autorités nationales à la promotion des principes de la SMC dans le travail des diverses organisations nationales mexicaines.

## NÉPAL: LE GOUVERNEMENT ADOPTE LA SNC

La brochure sur la stratégie nationale de conservation népalaise a été adoptée par le gouvernement.

Les travaux concernant la SNC ont commencé au Népal en juillet 1982, suite à la mission de l'UICN qui a rencontré des représentants du gouvernement pour discuter de la préparation de la stratégie. Les ministères et départements concernés par les ressources naturelles ont été consultés de même que des organismes d'assistance au développement et des ONG.

Les consultants de l'UICN ont alors travaillé au Népal, de novembre 1982 à février 1983, afin de préparer avec le gouvernement la première phase de la stratégie; pendant ce temps, la brochure était rédigée par un groupe interministériel, en collaboration avec la mission UICN. On espère que la phase principale de la stratégie commencera fin 1983, après la publication de la brochure.

## NORVÈGE

Un comité désigné par le gouvernement et dirigé par le président du Parlement nor-

végien a terminé en 1980 une étude de deux ans sur les perspectives de la conservation de la nature en Norvège. Inspiré en partie par la SMC, le travail du comité a constitué la base d'un rapport présenté par le gouvernement au Parlement en 1981 et qui contenait une proposition de stratégie nationale de conservation.

Lors du débat parlementaire suscité par ce rapport en juin 1981, les lignes présen-

de conservation passées en Ouganda et de la possibilité d'élaborer une stratégie de conservation ougandaise. En février 1983, le ministère du Tourisme et des Ressources sauvages a demandé l'aide de l'UICN pour la préparation d'une SNC. Le directeur du Centre de l'UICN de la conservation pour le développement s'est alors rendu en Ouganda, en mars 1983 et, lors de sa visite, il fut estimé que l'Ouganda avait besoin de



Le 10 juin 1983, la *Stratégie mondiale de la conservation* a été lancée au Mexique. Le président Miguel de la Madrid Hurtado présidait la cérémonie.

Photo: IMERNAR

tées reçurent un large soutien politique qui conduisit à la mise en œuvre du Plan pour une politique de conservation nationale, la même année.

Il convient de noter tout particulièrement l'étude sur les perspectives écologiques et la coopération avec les pays en développement et sur la nécessité d'intégrer ces principes dans les programmes d'assistance. Le *ministère de l'Environnement* et *NORAD* (*Agence norvégienne pour le développement international*) sont en train de travailler sur ce point.

## NOUVELLE-ZÉLANDE

À la suite du lancement de la SMC, un projet de stratégie néo-zélandaise de conservation intitulé «Intégrer la conservation et le développement» avait été présenté à la 15e Assemblée générale de l'UICN en octobre 1981.

En novembre 1982, le gouvernement de Nouvelle-Zélande a pris note officiellement de la proposition de stratégie nationale de conservation et a approuvé une série d'actions en vue de son examen final. Avant de préparer le projet de principes final, le gouvernement a demandé à tous les ministères et organes de droit public concernés d'évaluer le document et les réactions du public à son égard.

Le *Department of Lands and Survey*, membre de l'UICN a été chargé de réunir un comité directeur pour coordonner les rapports des départements et organismes sur le projet de stratégie. Ces rapports sont actuellement examinés par le comité directeur. Il s'agira ensuite d'énoncer des projets de principes qui seront soumis aux commentaires du public avant d'être finalement examinés par le gouvernement.

## OUGANDA

Peu après le lancement de la SMC, Son Excellence le président Milton Obote a rencontré M. Lee Talbot, alors directeur général de l'UICN, afin de discuter des réussites

toute urgence d'une stratégie et que le moment était venu de la formuler.

En juillet 1983, une petite mission composée de John Blower (FAO), Stephen Bass (Cobham Resource Consultants, R.-U.) et Karl Van Orsdol, expert local, mise sur pied par l'UICN et financée par le PNUE et le WWF a travaillé avec les autorités ougandaises à la préparation d'un cadre pour la SNC.

Des réunions ont eu lieu avec des responsables du gouvernement à divers niveaux et avec des institutions d'assistance, des personnes intéressées et les media. A quelques exceptions près, l'idée de la SNC fut très bien acceptée. L'idée générale qui s'est dégagée est que la SNC devrait être multisectorielle (mais aussi axée, au début, sur un ou deux districts de «démonstration»); elle devrait être coordonnée par un comité dépendant du Bureau du président qui disposerait d'un petit secrétariat de spécialistes travaillant à plein temps. Le rapport sur ce travail est examiné par le gouvernement.

## PAKISTAN

Le gouvernement du Pakistan a demandé l'aide de l'UICN pour la préparation d'une stratégie de conservation de la faune et de la flore sauvages. L'idée d'une stratégie nationale, plus vaste, est à l'étude et une première mission de l'UICN se rendra au Pakistan vers la fin de l'année.

## PAYS-BAS: RÉEXAMEN DES POLITIQUES

Des membres du *Groupe de direction de la SMC* formé par le *Comité national de l'UICN* ont préparé une version néerlandaise de la SMC intitulée «Bewaar de Aarde» (Prenez soin de la Terre). C'est une version adaptée de la SMC dans laquelle une attention particulière est accordée aux relations Nord-Sud et aux questions de la population et de l'énergie. Des groupes de travail ont été formés et chargés de traiter





## VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION DES STRATÉGIES NATIONALES DE CONSERVATION (SEPTEMBRE 1983)\*

PAYS	ÉTAT D'AVANCEMENT DES SNC
Afrique du Sud	SNC terminée par la Wildlife Society of Southern Africa
Australie	consensus atteint à la conférence nationale sur la SNC en juin 1983
Belize	la mission de l'UICN a terminé le projet de rapport sur la SNC et l'a soumis au gouvernement
Canada	examen de la SMC terminé; les responsables de la mise en œuvre ont été désignés au sein du gouvernement
Côte d'Ivoire	Premières discussions sur la SNC menées à bien par le gouvernement
Espagne	SNC terminée par la Commission interministérielle de l'environnement (CIMA)
Fidji	cadre de SNC préparé en collaboration avec UICN
Honduras	préparation SNC discutée lors d'un séminaire national
Inde	le gouvernement considère un projet de SNC
Indonésie	Plan de conservation national (portée limitée) préparé par FAO en collaboration avec gouvernement; travaux de stratégie supplémentaires entrepris par le gouvernement
Italie	SNC en préparation par WWF-Italie et financée par gouvernement sera terminée en octobre 1983
Madagascar	discussions sur une SNC, entre le gouvernement et une mission UICN
Malaisie	SNC en préparation, Etat par Etat, coordonnée par WWF-Malaisie
Mexique	promotion des principes de la SMC dans le travail des organisations nationales après lancement SMC, juin 1983
Népal	projet de «brochure» SNC adopté par le gouvernement
Norvège	étude du Parlement terminée, contenant proposition SNC
Nouvelle-Zélande	projet de SNC terminé, à l'examen par le gouvernement
Ouganda	premier rapport sur cadre SNC terminé, à l'examen par le gouvernement
Pakistan	le gouvernement a demandé avis UICN pour préparation SNC (portée limitée à ce stade)
Pays-Bas	examen SMC terminé et début examen des politiques nationales et internationales liées à la SMC
Philippines	SNC en préparation par la Société Haribon
Portugal	plan de préparation SNC par nouvelle fondation pour l'environnement
Royaume-Uni	SNC lancée le 8 juin 1983
Saint-Christophe-et-Nièves	Eastern Caribbean Natural Areas Management Programme (ECNAMP) prépare une SNC
Sénégal	réunions entre gouvernement et mission de l'UICN pour préparer SNC
Seychelles	gouvernement et UICN discutent préparation SNC; travail de base quasi terminé par gouvernement
Sri Lanka	le Groupe de travail national prépare une SNC
Tanzanie	préparation SNC étudiée par gouvernement
Tchécoslovaquie	stratégie sub-nationale en préparation; première phase sera terminée en 1984
Thaïlande	première forme de SNC préparée par National Environment Board avec UICN et PNUE
Zaire	premières réunions tenues pour préparer terrain pour SNC
Zambie	UICN, en collaboration étroite avec gouvernement a préparé rapport de la phase I de SNC; le gouvernement l'examine avant début phase II

\* Cette liste se fonde sur les données mises à disposition à l'époque de la préparation du supplément. L'information doit donc être complétée. L'UICN souhaite vivement recevoir d'autres renseignements qui seront inclus dans les prochains suppléments de la SMC à l'œuvre.

des sujets déterminés afin d'élaborer ces points, à la lumière d'une stratégie néerlandaise de la conservation.

On a jugé impossible de traiter en un seul rapport toutes les implications de la SMC pour l'ensemble de la société néerlandaise; il a donc été décidé de commencer par étudier les moyens les plus utiles de traiter le sujet. De janvier à juillet 1983, a eu lieu aux Pays-Bas une étude des politiques nationales et internationales liées à la SMC sous la responsabilité de deux instituts environnementaux d'Amsterdam, financée par le WWF-Pays-Bas.

### PHILIPPINES: LA SNC SERA PRÉSENTÉE AU PRÉSIDENT

La stratégie nationale de conservation pour les Philippines préparée par la Société Haribon et financée à travers la *Asia Foundation* par USAID attend d'être présentée au président Marcos. Il a été suggéré de former un comité inter-organisations après le lancement de la stratégie, afin de réexaminer celle-ci et de préparer une série de projets de mise en œuvre.

La stratégie est une étude interdisciplinaire qui examine six systèmes entretenant la vie: forêt tropicale humide, terres marginales, eaux douces, terres agricoles, zone côtière et haute mer. Des projets de stratégies sectorielles ont été formulés sur ces thèmes puis incorporés au projet final de stratégie.

Vu l'intérêt soulevé et le soutien suscité par la phase I du projet, on espère que la phase II débouchera sur la formulation de programmes efficaces de mise en œuvre de la stratégie.

### PORTUGAL

Avec l'aide de la *Fondation Gulbenkian* et de la *Fondation industrielle*, une nouvelle organisation de l'environnement a vu le jour au Portugal. Son premier projet sera de rédiger, en coopération avec l'UICN, une stratégie de conservation portugaise.

### ROYAUME-UNI: STRATÉGIE LANCÉE

Le lancement du Programme de conservation et de développement pour le Royaume-Uni a eu lieu le 8 juin 1983, à Londres. Le WWF-Royaume-Uni, les *Countryside Commissions* pour l'Angleterre, l'Ecosse et le pays de Galles, le *Nature Conservancy Council* la *Royal Society of Arts* et le *Council for Environmental Conservation* ont coopéré à la préparation du programme et l'ont financé. Le programme a été publié et lancé grâce à *Flaxyard Environmental Development Co. Ltd.*

Un important processus de consultation a précédé la sortie du document final: 8 000 copies de chacun des sept rapports ont été distribuées à des personnes, groupes et organisations et quelques 330 réponses ont été reçues. Il y a eu 35 séminaires et conférences auxquels ont assisté plus de 1000 personnes.

Les rapports ont pour thèmes les domaines industriel, urbain, rural, marin et côtier, international, l'éthique et l'éducation. Chacun d'eux se termine par des recommandations, soit au total, 180 recommandations qui formeront la base du tra-

vail de préparation. Au début de cet automne, un comité composé de responsables du programme, des rédacteurs des rapports, etc. commencera à analyser les recommandations et à étudier la coordination et le financement des projets issus des recommandations.

Tous ceux qui participent à cet effort croient fermement que tout doit être fait pour réaliser la conservation fondée sur les recommandations.

*Des copies du document: The Conservation and Development Programme for the UK, A Response to the World Conservation Strategy et du document qui l'accompagne Overview — Resourceful Britain sont en vente pour £14.95 et £7.95, respectivement.*

### SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIÈVES

Le *Eastern Caribbean Natural Areas Management Program (ECNAMP)* avait entrepris la rédaction d'une SNC mais a momentanément cessé les travaux, principalement pour des raisons politiques.

### SÉNÉGAL: CADRE TERMINÉ

Depuis longtemps, le gouvernement du Sénégal se montre conscient de la nécessité de conserver et d'assurer l'utilisation durable des ressources naturelles afin de garantir la prospérité de la nation. Le gouvernement a donc demandé l'aide de l'UICN pour intégrer les objectifs de conservation dans le développement du pays.

### ROYAUME-UNI: GROUNDWORK

Le gouvernement du Royaume-Uni a manifesté sa sympathie pour une des recommandations de la stratégie de conservation du Royaume-Uni — de nouvelles initiatives doivent être prises au niveau local pour mieux utiliser les ressources, créer des emplois et accroître la participation de la communauté — en suggérant de propager le concept de *Groundwork* (travail de base), actuellement appliqué dans 6 régions du nord-ouest de l'Angleterre.

Patrick Jenkin, secrétaire d'Etat à l'environnement, s'exprimant lors d'une réunion organisée le 11 juillet à Manchester pour lancer de nouvelles associations, les *Groundwork Trusts*, a invité les autorités locales d'autres régions à lui faire savoir si elles souhaitaient participer à ce mouvement.

*Groundwork* implique la constitution d'une collaboration, à travers des associations indépendantes à but non lucratif, entre des organismes publics, privés et bénévoles. L'accent est mis sur l'ensemble complexe des problèmes de gestion des ressources se trouvant au voisinage des villes et cités, où les conflits d'occupation des terres sont les plus vifs. *Groundwork* a pour objectif de récupérer des sites abandonnés, de planter des arbres et de gérer les bois, d'améliorer l'accès à la campagne et, généralement de trouver une utilisation productive pour des ressources inemployées.

Suite aux contacts préliminaires qui ont eu lieu en mai 1983, une mission de l'UICN a rencontré, en juillet 1983, des techniciens et des responsables de haut niveau du gouvernement, afin d'élaborer les plans de préparation d'une stratégie nationale de conservation. Celle-ci mettra surtout l'accent sur la lutte contre la désertification qui est aujourd'hui la principale menace pesant sur l'économie agricole du Sénégal, sur la nécessité de parvenir à un équilibre dynamique entre l'agriculture, le pastoralisme et la foresterie et enfin sur la promotion générale de l'utilisation durable des ressources naturelles.

Le rapport initial présentant le cadre d'action proposé est en train d'être terminé et on espère qu'il sera publié vers la fin de l'année, après examen détaillé par le gouvernement. On prévoit que les travaux d'affinage de la stratégie et la mise en place de projets pilotes visant à démontrer les avantages de la conservation intégrée au développement seront entamés en 1984.

### SEYCHELLES

Sous les auspices de la *National Environment Commission* une stratégie de conservation est en préparation et devra être approuvée par le conseil des ministres. La plus grande partie du travail de recherche est terminée mais le gouvernement a demandé l'aide de l'UICN pour la préparation de la stratégie elle-même et le mandat a été défini. Une proposition a été préparée et soumise au PNUE, en vertu de quoi le PNUE sera étroitement associé au projet.

## NOUVELLE INITIATIVE DE CONSERVATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Il y a maintenant six associations: St Helens et Knowsley, Wigan, Rossendale, Salford et Trafford, Oldham et Rochdale et Macclesfield, modelées d'après le plan pilote inauguré avec succès à St Helens et Knowsley en 1982.

Le conseil d'administration de chaque association comprend des représentants des autorités locales, des employeurs, des propriétaires et des associations bénévoles; il est donc très bien placé pour examiner les intérêts de tous ceux qui sont concernés par les plans proposés et pour rester en contact avec l'opinion locale. Dans le même temps, les régions où un *Groundwork* est installé bénéficieront d'un financement substantiel — elles partageront des subventions du département de l'environnement, de la *Countryside Commission* et des autorités locales. Cette année par exemple, plus de 4 millions de livres sterling seront disponibles.

L'idée *Groundwork* répond à l'intérêt croissant que les citoyens portent à la conservation et à leur volonté de consacrer bénévolement du temps et des efforts à la réalisation de plans pratiques qui permettront d'améliorer l'environnement local. Les entreprises privées souhaitent de plus en plus participer au financement de projets communautaires car elle comprennent que les possibilités commerciales ne peuvent qu'être améliorées si l'on contribue à

### SRI LANKA

Des missions de l'UICN se sont rendues au Sri Lanka en 1982 pour s'entretenir avec le gouvernement de la préparation d'une stratégie nationale de conservation. Simultanément, le président Jayewardene a adopté la *Stratégie mondiale de la conservation* et le gouvernement a exprimé son intérêt pour la préparation d'une SNC. En conséquence, le président a formé un groupe de travail chargé de la SNC. Le rapport initial de ce groupe de travail devrait être prêt à la fin de l'année.

### TANZANIE

A la demande du gouvernement, un consultant de l'UICN s'est rendu en Tanzanie, en janvier-février 1982 pour aider à déterminer les priorités pour la conservation et les projets sur le terrain qui pourraient servir de points d'appui pour une stratégie nationale de conservation. Un rapport a été présenté au gouvernement mais il n'a encore donné suite à aucune décision.

### TCHÉCOSLOVAQUIE

Une équipe interdisciplinaire formée de membres issus de 22 institutions prépare, en Tchécoslovaquie, la stratégie sub-nationale de conservation du bassin fluvial de la Fryšávka.

Ce bassin a été choisi comme aire centrale pour la stratégie mais cette aire sera étendue pour la phase II de la stratégie. On pense que la phase I sera terminée en 1984;

*Suite en page suivante*



John Davidson prenant la parole, lors du lancement de *Groundwork North West* par Patrick Jenkin, secrétaire d'Etat à l'Environnement, assis à sa droite.

Photo: Norman Edwards Associates





l'étude sera présentée à la 16e session de l'Assemblée générale de l'UICN.

La stratégie sera axée sur plusieurs secteurs différents, notamment la santé de l'environnement. Lors d'une rencontre récente entre Mme H. Lošťáková de l'équipe interdisciplinaire et le professeur R.F. Scheele de la School of Natural Resources de l'université du Michigan, Etats-Unis, la discussion a porté sur l'élaboration d'un plan de recherche interdisciplinaire à long terme qui lierait la paix dans le monde à la planification environnementale. En outre, un document intégrant une approche évolutive des systèmes aux méthodes d'aménagement des paysages a été préparé.

#### THAÏLANDE

Tout en préparant la SMC, l'UICN a collaboré avec le Conseil national de l'environnement de Thaïlande à la préparation de l'étude «Conservation pour la Thaï-

lande — directives politiques» qui était une forme précoce de SNC. La mise en œuvre de plusieurs projets recommandés dans les directives vient de commencer en tant que programme de coopération entre l'UICN, le WWF et le Conseil national de l'environnement de Thaïlande.

#### ZAÏRE

Le Zaïre est le deuxième pays d'Afrique par sa superficie et il possède un pourcentage élevé de la forêt tropicale mondiale. Avec une immense variété d'écosystèmes et une population qui dépend, dans une large mesure, très directement de la mise en valeur et de la gestion des ressources naturelles nationales, il semblerait, à première vue, que le Zaïre se prête parfaitement à la préparation d'une stratégie nationale de conservation. Cependant, l'économie malmenée, les ressources financières gravement limitées et les énormes problèmes de communication et de logistique font douter de

la possibilité de se lancer dans un tel exercice.

En février 1983, l'UICN a reçu une demande d'aide du gouvernement du Zaïre pour la préparation d'une SNC. Lors d'une série de réunions au Zaïre, un représentant de l'UICN a pu s'entretenir avec le gouvernement zaïrois, les 28 et 29 juin de cette année. Au cours de discussions prolongées avec l'Institut zaïrois de la conservation de la nature (IZCN), un exercice en cinq étapes, conduisant éventuellement à la préparation d'une stratégie nationale de conservation à grande échelle, a été discuté et sera examiné par le groupe de travail de la SNC qui vient d'être établi au Zaïre. Les cinq étapes sont les suivantes:

1. Renforcer l'IZCN afin de lui permettre d'entreprendre un travail stratégique à grande échelle. Il semble que l'IZCN sera en effet renforcée par des projets en cours et à venir de la FAO/PNUD et de l'institut allemand *Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit*.
2. Préparation d'un cadre précis pour une stratégie nationale de conservation fondée sur l'expérience acquise par l'UICN dans d'autres pays préparant des SNC et discutée avec l'IZCN pendant cette mission. Le groupe de travail de la SNC tentera de formuler un cadre de SNC précis comme base d'un travail de promotion, d'information et de collecte des données.
3. Préparation d'une stratégie régionale de conservation. Une des régions du Zaïre sera choisie pour la préparation d'une stratégie détaillée au niveau de la province. Il a été question de la Province de Kivu présentant de nombreux avantages. Le travail concernant la stratégie régionale pourrait commencer au début de 1984.
4. Préparation d'un programme d'information et de formation à l'échelon national visant à familiariser les preneurs de décisions et le grand public aux concepts de la *Stratégie mondiale de la conservation* et leur application au développement.
5. Lancement de la préparation d'une stratégie nationale de conservation.

L'UICN a entrepris de rechercher des sources de financement pour cet ensemble d'activités. Les autorités du Zaïre examineront les suggestions de l'UICN et lors d'une étape ultérieure adresseront à l'Union une demande officielle d'assistance technique.

La rédaction de la *Stratégie mondiale de la conservation à l'œuvre* est assurée par le CCD/UICN et paraît en supplément du *Bulletin* de l'UICN, dans le cadre du Plan d'action de la *Stratégie* financé par le WWF. Ce supplément est publié avec chaque édition du *Bulletin*. Pour tous commentaires, renseignements ou questions, contacter:

SMC à l'œuvre  
Centre mondial de la conservation  
1196 Gland, Suisse.

life Conservation Society de Zambie) a contribué à la communication des idées de ce rapport en préparant un programme audiovisuel sur les problèmes de conservation de la Zambie et sur l'utilité d'une stratégie nationale.

Le séjour de deux mois de M. Bwenga a été partiellement financé par le *Royal Jubilee Trust* association britannique sans but lucratif dont l'un des objectifs est de promouvoir le travail bénévole de jeunes gens du Commonwealth au bénéfice des communautés dans lesquelles ils vivent. Les clubs Chongololo et de conservation de la WCSZ que M. Bwenga aide à organiser permettent aux jeunes Zambiens de connaître leur environnement et de prendre soin de leur pays.

Parmi les recommandations prioritaires du rapport on trouve la promotion de travaux de conservation pratiques de ce genre au niveau local; plus il y aura d'initiatives utiles lancées rapidement, plus la stratégie semblera utile au peuple de Zambie.



Stagiaires, parmi lesquels Dominic Bwenga (deuxième à gauche) avec John Davidson (troisième à gauche) du programme international d'éducation WWF/UICN, Greenfield House, Guiting Power, Royaume-Uni.

#### ZAMBIE: PREMIER RAPPORT TERMINÉ

Suite à une mission préparatoire de l'UICN en Zambie, en septembre 1982, un projet de rapport donnant une vue d'ensemble de la phase I a été préparé pour le gouvernement zambien. Des membres du gouvernement zambien et des représentants de l'UICN se sont par la suite entretenus, en mars 1983, sur le rapport sur la stratégie nationale de conservation.

Le rapport est en cours d'impression: c'est le premier produit de la stratégie. Il est prévu qu'un groupe de travail se trouvant en Zambie entame, cet automne, un examen plus détaillé des problèmes, avec l'aide d'un conseiller étranger choisi par l'UICN.

Simultanément, au Centre d'éducation et de formation en matière de conservation de Guiting Power dirigé par Mark Boulton, à Cheltenham, Royaume-Uni et parrainé par l'UICN/WWF, Dominic Bwenga (Responsable de l'éducation de terrain de la *Wild-*

Suite de la page 84

de la végétation africaine. Cela contribuera à la préparation d'un plan de conservation pour l'Afrique et à guider le travail de l'UICN sur ce continent.

Les régions marines et côtières manquent actuellement d'aires protégées, il faut donc disposer d'information sur ce qui existe déjà dans ce domaine. Le Centre commence aussi à travailler plus précisément sur les habitats critiques; on met au point des banques de données sur les récifs coralliens, les îles océaniques et les zones humides et nous discutons de la manière de traiter l'information sur les ressources génétiques.

En de nombreux domaines, le travail de l'UDAP est important au niveau régional ou national mais il ne faut pas oublier que

## AUTOUR DU MONDE

### «La mer est malade» — Tolba

Comment le traité d'Athènes peut sauver la Méditerranée

M. Mostafa Tolba, directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a décrit les plages de la Méditerranée comme «probablement les plus polluées du monde par les hydrocarbures et leurs dérivés».

- Le taux des pesticides et celui des métaux concentrés dans les organismes marins ont augmenté.
- L'eutrophisation des zones côtières est évidente et on nage à ses risques et périls le long de 15 à 20% des plages.
- Pas plus de 4% des parcs d'élevage de coquillages produisent des moules ou des huîtres propres à la consommation directe.
- De plus en plus de déchets industriels, d'effluents domestiques et d'eaux de ruissellement des zones agricoles se mêlent aux hydrocarbures déversés par les navires risquant de mettre en péril l'équilibre biologique de la région et l'utilité des ressources, si rien n'est fait pour empêcher cela.

M. Tolba était à Genève pour la ratification du traité d'Athènes, le 25 août 1983. Le traité d'Athènes, conclu en 1980 vise à réduire et contrôler 85% de la pollution en Méditerranée. Il est issu du Plan d'action pour la Méditerranée élaboré à Barcelone en 1975. Il a fallu du temps pour en arriver là mais, en termes de traités internationaux, la résolution a été prise rapidement et on ne peut que féliciter les pays qui ont décidé de ratifier le traité: l'Algérie, l'Égypte, la France, Monaco, la Tunisie et la Turquie. La CEE et en particulier ses Etats méditerranéens, l'Italie et la Grèce, ont bien accueilli le traité et inclueront des éléments du Plan d'action dans leur programme de travail de 1983. Aldo Manos, coordonnateur du Bureau du Plan d'action pour la Méditerranée sis à Athènes a déclaré à Dubrovnik, Yougoslavie, lors d'une réunion intermédiaire tenue en février de cette année: «Naturellement, ce traité ne net-

même si nous pouvons fournir des documents de base et des indicateurs pour des données plus approfondies, nous ne pourrions jamais fournir toute l'information disponible à cette échelle. Le principal avantage de l'UDAP est de travailler à l'échelle mondiale et de pouvoir faire des comparaisons à l'échelle mondiale ou pour de vastes régions.

Enfin, l'UDAP doit être vue comme une entité distincte mais aussi comme une partie intégrante du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature et, par tant, de l'UICN. L'information détenue par le Centre et les analyses qui peuvent se fonder sur cette information sont d'importance vitale pour la planification de la conservation. L'UDAP peut répondre aux questions:

toiera pas *ipso facto* la Méditerranée mais il représente un engagement capital».

Quelles seront les mesures anti-pollution prises en vertu du traité? Selon Manos:

- installation de dispositifs anti-pollution dans les usines existantes;
- faire en sorte que les nouvelles usines soient équipées de dispositifs anti-pollution;
- construction de conduites pour déverser les égouts loin des plages et des lieux de pêche, dans la haute mer où les effluents sont plus biodégradables et plus utiles en tant qu'éléments nutritifs.

Ces mesures et toutes les autres seront-elles réellement appliquées par les pays du traité de la Méditerranée? Selon M. Stjepan Keckes, biologiste yougoslave qui dirige le programme du PNUE pour les mers régionales, elles le seront et cela pour une simple raison: l'autodéfense économique. Si le tourisme, la pêche et la navigation doivent rester des sources de revenu viables pour les Etats de la Méditerranée, ces mesures doivent être appliquées immédiatement. L'opinion publique s'exprime également en faveur de ces mesures d'une manière que les gouvernements ne sauraient plus longtemps ignorer. Une Méditerranée plus propre dans notre génération et une Méditerranée propre pour nos enfants et petits enfants — soudain le rêve semble devenir réalité.

### MOULINS À VENT DU KENYA: L'INTÉRÊT RENAÎT

PHILIP O'KEEFE

Depuis le début du siècle, plusieurs centaines de moulins à vent ont été installés au Kenya. Destinés à pomper l'eau pour les villageois et le bétail, ils animent les paysages des plaines de Laikipiya, les plateaux occidentaux et la côte. Lorsque les petites pompes à diesel furent mises sur le marché et que le pétrole était relativement bon marché, de nombreux moulins furent abandonnés. Le renchérissement des produits pétroliers a réactivé la demande et encouragé le développement de manufactures locales.

Le ministère de l'Énergie, en collaboration avec l'Institut Beijer de l'Académie royale des sciences de Suède a analysé le potentiel des moulins à vent pour le pompage de l'eau. Le Comité directeur sur

- quelles aires protégées existent déjà?
- comment sont-elles protégées?
- qu'est-il nécessaire de faire pour ces aires?

mais, pour fournir le genre d'information de base essentielle à la planification de la conservation, il faut adopter une optique intégrée vis-à-vis de la gestion de l'information sur les animaux, les plantes et les aires protégées. Cette optique définit le rôle du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature.

M. Harrison est chargé de recherche auprès du centre de surveillance continue de la conservation de la nature de l'UICN et responsable de l'Unité de données sur les aires protégées.

l'énergie éolienne pour les pays en développement a entrepris des travaux de recherche et vient de publier un document en 4 volumes qui étudie les orientations futures de la mise en valeur de l'énergie éolienne au Kenya. Le rapport fait état de progrès en dents de scie. Malgré des efforts enthousiastes pour réintroduire l'énergie éolienne au Kenya de nombreux projets n'ont pas tenu leurs promesses.

Les raisons de l'échec du programme actuel sont légion. Les technologies importées ne reflètent pas toujours le meilleur des connaissances acquises en la matière. Les moulins à vent construits sur place sont souvent placés sur le terrain alors que la recherche, la mise au point et les essais sont insuffisants. L'analyse de l'utilisation finale laisse à désirer, en particulier dans le contexte social, et les connaissances des systèmes de conversion de l'énergie éolienne sont faibles. Enfin les lacunes des institutions (mauvaise planification des projets et entretien médiocre des systèmes existants) posent des problèmes.

Une autre difficulté de taille résulte du manque de données correctes sur le potentiel éolien du Kenya. Le Département météorologique du Kenya possède un réseau de stations de mesure des vents qui a été considérablement étoffé dans les derniers 10 ans. Ce réseau pourrait être utilisé avec relativement peu de frais pour rassembler des données sur cette énergie.

Le potentiel d'utilisation de la force éolienne pour approvisionner les foyers en eau et abreuver le bétail dans les régions côtières semi-arides est élevé. Le fonctionnement et l'entretien des pompes à diesel dans ces régions posent de nombreux problèmes en raison de la rareté et du coût du carburant et de la pénurie de pièces détachées. Pour pomper de l'eau à 80 m de profondeur avec une pompe à diesel il en coûte de 4 à 6 shillings kenyans par mètre cube. En revanche, les pompes actionnées par le vent ramènent le mètre cube d'eau à 2 shillings kenyans, dans les mêmes conditions.

Parallèlement, dans les régions où l'on pratique une légère irrigation, on pourrait utiliser des moulins ou installer ceux-ci en conjonction avec des pompes à diesel.

De même, il semble intéressant du point de vue économique d'utiliser des moulins-à-vent de petit diamètre (2 à 3 m) pour les puits peu profonds des districts plus arides: nord du Turkana, Samburu et Wajir.



L'énergie éolienne comme toutes les sources d'énergie nouvelles et renouvelables doit être soigneusement étudiée avant que des fonds soient consacrés à sa mise en valeur. L'étude du Comité de direction de l'énergie éolienne incite à un optimisme modéré quant à la mise en valeur de l'énergie éolienne au Kenya, ne serait-ce que parce que la planification s'est concentrée sur l'approvisionnement en eau, cet impératif entre tous pour le développement. □

Le professeur O'Keefe a étudié, enseigné et pratiqué la planification de l'énergie pendant 12 ans, en Afrique et aux Antilles. Il a occupé des postes d'enseignement et de recherche dans des universités en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en Afrique.

## Les nations circumpolaires s'unissent

Le Canada, les Etats-Unis, la Finlande, le Groënland, la Norvège et la Suède ont décidé de former un réseau scientifique septentrional dans le cadre du programme de l'Unesco sur l'homme et la biosphère. On espère que l'Union soviétique envisagera de s'y joindre. L'objectif principal serait d'établir des repères et des normes éthiques pour la recherche dans trois domaines principaux: écologie et utilisation des terres dans les forêts de bouleaux arctiques, éta- blissement de réserves de la biosphère et autres aires protégées, et impact du pâturage et autres systèmes d'utilisation des terres dans la région. Pour tout renseignement, contacter: Professeur Milton Free-

man, Département d'anthropologie, Université d'Alberta, Edmonton, Alberta T6G 2H4, Canada.

## PERTE ET GAIN POUR LE PARTAGE D'INFORMATION EN MATIÈRE DE CONSERVATION

Le Sierra Club, organisation internationale membre de l'UICN, a décidé de restructurer son *Rapport international* en une série de «nouvelles brèves» qui seront distribuées tous les trimestres aux organisations figurant sur la liste de distribution du Sierra Club ou sous forme de suppléments à d'autres publications. Cette annonce était accompagnée de celle d'une nouvelle brochure sur le *Programme international du Sierra Club* qui décrit comment le Club cherche à augmenter et élargir son service d'information international. Pour commander la Brochure: Sierra Club International Earthcare Center, 228 East 45th Street, New York, NY 10017, Etats-Unis.

## GRINCEMENTS DE DENTS CHEZ LES BALEINIERS

La 35<sup>e</sup> réunion annuelle de la Commission baleinière internationale, tenue à Brighton, Royaume-Uni du 18 au 23 juillet, le cercueil de la chasse commerciale s'est refermé un peu plus solidement. (*rapport TONY MENCE*).

Le comité scientifique de la Commission a examiné ses résultats scientifiques et a dû se rendre à l'évidence que de nombreuses évaluations anciennes étaient moins exactes qu'on ne l'avait présumé. Il a souligné que les limites de la *certitude* doivent toujours être prises en compte au moment d'appliquer des mesures de gestion.

Venant des scientifiques de la Commission, ces révélations justifient à retardement le moratoire de 10 ans proposé en 1972 par la Conférence de l'ONU sur l'environnement et appuyé par l'UICN. Le pillage continu des populations de cétacés depuis lors a obligé la Commission à reconnaître l'inévitable, l'année dernière, et à accepter de faire progressivement cesser la chasse d'ici à 1986. Comme on s'en doute, les principales nations baleinières (Japon, Norvège, URSS et Pérou) ont fait valoir des objections.

A la réunion de cette année, les objectifs n'avaient pas l'excuse de rejeter un avis scientifique trop vague. En outre, ils étaient soumis à la pression grandissante du public hostile à la chasse, qui s'exprimait par le nombre croissant de pays membres de la Commission prêts à plaider fermement en faveur de la conservation des cétacés. Au nombre des recrues importantes se trouvaient le Sénégal, Antigua, le Belize, St. Vincent, Ste Lucie et Oman.

La Norvège a ressenti la pression lorsque sa demande d'exploitation de 250 petits rorquals supplémentaires pour la chasse de subsistance a été rejetée et le Japon lorsque, brusquement, le Pérou a retiré son objection au moratoire.

Les Etats-Unis eux-mêmes qui, avec leur conscience fédérale, hésitent entre la survie des baleines boréales et celle de la culture

inuit ont été forcés de faire plus de concessions qu'ils n'auraient souhaité.

Pour justifier son attachement à la chasse, le Japon a prétendu que les activités ayant lieu dans la zone économique exclusive et la réglementation concernant les petits cétacés ne sont pas du ressort de la CBI: La Commission a renvoyé ces questions pour examen à des sous-comités.

La chasse à la baleine est peut-être bel et bien en train de disparaître. Si c'est le cas, bravo... mais il en a fallu du temps! □

## Le fleuve de la connaissance coule de l'UNU

L'université des Nations Unies, Toho Seimei Building, 15-1 Shibuya-ku, Tokyo 150, Japon vient de publier une excellente édition spéciale de sa *Lettre* sur le thème de l'eau. L'édition de 10 pages traite un grand nombre de sujets académiques, spécialisés ou généraux: les plans de la Chine pour le détournement du Yangtziang (Yang-tseu-kiang) à plus de 1000 km au nord de son cours actuel, le mariage de techniques nouvelles et anciennes d'utilisation de l'eau au Sri Lanka, l'eau et la santé au Japon, l'aquaculture comme source de protéines en Asie du Sud-Est et des solutions techniques aux problèmes d'approvisionnement d'eau et de déversement des égouts. L'édition existe en français, en anglais, en japonais et en espagnol.

## La Chine et l'URSS préparent de nouveaux livres rouges

Une nouvelle édition du *Red Data Book* de l'URSS sera publiée en 1984. Elle comprend 78 (21,8%) espèces parmi les 357 espèces menacées de mammifères que compte l'URSS et traite aussi des oiseaux, des amphibiens et des plantes.

Un *Red Data Book* des plantes en danger en Chine, en préparation depuis trois ans paraîtra également fin 1983 ou en 1984. Un *Red Data Book* des mammifères de Chine est à l'étude.

## Campagne des jeunes pour nettoyer la Baltique

250 rivières pénètrent dans la Baltique, plus grand réservoir d'eau saumâtre du monde. Elle charrie les ordures et les effluents produits par 17 millions de personnes. Les détergents synthétiques, les engrais, les pesticides, les métaux lourds, les produits chimiques et pétroliers rejetés contribuent à la destruction de la vie marine. Les phoques de la Baltique stockent 10 fois plus de DDT dans leurs tissus que les phoques de la mer du Nord. Pour abaisser la pollution de la Baltique, sept organisations de jeunes pour la conservation de la nature du Danemark, de Finlande, de Suède et de République fédérale d'Allemagne ont lancé une campagne internationale. A bord de cinq bateaux et partis de cinq ports, ils se déplacent le long des côtes. A chacun des 46 ports où ils accostent, des manifestations sont organisées en coopération avec des associations locales de conservation: conférences de presse, débats et expositions. Pour tout renseignement, contacter: Michael Schultz, International

Youth Federation, Baltic Sea Port Action, Paganiniweg 9, D-2 Hambourg 73.

## Pollution atmosphérique transfrontière

La *Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance* est entrée en vigueur le 16 mars 1983, à la suite de sa ratification par 24 des 35 signataires, notamment tous les Etats de la Communauté européenne — à l'exception de la Grèce — et la CEE elle-même. La Convention a été élaborée en 1979 par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et contribuera dans une large mesure à résoudre des problèmes tels que

les pluies acides. Conformément à la Convention, les parties contractantes s'engagent à préparer sans trop tarder des politiques et stratégies pour lutter contre l'émission de polluants atmosphériques. (Source: *Faits nouveaux* du Conseil de l'Europe).

## PREMIER PARC NATIONAL AU LIBERIA

La République du Liberia a annoncé le 19 mai 1983 la création du premier parc national du Liberia, Sapo National Forest. Ce parc se compose de 130 000 ha de forêts primaires. La conservation sera placée sous la responsabilité de la *Forestry Development Authority*. □

## ZONE HUMIDE EN DANGER

La mer de Wadden est la zone humide côtière la plus importante de l'Europe de l'Ouest et du Nord. Elle longe la côte sud de la mer du Nord au Danemark, en Allemagne et aux Pays-Bas. Elle couvre environ 10 000 km<sup>2</sup>.

C'est un des principaux lieux d'alevinage pour de nombreux poissons d'importance commerciale de la mer du Nord. C'est également une aire de repos et de nourrissage pour les oiseaux migrateurs et en particulier les échassiers, les canards et les oies d'Europe du Nord et d'Asie.

L'aire est de plus en plus menacée par l'assainissement des terres, les travaux de construction, la pollution, les activités militaires, les activités de loisir et de tourisme. L'UICN et le WWF, en collaboration avec d'autres groupes de conservation ont donc préparé un grand programme de conservation visant à la gestion avisée de la région.

Chaque année, des organisations de conservation y compris de nombreux membres de l'UICN des trois pays fêtent la journée internationale de la mer de Wadden. La troisième journée internationale a eu lieu le 27 août. Les activités ont surtout consisté en discussions entre hommes politiques et organisations de conservation de la nature dans les pays concernés.

En Allemagne, une réunion publique a été organisée par le World Wildlife Fund et l'UICN pour discuter de concepts de conservation du côté allemand avec des hommes politiques responsables des questions de conservation dans cette région.

Les participants se sont accordés sur le fait que la région est soumise à forte pres-

sion et que des mesures s'imposent de toute urgence pour réglementer l'utilisation et protéger les zones fragiles d'une détérioration plus accentuée. Cela ne peut se faire que dans le cadre d'une stratégie globale de conservation et d'un plan d'aménagement et les aires les plus précieuses devront être protégées et gérées comme des parcs nationaux. Le gouvernement de Basse Saxe a pris l'engagement clair d'établir le premier parc national dans la mer de Wadden. L'UICN et le WWF ont offert leur soutien. Le gouvernement du Schleswig-Holstein examine des plans semblables.

On a compris que la survie de la faune et de la flore et de leur productivité à long terme dont dépend le bien-être de nombreuses personnes ne peuvent être garanties que si l'on parvient à enrayer la pollution de la mer du Nord et si des mesures immédiates sont prises pour y faire cesser le déversement de produits toxiques. L'UICN a également réitéré sa demande à tous les gouvernements concernés pour qu'ils abaissent la pollution des rivières se jetant dans la mer de Wadden: le Rhin, la Weser, l'Elbe.

L'UICN et le WWF ont offert leur aide au Danemark, à l'Allemagne et aux Pays-Bas pour la préparation et l'application de plans de conservation et d'aménagement des terres complets pour la mer de Wadden. Les deux organisations unissent ainsi leurs efforts à ceux d'autres ONG et d'hommes politiques décidés à lutter pour abaisser le taux de pollution dans la région. Inquiet des effets de la pollution sur les forêts, le public commence à comprendre que, faute d'agir vite, la prochaine victime sera la mer de Wadden. □



Collège de Mwaka, Tanzanie

Photo: WWF/F. Vollmar

## Vingt ans de formation à la gestion

Le Collège de gestion de la faune africaine de Mwaka, Tanzanie, a fêté son 20<sup>e</sup> anniversaire en juin. M. Mwalimu Julius Nyerere, président de la Tanzanie a assisté à la deuxième journée des célébrations, remis leurs diplômes aux étudiants et inauguré une nouvelle bibliothèque. Il a été accueilli par M. C.G. Kahama, ministre des Ressources naturelles et du Tourisme qui a évoqué le Manifeste d'Arusha approuvé par le président Nyerere en 1961 et qui a conduit, deux ans plus tard, à la fondation du collège. Depuis ce temps, le collège a formé plus de 900 administrateurs de la faune pour quinze pays.

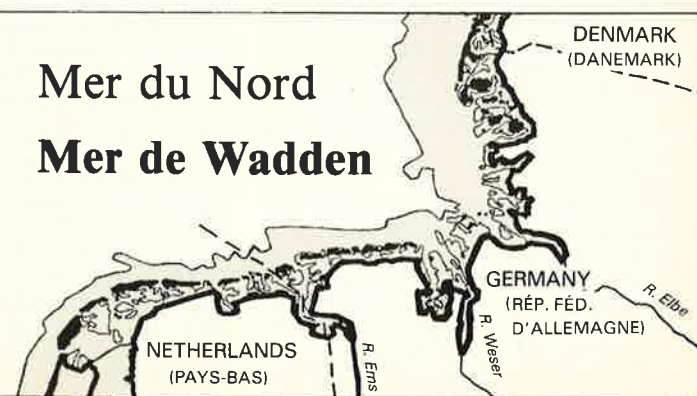
Le Directeur général de l'UICN et celui du World Wildlife Fund étaient représentés par Tony Mence, ancien directeur du collège dont le rapport de mission rend compte d'une réunion tenue par le conseil d'administration du collège peu avant les fêtes. Lors de cette réunion, il a été décidé que désormais l'UICN serait représentée au conseil par Rob Malpas, représentant local de l'Union. Le discours de Tony Mence attirait l'attention sur le rôle de l'UICN qui fournit une assistance matérielle au Collège depuis ses premières années; il a indiqué que les principes énoncés dans le Manifeste d'Arusha sont toujours d'actualité et que

les besoins de conservation sont tout aussi urgents. Il n'y a pas contradiction entre le Manifeste et la *Stratégie mondiale de la conservation*: au contraire, planifier en vue de la conservation est inutile si les capacités et les ressources nécessaires à l'application des plans ne sont pas améliorées. Mwaka, expression même du Manifeste d'Arusha est devenu le modèle de la formation pratique.

«Une des forces de Mwaka» a déclaré T. Mence, «est que la signification réelle des pratiques de gestion y a toujours été bien étudiée»: ce qu'impliquent les délimitations de terrain, la construction de routes, les opérations de contrôle des animaux dangereux ou les mesures contre le braconnage; l'importance d'une planification appropriée, des relations avec le public et, par-dessus tout, la nécessité de bien comprendre ce qui se passe dans les régions dont les administrateurs de la faune sont responsables afin que ceux-ci aient la certitude d'atteindre, par leurs décisions, les objectifs de leur gestion».

M. Mence a réaffirmé le soutien de l'UICN et du World Wildlife Fund au collège et formé l'espoir que les deux organisations soient toujours à même de soutenir les efforts de Mwaka pour que la formation dispensée par le collège reste au niveau élevé qui est le sien. □

## Mer du Nord Mer de Wadden





## KANGOUROU : INQUIÉTUDE

Le gouvernement et les ONG membres attendent des faits

Plusieurs ONG de conservation de la nature et groupes de pression concernés par le sort des animaux, notamment la *Australian Conservation Foundation* (ONG membre de l'UICN), le *International Fund for Animal Welfare* (Etats-Unis), le *Sahabat Alam Malaysia* et la *Royal Society for the Prevention of Cruelty to Animals* (Royaume-Uni) sont intervenus auprès du gouvernement australien et du *US Fish and Wildlife Service* (eux-mêmes membres de l'UICN) pour que les lois concernant la protection de trois espèces de kangourous australiens et le commerce des produits du kangourou soient réexaminées.

Il existe environ 57 espèces de kangourous et de wallaby dans toute l'Océanie mais les espèces les plus communes d'Australie sont le kangourou roux, (*Macropus rufus*) et les kangourous gris (*M. giganteus* et *M. fuliginosus*). Aucun des trois ne figure au *RED DATA BOOK* des mammifères de l'UICN ou sur les annexes de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

Parce qu'ils entrent en conflit avec le bétail domestique pour les pâturages, ces animaux sont depuis longtemps soumis à des mesures de gestion et de contrôle des nuisibles. Ils sont également utilisés sur le plan commercial comme source de viande et de peaux et il existe des marchés d'exportation pour ces produits, en particulier aux Etats-Unis.

Dans les années 70, le gouvernement australien a pris des mesures pour réglementer la gestion et le commerce du kangourou et des produits du kangourou tout d'abord en interdisant temporairement les exportations, puis en introduisant des quotas de prélèvement fondés sur des estimations annuelles préparées par les autorités fédérales. En 1982, par exemple, on estimait que la population adulte des trois espèces communes s'élevait en Nouvelle-Galles du Sud à 9,4 millions; le quota fut fixé à 843 000. En Australie, seuls les chasseurs professionnels, porteurs d'une licence, sont autorisés, par la loi, à tuer des kangourous, moyennant un permis émis par un organe d'état de gestion de la faune dans le cadre des plans de conservation de cet état qui visent généralement à limiter le prélèvement de kangourous adultes à 10%. On a émis des doutes quant à la précision des recensements et à la politique des quotas mais ces doutes eux-mêmes ne sont fondés sur aucune étude sérieuse.

Il y a dix ans, le *US Fish and Wildlife Service* avait classé les trois espèces «animaux menacés» conformément au *US Endangered Species Act* et, en vertu d'autres instruments avait interdit les importations de produits du kangourou aux Etats-Unis. En 1981, ayant décidé que les mesures de contrôle et de protection appliquées à la source



Le kangourou roux. Disparaît-il ou évite-t-il d'un bond les recensements?

Photo: WWF/M. Dépraz

étaient efficaces, le Service a recommandé de lever l'interdiction pour une période d'essai de deux ans tout en maintenant les espèces en question dans la catégorie «animaux menacés».

Cette décision est devenue la cible des groupes de protestation qui craignent qu'elle ne soit responsable d'un massacre autorisé de kangourous que le Département des parcs nationaux et de la faune ou les autorités fédérales n'ont pas les moyens ou la volonté de freiner. Des cas de chasse à l'aide de méthodes cruelles ont été rapportés et violemment critiqués. Les organisations d'état concernées ne sont pas insensibles à l'aspect cruel de la chasse mais doivent aussi tenir compte du principe d'utilisation durable d'espèces exploitables, principe repris par la *Stratégie mondiale de la conservation*.

Au début de l'année, le *US Fish and Wildlife Service* a examiné les objections au déclassement des kangourous et a organisé un débat public sur le sujet, le 6 juin. On a appris au cours du débat que le Service avait reçu 10 000 lettres du monde entier qui s'opposaient pour la plupart au déclassement des kangourous. Trois représentants d'ONG spécialisées australiennes et deux représentants du gouvernement australien se sont exprimés lors du débat. Le *US Fish and Wildlife Service* a pris, le 1er août, la décision d'autoriser les importations mais a réservé son jugement sur le déclassement des kangourous jusqu'à ce que les résultats de reconnaissances aériennes poussées, actuellement en cours en Australie puissent être évalués.

M. Graeme Caughley, responsable des enquêtes sur la faune de la *Commonwealth and Industrial Research Organisation* (CSIRO), Australie, coordonne les études et rassemble les résultats avec l'aide d'une équipe de biologistes. Ces résultats reflèteront — du moins l'espère-t-on — les effets des sécheresses récentes qui ont sévi en Australie et qui ont probablement décimé les kangourous et fait baisser le taux de reproduction de manière substantielle. L'équipe espère être à même de faire nettement la différence entre les effets naturels et l'impact de l'homme.

A Canberra, le groupe de spécialistes des marsupiaux d'Australie de la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN, examine de manière continue et critique l'état de ces espèces. □

## L'AGROCHIMIE ET LES ABEILLES

Les pesticides chimiques, s'ils peuvent accroître fortement les récoltes risquent d'exterminer les insectes pollinisateurs dont de nombreuses plantes, sauvages ou domestiques dépendent. C'est le sujet d'un rapport préparé à la *International Bee Research Association* (Hill House, Gerrards Cross, Buckinghamshire, SL9 0NR, Royaume-Uni) par Mme Eva Crane, directrice de l'Association et par Penelope Walker. Le rapport, commandé par le *UK Overseas Development Administration* fait une évaluation impartiale de l'impact des produits chimiques de protection des récoltes sur les populations d'abeilles, leur productivité et leurs activités de pollinisation; il suggère des moyens pratiques d'abaisser le risque d'empoisonnement des abeilles avec des produits chimiques non ciblés. Les annexes expliquent les mécanismes de pollinisation des cultures tropicales et subtropicales et résument les lois et règlements destinés à protéger les populations d'abeilles en différents lieux du globe.

## CALENDRIER

Congrès sur les pâturages en Australie, en mai 1984

La *Australian Rangeland Society*, l'Académie des Sciences d'Australie et l'Unesco (Programme sur l'homme et la biosphère) collaboreront du 13 au 18 mai 1984 au *Deuxième Congrès international sur les pâturages* à Adélaïde, Australie. Pour tout renseignement : Secrétaire du Congrès, C/O CSIRO, Private Bag, Deniliquin, NSW 2710, Australie.

La Conférence sur les paysages

Le centre d'études de Peak National Park, Royaume-Uni, dont le conseil de planification est une organisation membre de l'UICN sera le site d'une *Conférence sur les paysages du patrimoine européen*, du 23 au 27 avril 1984. Les administrateurs locaux et le personnel affecté à la conservation des paysages européens protégés mais habités, échangeront avis et informations et analyseront les moyens de gérer le territoire de manière à conserver la faune, la flore et les paysages. Pour tout renseignement: Peter Townsend, Principal, Peak National Park Study Centre, Losehill Hall, Castleton, Derbyshire, S30 2WB, Royaume-Uni.

COLOMBIE

La *Sociedad Colombiana de Ecología* organise le *Troisième Congrès national de l'écologie* à Medellín en juin 1984. Pour tout renseignement: Secrétaire du Congrès, Apto. Aréo 8674, Bogota D.E., Colombie.

Cours de formation à Hong Kong

Le *Centre for Environmental Management and Planning*, Département de géographie de l'université d'Aberdeen, Old Aberdeen, AB9 2UF, Ecosse, organise un cours international de formation intensive sur l'évaluation des impacts environnementaux et la planification de l'aménagement

CALENDRIER — Suite

du territoire qui aura lieu au New World Hotel, Kowloon, Hong Kong, du 16 au 21 janvier 1984 avec l'assistance de l'Unesco, du PNUE, du East-West Center et des autorités de l'Etat de Hong Kong. De tels cours sont organisés régulièrement à Aberdeen et durent de trois mois à un an, selon le vœu des participants. Le séminaire annuel de l'Organisation mondiale de la santé sur l'évaluation des impacts environnementaux aura lieu du 8 au 21 juillet à Aberdeen. Pour tout renseignement: Conference and Training Coordinator, à l'adresse susmentionnée.

Réunion de Miami sur la biosphère

Le *Symposium international de Miami sur la biosphère* aura lieu à Miami Beach, Floride, Etats-Unis, du 16 au 18 avril 1984. Pour tout renseignement: le directeur du Clean Energy Research Institute, School of Engineering and Architecture, université de Miami, PO Box 248294, Coral Gables, Floride 33124, Etats-Unis.

FESTIVAL DU FILM SUR LA NATURE

Le septième festival international du film sur la nature (11 au 15 avril 1984) accepte les inscriptions jusqu'au 23 mars 1984. Pour tout renseignement: Wildlife Biology Programme, université de Montana, Missoula, Montana 59812, Etats-Unis.

Cours sur la désertification, Sicile

Les aspects climatologiques de la désertification sont le thème d'un cours qui aura lieu du 10 au 22 octobre au centre Ettore Majorana pour la culture scientifique, Erice-Trapani, Sicile. Un nombre de places limité est encore disponible. Le cours est dirigé par M. R. Fantechi, Programmes de recherche sur l'environnement de la CEE, (DG XII), rue de la Loi 200B, B-1049, Bruxelles, Belgique.

OFFRES DE POSTES

Directeur de la Station de recherche Charles Darwin, îles Galapagos

À partir de décembre 1983. Un biologiste, de préférence parlant couramment anglais et espagnol. Mandat minimum: trois ans. Demander une description de poste à Juan Black, Casilla 3891, Quito, Equateur ou Marsha Cox, Smithsonian Institution, Washington, D.C. 20560, Etats-Unis, ou Peter Kramer, 4300 Essen 1, RFA.

Secrétaire exécutif pour une ONG

L'Environnement Liaison Centre, ONG internationale sise à Nairobi, Kenya, cherche un secrétaire exécutif. Il est essentiel d'avoir une bonne expérience du mouvement des ONG, des capacités prouvées de gestion et de collecteur de fonds et de parler couramment l'anglais.

Le premier contrat est de deux ans, à partir du 1er août 1984. Limite pour l'envoi des candidatures: 15 octobre 1983. Pour tout renseignement, contacter: ELC, PO Box 72461, Nairobi, Kenya. Télégrammes: ENVICENTRE, Téléc: 23240 ENVICENTRE, téléphone: Nairobi 24770.



Un Mentawaien déchargeant du rotin, Sumatra occidentale

Photo: WWF/J.A. McNeely

## CULTURE ET CONSERVATION

### Un chaînon manquant dans la stratégie mondiale de la conservation ?

La *Stratégie mondiale de la conservation* est généralement reconnue comme une source parfaite d'axiomes avisés sur le plan technique, sur la gestion des ressources naturelles et la planification de la conservation de la nature. Cependant, divers commentateurs suggèrent que la *Stratégie* a négligé plusieurs facteurs importants. L'interaction entre la pression exercée par la population et la quantité et la qualité des ressources naturelles en est un. Le débat sur son importance trouve sa place dans les travaux entrepris pour affiner et élargir le message porté par la *Stratégie*. Un autre facteur oublié s'est profilé à l'horizon de ces travaux mais n'a pas encore reçu toute l'attention qu'il mérite: il s'agit de la culture comme facteur influant sur la gestion pratique et sur la théorie de la conservation. Dans notre dernier supplément, la *Stratégie de la conservation à l'œuvre*, des articles de Corneille Jest et de David Pitt soulignaient cette lacune. Nous poursuivons ici le débat.

La culture n'est pas un mot facile à définir. Il a souvent été utilisé pour désigner l'opposé de «nature» (un mot qui répond aussi à une dizaine de définitions contradictoires) ou, dans un autre sens, du mot «technologie»: aucun de ces sens ne définit correctement l'utilisation du mot dans la pensée de la conservation. La définition sociologique de culture ou de «une culture» comme un groupe de personnes marquées

par leurs connaissances communes et leur mode de vie, leurs valeurs, leurs habitudes et leurs symboles partagés, est plus satisfaisante. Aujourd'hui la scène mondiale tend à être dominée par des cultures qui se sont généralisées, telles celles des pays occidentaux industrialisés mais il existe des milliers de cultures plus restreintes parfois appelées tribales, traditionnelles ou indigènes. Ensemble, elles concernent plus de 200 millions de personnes. Beaucoup sont placées dans des milieux et des habitats naturels reconnus aujourd'hui comme menacés par un développement inapproprié ou non durable: la survie même de ces sociétés est souvent étroitement liée à la survie de leur environnement.

Trésor caché

Toutefois, en dépit de leur pauvreté relative, leurs habitudes en apparence anachroniques et l'attitude paternaliste adoptée parfois envers elles par leurs voisins plus urbains ou par le monde en général, ces sociétés restreintes recèlent souvent des trésors cachés inestimables, qui ne peuvent subsister qu'à la condition que leur culture survive. Elles sont les gardiennes d'un savoir immense, accumulé au fil des siècles, sur le potentiel et l'utilité pour l'humanité de ressources dont leur environnement a l'exclusivité: ressources naturelles alimentaires ou médicinales, textiles, teintures et



pesticides et bien d'autres que le savoir traditionnel ne saurait classer dans aucune catégorie. C'est vers les cultures restreintes d'Amérique centrale que le «découvreur» occidental anonyme des propriétés contraceptives de *Dioscorea mexicana* aurait dirigé ses recherches. Sans leur aide et le fait qu'elles avaient été leurs propres sujets d'expérimentation clinique pendant des centaines de générations, cette recherche n'aurait sans doute pas abouti. Il y a de toute évidence d'autres produits d'importance égale qui attendent d'être découverts. Une simple demande de renseignement aux techniciens les mieux équipés pour analyser un environnement en fonction de son utilité — les hommes qui l'habitent — pourrait répondre à maintes questions. Même lorsque les efforts de développement comprennent des tentatives d'évaluation des ressources sauvages, les méthodes techniques appliquées à la tâche constituent trop souvent un balayage imprécis d'une vaste région suivi d'une analyse destructrice des échantillons prélevés et accompagné d'idées préconçues sur ce que l'on cherche. L'anthropologue et l'éthnobotaniste devraient jouer dans ce genre de recherche un rôle égal à celui de l'écologue ou du chimiste.

## Des talents peu ordinaires

De nombreuses sociétés restreintes ont évolué de façon à maîtriser magistralement leur environnement — jungles, montagnes, déserts chauds ou froids — dans lequel la plupart d'entre nous ne survivraient pas plus de quelques jours sans équipements spéciaux. Encore une fois, nous avons des choses importantes à apprendre de sociétés comme celles des Inuits de l'Arctique, des pasteurs nomades des zones arides d'Afrique et du Moyen-Orient ou des tribus amérindiennes d'Amérique centrale et du Sud, des choses qui ont trait de très près à la planification de la conservation. Une étude de leurs modes de vie n'entraînera pas seulement des innovations en matière de conservation; dans ces sociétés on peut trouver la main-d'œuvre nécessaire pour garder et entretenir les réserves et les aires d'importance particulière. Dans certains cas, la seule méthode de recrutement nécessaire sera la reconnaissance appropriée des droits de ces sociétés sur leurs terres d'origine. Dans d'autres cas, il y a place pour un compromis entre les pratiques de gestion conventionnelles et traditionnelles: par exemple le système de «jachère en brousse» baptisé fréquemment «culture sur brûlis» et auquel sont attribués maints problèmes environnementaux. La culture sur brûlis à petite échelle favorise en fait la diversité naturelle de certains écosystèmes de forêts tropicales en créant artificiellement les mêmes conditions pour les plantes naissantes que la mort d'un arbre crée naturellement. Il existe de nombreux exemples de techniques de conservation plus élaborées et plus sensées que pratiquent les sociétés restreintes: dans les îles et régions côtières du Pacifique, les systèmes de gestion marine révèlent une compréhension et une expérience impressionnantes des pratiques de conservation. D'autres exemples appartiennent à l'histoire: ils ont été détruits par le développement et avec eux a disparu un

outil de conservation utile et puissant. Le «tribunal de l'eau» qui supervisait l'utilisation de cette ressource en certains endroits d'Afrique du Nord et de l'Espagne maure est un exemple de ces méthodes de gestion perdues. Avons-nous les moyens d'en perdre davantage?

## Deux poids, deux mesures ?

Dans nombre de pays industrialisés, des termes généraux comme «agrement», «patrimoine» et «campagne» sont suffisants pour justifier des mesures de conservation importantes; bien qu'on ne le reconnaisse peut-être pas, il s'agit d'une terminologie culturelle — un ensemble de tabous et d'idoles qui obtiennent des résultats positifs et marquants sans qu'il soit nécessaire de mentionner les mots conservation, écologie ou développement durable. Dans les pays en développement, il existe des concepts culturels de puissance égale ou supérieure mais ils sont souvent obliés par des changements agraires et industriels sur le modèle occidental, inadaptés en raison des critères culturels qui ont façonné le modèle à l'origine.

Mais, de plus en plus, les pays moins développés, les planificateurs et les administrateurs comprennent que le progrès agricole et technique pour lequel ils avaient misé, vingt ans auparavant, sur des techniques importées, comble rarement leurs vœux en raison des conditions locales. Ils réalisent aussi que les mêmes techniques ne réussissent pas à satisfaire la demande ou créent des surplus injustifiables dans les pays industrialisés. La recherche de moyens et de méthodes de substitution a commencé dans de nombreux pays et, dans cette quête, la réévaluation de la sagesse des cultures traditionnelles occupe une place de choix.

## Reconnaissance des modes de vie traditionnels

Dans le renouveau d'intérêt pour les modes de vie traditionnels, l'UICN a joué son rôle. La 15e session de l'Assemblée générale de l'UICN, Christchurch, Nouvelle-Zélande (octobre 1981) a recommandé que les chefs de gouvernements, ministres, parlementaires, administrateurs, planificateurs et spécialistes en matière de conservation:

- **tiennent compte de l'immense somme de connaissances et d'expérience traditionnelles que recèlent encore les cultures locales et qui doit constituer une base importante de l'évolution des futures politiques de gestion et des activités de planification;**
- **donnent aux populations locales qui continuent d'avoir recours à des pratiques écologiques judicieuses, la possibilité de jouer un rôle primordial à tous les niveaux de la mise en valeur de leur région, afin qu'elles y participent et en bénéficient directement et d'une manière compatible avec leurs valeurs, leur calendrier d'action et leur manière de prendre les décisions;**

- **sollicitent l'appui permanent de ces populations pour définir et mettre en œuvre les stratégies de conservation, les programmes et plans y afférents afin d'accroître considérablement le potentiel traditionnel de la conservation pour atteindre les buts de la Stratégie mondiale de la conservation;**
- **appuient la recherche sur l'écologie des modes de vie traditionnels.**

L'initiative prise à Christchurch a conduit rapidement à la prise de mesures. A l'UICN, la Commission des parcs nationaux et des aires protégées (CPNAP) et la Commission de la planification environnementale (CPE) ont été particulièrement actives et commandé une série de rapports qui démontrent que les cultures traditionnelles peuvent être des forces vitales au service de la conservation. Ces rapports sont publiés dans un ouvrage qui décrit comment la gestion environnementale est appliquée pour, avec et parfois par les peuples indigènes eux-mêmes en divers endroits du monde et dans différents écosystèmes. Et partout, la preuve est faite de la valeur scientifique des pratiques de conservation traditionnelles.

Ce numéro du *Bulletin* présente 4 exemples illustrant les problèmes et les possibilités des cultures traditionnelles dans des conditions très différentes. Ce sont des extraits de l'ouvrage à paraître. D'autres contributions seront publiées dans de prochains numéros du *Bulletin*.



La pêche au yumbo, Equateur

Photo: WWF/H. Jungius

## CE QUI ARRIVE LORSQU'UN SYSTÈME TRADITIONNEL S'EFFONDRÉ — LE CAS DE L'INDE

MADHAV GADGIL

### Equilibre traditionnel

D'un point de vue historique, la société indienne est constituée d'un grand nombre de castes endogames, chacune étant confinée à une aire géographique restreinte et à une profession héréditaire. Celle-ci est suffisamment spécialisée pour que les différentes castes utilisent des ressources naturelles différentes en n'empiétant que peu sur celles des autres castes de la région. Ainsi, pendant des générations, les ressources naturelles d'une région donnée ont été utilisées par de petits groupes homogènes qui transmettaient ces ressources aux générations suivantes. Ces conditions étaient particulièrement favorables à l'évolution de caractères culturels garantissant l'utilisation durable des ressources. Ces pratiques imposaient des restrictions territoriales aux groupes qui exploitaient les plantes et les animaux, régissaient la saison à laquelle l'exploitation était permise, les méthodes d'exploitation, les espèces ou communautés biologiques qu'il était interdit d'exploiter et les espèces pour l'exploitation desquelles une caste donnée était spécialisée. L'équilibre était maintenu parce que les classes dirigeantes n'utilisaient que le surplus agricole et faisaient quelques prélèvements de produits sauvages comme le musc et de bois de santal.

### L'exploitation moderne

La destruction des ressources vivantes sauvages s'est faite en Inde, en deux temps. Dans un premier temps, les agriculteurs et pasteurs aryens ont transformé presque toutes les terres utilisables de l'Inde en terres agricoles ou en pâturages. Néanmoins, à la fin de cette époque, les ressources vivantes sauvages étaient encore abondantes dans les régions de collines ou plus arides, le long de nombreuses rivières, de lacs et de côtes. Dans le deuxième temps, c'est l'industrie qui s'est intéressée, vers les années 1860, aux ressources telles que le charbon de bois, de sorte que des forêts et d'autres ressources abandonnées jusque là aux communautés locales furent convoitées et finalement accaparées par les classes dirigeantes et le pouvoir colonial. Cette époque fut décrite comme une partie du «devoir de l'homme blanc» apportant la civilisation à l'Inde: le processus s'est soldé au début des années 40, par une des plus terribles famines de l'histoire de l'Inde. L'Inde a acquis l'indépendance en 1947 et le même processus est maintenant qualifié de combat «pour le développement et le progrès».

### L'avenir

C'est le cours lui-même du développement qu'il faut changer si nous ne voulons pas qu'il nous conduise à une destruction des ressources vivantes fondamentales et à un élargissement constant du fossé séparant les riches des pauvres. Quelles sont les conditions préalables à cette évolution? Il faut commencer par assimiler les intérêts nationaux avec l'intérêt des pauvres du secteur rural tout autant qu'avec celui du secteur industriel. Il faut rendre aux populations

locales certains de leurs droits sur les ressources locales. Enfin, il faut respecter les traditions de restriction imposées à l'utilisation des ressources et les renforcer au lieu d'en saper les fondements.

L'UICN devrait résolument faire face à ces questions et tenter de les résoudre. Du point de vue pratique, on pourrait identifier des exemples de pratiques culturelles avisées en matière de conservation des ressources: plantes et les animaux sacrés, bosquets, lacs, rivières sacrés et lancer une campagne pour les préserver où qu'ils soient en Inde et dans le monde. □

*M. Gadgil travaille à l'Institut indien des sciences, Bangalore; il est membre de la Commission de la planification environnementale et de la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN.*

## GESTION MARINE TRADITIONNELLE DANS LE PACIFIQUE

GARY A. KLEE

### La richesse du savoir traditionnel

Beaucoup d'insulaires du Pacifique Sud ont des trésors de connaissances sur leur milieu et appliquent même des méthodes traditionnelles de gestion des ressources. Les pratiques de conservation traditionnelles de nombreuses cultures du Pacifique Sud étaient très efficaces et, si elles étaient complétées ou adaptées aux méthodes modernes, resteraient efficaces.

En Océanie, la conservation marine est plus répandue que toutes les autres formes de pratiques de conservation, comme on peut s'y attendre dans une région où la population vit surtout en bordure de mer. Dans la plupart des régions du Pacifique, la pêche, la récolte de coquillages, la chasse des divers mammifères marins et la capture des tortues de mer ont longtemps constitué une source essentielle de protéines, complétant le régime fondé sur les plantes et les animaux terrestres. Dans le passé, ces ressources aquatiques étaient sauvegardées par divers moyens: une haute conscience de l'environnement; des responsables efficaces de la conservation et des maîtres pêcheurs; un système complexe de propriété foncière marine; de nombreux tabous magico-religieux, appliqués grâce à des amendes et punitions strictes et un ensemble de méthodes visant à préserver l'approvisionnement en aliments marins.

En Océanie, la connaissance du milieu était au centre de la plupart des formes traditionnelles de pratiques de conservation. Les indigènes vivaient, par nécessité, près de la nature et savaient analyser les cycles quotidiens, mensuels et saisonniers de leur environnement. Pour les Polynésiens, les Micronésiens et les Mélanésiens, les lieux et les cycles naturels tenaient lieu d'horloge et de calendrier. La position du soleil, le lever et le coucher des étoiles, les mouvements croissant et décroissant de la lune, le flux et le reflux de la marée, les changements de direction des vents, la hauteur des brisants sur les récifs, les odeurs naturelles du village, les variations saisonnières de la faune et de la flore terrestres et les cycles aquatiques servaient de repères du temps et, en conséquence, jouaient un rôle de premier plan dans la compréhension du cycle de vie,

de la saison des amours, des impératifs de l'habitat et autres connaissances de base des plantes et des animaux qui partageaient leur environnement.

Grâce à cette haute conscience de l'environnement, de nombreuses cultures insulaires organisaient leur récolte ou utilisation des plantes et animaux sauvages sur le mode du rendement durable. Les activités quotidiennes étaient réglées par les cycles naturels. La pêche — la plus cyclique des activités de l'homme — avait lieu en fonction de la volonté des lieux et des cycles naturels. La lune, les marées, les étoiles et les migrations des poissons avaient une influence directe sur les activités des pêcheurs insulaires.

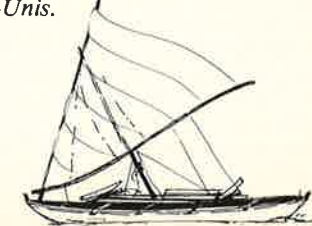
## Que pouvons-nous sauver ?

L'administrateur moderne des ressources a beaucoup à apprendre de ces systèmes anciens de gestion et de conservation, en place depuis la nuit des temps. Tout d'abord, il peut augmenter sa propre conscience de l'environnement local en associant mentalement deux cadres temporels culturellement différents. En utilisant ses propres repères du temps (la montre suisse et le calendrier grégorien) et ceux de la culture indigène (mouvements du soleil, de la lune, des étoiles, des marées, etc.), l'administrateur moderne verra les cycles naturels dans une perspective nouvelle.

Pour être plus précis, le biologiste marin occidental peut apprendre maintes informations: la périodicité de la reproduction des poissons commandée par la lune; le lieu et la réglementation traditionnelle des réserves marines; les lieux de pêche exploités par tel ou tel village; les effets de la pluie, des vents, des courants et de la température sur les conditions de la pêche et les habitudes de certains poissons; les moments, lieux et saisons convenant le mieux à la pêche; les variations propres à diverses îles et régions de la côte; la répartition des plantes toxiques qui pourraient rendre le poisson dangereux; les règlements traditionnels concernant les droits de pêche; les saisons de fermeture de la pêche; l'identité spécifique; les meilleurs jours pour exercer certains droits de pêche; la construction et l'utilisation appropriée de pièges et de bassins pour la conservation du poisson; les diverses méthodes de protection des poissons; l'éthique traditionnelle de la conservation et son application au moyen d'amendes et de punitions.

Il reste peu de temps pour identifier, répertorier et éventuellement préserver certains de ces systèmes traditionnels de gestion: il faudrait les respecter, les encourager et si possible les préserver et non les remplacer sans réfléchir. □

*M. Klee travaille au département d'études sur l'environnement, School of Social Sciences, université d'Etat de San José, Etats-Unis.*





## LA HEMA — LE PLUS VIEUX SYSTÈME DE PÂTURAGE DU MONDE

OMAR DRAZ

Le système de pâturage arabe de la *héma* (*ahmia*, au pluriel) est probablement le plus ancien programme réel de conservation des pâturages. Il dépendait d'individus, de tribus ou de gouvernements. Une étude des *ahmia* historiques d'Arabie Saoudite administrées par le gouvernement a permis de faire un relevé de ces terres qui ont été ouvertes au pâturage libre par un décret de 1953. Aujourd'hui, il est difficile de faire une quelconque différence entre la végétation de ces terres, anciennes réserves gouvernementales, et les terres adjacentes à cause du pâturage destructeur et de l'abattage non contrôlé des arbres et arbustes. L'histoire tragique de la perte de fertilité, de l'aridité et du désert créé par l'homme, sort de millions d'ha au Proche-Orient, s'est une fois encore répétée. En revanche, les *ahmia* personnelles ou tribales qui subsistent et ont été bien gérées prouvent l'adaptation de ce système au milieu local.

### Types de ahmia

Les *ahmia* peuvent être classées en fonction du type de protection : celles où les herbivores sont interdits mais où l'on peut couper de l'herbe pendant des périodes spécifiques ou pendant la sécheresse; celles où les pâturages et/ou la coupe de l'herbe sont autorisées mais restreintes à certaines époques de l'année; celles où le pâturage est permis toute l'année mais où les animaux autorisés à paître et leur nombre sont spécifiés; celles qui sont réservées à l'élevage d'abeilles et celles qui ont pour objectif de conserver des arbres utiles comme l'acacia ou le *ghada* (*Haloxylon persicum*).

Certaines *ahmia* sont réservées à une tribu particulière, un village ou un groupe de villages. Le chef de tribu ou de village en gère l'utilisation. Cependant, des unités plus petites, proches de terrasses ou de lits d'oueds cultivés, sont utilisées par les résidents. Les droits de propriété et d'usufruit sont déterminés selon deux catégories de propriétaires : ceux qui possèdent des droits héréditaires ou documents prouvant leur droit de propriété ou d'usufruit et ceux qui n'ont pas de documents mais qui contrôlent les *ahmia* par droit de possession et d'usufruit à long terme.

### Gestion des ressources de la héma

Le système de la *héma* était autrefois répandu dans la péninsule Arabe et il est toujours en usage en Arabie saoudite, au Yémen, à Oman et en Syrie. Il a pris naissance au Proche-Orient et convient comme moyen de contrôle du pâturage en certaines régions aux terres arides, semi-arides et montagneuses où le pastoralisme nomade est le seul système en vigueur. Des *ahmia* protégées avec soin fourniraient des réserves de fourrage essentielles à la stabilité du pâturage nomade. Elles contribueraient à modifier l'attitude des pasteurs, introduisant la notion de protection et d'amélioration pour remplacer celle d'exploitation.

Les *ahmia* assurent à l'administrateur des pâturages une connaissance intime du potentiel de production de fourrage et

démontrent quelles améliorations on peut attendre de la restauration et de la gestion prudente de vastes régions de pâturages dégradés. Bien que les programmes de conservation des sols et de l'eau puissent faire appel à des méthodes physiques ou mécaniques, dans la plupart des cas, il n'y a d'autre solution que de restaurer la végétation; à cet égard, la *héma* a prouvé son efficacité.

L'introduction du système dans de nouvelles aires de cette région ou dans des endroits où il fut autrefois pratiqué pourrait exiger des techniques différentes selon les pays. Dans la plupart des cas, le changement devrait se faire progressivement.

De nombreuses personnes sont d'avis, dans les pays où la *héma* a été maintenue que si les anciens droits attachés aux *ahmia* étaient restaurés, dans certaines conditions, afin de répartir équitablement les avantages, de vastes régions de forêts et de pâturages pourraient être régénérées.

### L'abandon de la héma

En Arabie saoudite, les *ahmia* qui ne sont plus protégées ont perdu leur couvert végétal. Ces réserves sont livrées au pâturage anarchique à cause d'une interprétation erronée du décret de 1953. Le décret ne remplaçait les droits de pâturage dans les *ahmia* que dans la mesure où celles-ci étaient protégées par les émirs locaux, dans les régions où paissait du bétail appartenant au gouvernement. Les différentes autorités interprétèrent ce décret comme prévoyant l'abolition de toutes les mesures de contrôle. La disparition du couvert végétal a entraîné une érosion profonde des sols, associée à des inondations destructrices fréquentes. La plupart des anciens barrages et systèmes de conservation des eaux qui fonctionnaient efficacement auparavant ont été incapables de contenir les inondations et de résister à l'envasement après la disparition du couvert végétal.

En outre, les eaux de ruissellement abondantes ont créé un autre problème grave. Après tout orage important, l'eau est collectée dans les lits des oueds puis disparaît dans la mer, dans les dépressions salines ou dans les dunes de sable. La perte des eaux d'infiltration, dans la plupart des régions, a causé à son tour la réduction du flot des eaux de printemps. Une étude a montré que nombre de barrages construits à l'époque pré-islamique sont maintenant inutilisables. Le barrage de Samalagee, de 400 m de large, situé au-dessous de Héma Thumula ne stocke plus l'eau car l'évacuateur de crues a été détruit par les inondations. La construction de ce barrage gigantesque prouve que les peuples de l'Antiquité s'intéressaient réellement à la conservation de l'eau. Les résidents actuels ne savent même pas comment réparer l'évacuateur de crues. Cinq autres barrages (ou *sad*) proches de Héma Nageeb ont connu un sort identique et environ 10 villages voisins ont été durement éprouvés. Les puits sont presque à sec et les villages ont besoin d'aide en permanence.

M. Draz est membre de la Commission de la planification environnementale de l'UICN et travaille à l'Institut du désert au Caire, Egypte.

## LES INUIT MODE DE VIE TRADITIONNEL INCOMPRIS ET SOCIÉTÉ MENACÉE

WILLIAM B. KEMP

Les relations entre la population et les ressources sont fondamentales pour la survie de la culture inuit mais la nature de ces relations subit des bouleversements. Certes, l'utilisation de la terre et des ressources par les Inuit continue à être importante mais elle fait maintenant partie d'un système d'activités et de contrôle beaucoup plus vaste.

Les chasseurs du Grand Nord n'ont jamais parcouru de longues distances sans but; ils n'ont d'ailleurs jamais été prêts de mourir de faim, victimes sans défense d'un environnement glacial et impitoyable. Par leur expérience et leur capacité à s'unir sur le plan social, les Inuit ont réussi à utiliser leur jugement, leur force et leur technologie pour tirer leur subsistance de la terre. Dans le processus, ils ont élaboré une forme très particulière d'adaptation qui se définit tant par la psychologie du chasseur que par ses facultés d'adaptation.

Pour le monde extérieur, cependant, les besoins de la chasse en termes de terre et de ressources, ont souvent été considérés comme des obstacles au développement. L'expansion des systèmes économiques et politiques de la zone tempérée aux dépens des activités de chasse et de cueillette des Inuit est souvent justifiée par des raisons d'échelle et d'efficacité: la chasse ne permet pas une utilisation maximum de la capacité de la terre à produire des biens. On estime que la chasse demande des efforts constants pour ne donner qu'un maigre produit. Les populations subsistent mais ne prospèrent pas. Une population restreinte et un vaste territoire, une haute mobilité et peu de biens matériels, ces comparaisons ont fourni une logique de responsabilité sociale qui a accéléré le processus d'acquisition territoriale et de déplacement culturel.

Mais il y a une autre façon de voir les choses. On peut émettre l'hypothèse logique que les chasseurs inuit, principaux utilisateurs des ressources, pratiquent la conservation car il est dans leur intérêt à long terme de le faire. Aucun groupe n'a autant intérêt à protéger les poissons et le gibier que les villageois tributaires de ces ressources pour leur subsistance. La responsabilité, toutefois, ne peut être imposée de l'extérieur, pas plus que les hypothèses et données selon lesquelles les problèmes sont identifiés et les décisions prises ne peuvent ignorer les inquiétudes locales et le point de vue des chasseurs inuit.

Dans la réalité du Nord d'aujourd'hui, la conservation concerne les espèces et les habitats mais doit aussi tenir compte du mode de vie des Inuit qui dépendent de la chasse, de la pêche et du piégeage pour leur subsistance et pour leur identité culturelle. La conservation implique un intérêt pour

l'écologie des espèces mais doit aussi reconnaître que cet intérêt est souvent lié à des motifs politiques et aux mandats administratifs et scientifiques des gouvernements.

### Une bombe politique à retardement

Il faut bien comprendre que la situation présente est explosive; les programmes et les mesures doivent refléter le ressentiment des Inuit devant leur impuissance à influencer sur les changements. Les Inuit se sentent victimes à plusieurs niveaux. Victimes d'un système politique qui les force à négocier la propriété d'une terre qu'ils savent être la leur; victimes d'une bureaucratie qui ne veut pas reconnaître leur vœu d'avoir réellement droit à la parole au moment de la prise de décisions; victimes d'un système de financement qui ne prévoit pas d'aide pour les problèmes de ressources importants aux yeux des populations locales; victimes de priorités économiques qui autorisent le développement au détriment des valeurs et des modes de vie indigènes; victimes qui doivent justifier de leurs pratiques de subsistance tandis qu'elles voient le développement perturber gravement et profondément le milieu. Victimes enfin d'un système d'information scientifique qui ne tient aucun compte des idées et des aspirations des peuples indigènes et qui ne leur facilite même pas l'accès aux connaissances qui pourraient leur être utiles.

Il y a naturellement des arguments positifs. Certains projets de développement ont tenté d'obtenir la participation des indigènes à divers niveaux. Il importe d'élaborer une stratégie de conservation et de gestion des ressources de l'Arctique sensible aux réalités culturelles et écologiques et réaliste sur le plan des politiques de la conservation et de la mise en valeur des ressources. Les droits futurs des Inuit à maintenir une existence active de chasseurs et à avoir voix au chapitre en ce qui concerne leur rôle dans la société du Nord sont affirmés dans l'hypothèse où les ressources pourront être gérées de façon appropriée et les habitats préservés. Aujourd'hui, le besoin critique de conserver et de gérer les ressources biologiques du Nord se trouve compliqué par un manque d'information essentielle sur l'écologie et l'utilisation. Il est également rendu confus par la politique de juridiction et de contrôle. Cette sphère d'influence comprend des organismes conventionnels, gouvernementaux et de gestion mais aussi le nouveau pouvoir politique détenu par les sociétés intéressées à la mise en valeur des ressources et la communauté scientifique.

### Modes de vie traditionnels: action en faveur de la conservation

Il est évident qu'il faudrait mieux connaître les modes de vie traditionnels mais il existe des problèmes inhérents au processus visant à les préserver. Les activités des sociétés traditionnelles ont des aspects positifs et négatifs qu'il ne faut pas négliger. Une des réponses pourrait être un mélange de l'ancien et du nouveau : les jeunes gens de nombreuses sociétés traditionnelles veulent bénéficier des deux mondes. Faire participer ces jeunes aux pratiques de conservation pourrait être un point essentiel pour l'enrichissement futur de notre patrimoine naturel.

William B. Kemp travaille pour Makivik Corporation, Canada. C'est un collègue du président de la CPE, Peter Jacobs.

# MISSION ÉLÉPHANTS?

## Plusieurs questions et une réponse

Un ouvrage récent publié par le spécialiste des éléphants Ian Parker (*Ivory Crisis*, Chatto and Windus, 1983) remet en question, entre autres, le rôle de l'UICN et du WWF concernant la conservation des éléphants et le commerce de l'ivoire, en particulier en Afrique. Nous publions ici le texte d'une critique impartiale de l'ouvrage, préparée par NIGEL SITWELL et parue dans l'édition de juin du *New Scientist*, avec la permission de l'éditeur et de l'auteur.

Y-a-t-il crise de l'ivoire ou plutôt crise des éléphants ? et sinon, comment se fait-il que le public ait été conduit à le croire ? C'est la double question à laquelle Ian Parker tente de répondre dans ce livre curieux. Autrefois gardien de la faune, Ian Parker, qui a vécu la plus grande partie de sa vie au Kenya, a une solide expérience de terrain en matière de gestion de la faune africaine et connaît sans doute mieux les éléphants et le commerce de l'ivoire que la plupart des gens.

Une grande partie de son livre est consacrée à l'analyse du commerce de l'ivoire et traite des conflits opposant l'homme et l'éléphant pour l'espace vital. J'ai trouvé cette partie fascinante et j'y ai beaucoup appris. Mais le reste de l'ouvrage est bien moins satisfaisant. En résumé, sa théorie semble être que la crise des éléphants est artificielle, montée en épingle par des gens incompetents et sans scrupules à l'intérieur de la communauté internationale de la conservation. Examinons certains de ses arguments.

Parker ouvre le feu en s'attaquant à un film de 1978 intitulé *Bloody Ivory* (Ivoire sanglant) qu'il accuse de présenter la question avec partialité, en se concentrant sur les braconniers et les trafiquants d'ivoire et en négligeant d'autres facteurs importants. Il y a peut-être du vrai là dedans mais il perd des points en donnant l'impression que le film a été réalisé par des spécialistes de la conservation. En réalité il s'agit d'un documentaire de la BBC dont plusieurs séquences sont tirées de sources diverses sans oublier certaines scènes sanglantes d'abattage filmées par Ian Parker lui-même. Parker néglige de mentionner que le sort misérable des braconniers africains est abordé par le film et que celui-ci désigne, comme cause essentielle de la situation, la perte de l'habitat résultant d'une augmentation de la population humaine.

Mais le pire, c'est lorsqu'il se lance dans une critique des spécialistes de la conservation en général et de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) et du World Wildlife Fund (WWF) en particulier. Le problème est qu'il lance, comme des confettis, des arguments non étayés. Qui est celui qui a effacé les résultats plutôt optimistes de son étude sur les effectifs d'ânes sauvages de Somalie de peur qu'ils ne mettent en péril les fonds de la recherche ? Qui a fait chose semblable pour le rhinocéros de Java ? et

qui est le spécialiste de la conservation renommé qui a demandé à ses compagnons de ne pas acheter de bibelots d'ivoire au Soudan pour leur emprunter l'argent et s'en acheter lorsque ses compagnons avaient tourné le dos ?

Il déplore qu'un important rapport de l'UICN sur les éléphants n'ait pas été publié alors qu'il savait que le document était sur le point de paraître et tenait compte de son opinion, dans une large mesure.

Il prétend que la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) n'est pas sérieuse et bonne pour la poubelle, remarquant qu'elle inscrit les espèces sous leur nom scientifique — ce que peu de douaniers du tiers monde peuvent comprendre. Que propose-t-il ? il devrait savoir que les noms communs sont beaucoup moins fiables et que la CITES ne gagnerait rien à utiliser le swahili ou le ourdou. Il dit que les noms scientifiques ne sont pas reconnus juridiquement : peut-être pas partout, mais en tout cas ils le sont en Grande-Bretagne.

Le fond de sa critique est que l'UICN et le WWF sont envahis de gens incompetents qui viennent tuer le temps, de charlatans sans scrupules qui atteignent leurs objectifs par le cynisme, le mensonge et la tromperie. Malheureusement une bonne part de son livre souffre de la maladie même qu'il reproche aux autres — le sensationnel et la présentation faussée des faits. Bien sûr, il y a des gens à l'UICN et au WWF qui sont tout sauf parfaits: le contraire serait surprenant. Et il y a sans doute de vrais cadavres sur les consciences; de nombreux spécialistes de la conservation pourraient en citer un ou deux. Mais pour mettre les choses au point, il faudrait une présentation beaucoup moins émotionnelle et beaucoup mieux étayée que celle de Parker.

### Groupe de conservation des sols

Lors de la conférence internationale sur l'érosion et la conservation des sols réunie à Hawaï, Etats-Unis, en janvier 1983 a été annoncée la création d'une Association mondiale pour la conservation des sols et de l'eau.

Cette association vise à encourager l'utilisation judicieuse et la conservation des sols et de l'eau dans le monde entier. Ses membres sont des scientifiques, des experts de la conservation et des responsables politiques.

Au début, l'association sera placée sous l'égide de la *Soil Conservation Society of America*.

L'association publiera un bulletin et cherchera à parrainer une conférence biennale, à évaluer les besoins de conservation du sol et de l'eau dans le monde entier, à œuvrer en vue de l'adoption de politiques avisées de conservation des sols et de l'eau et à collaborer avec d'autres organismes de conservation dans des domaines d'intérêt commun.

Pour tout renseignement: SCSA, 7515 N.E. Ankeny Road, Ankeny, Iowa 50021, Etats-Unis.



# NOUVELLES PUBLICATIONS

**Climates Past and Present.** Compilé par Brian J. Skinner. William Kaufmann, Inc., 95 First Street, Los Altos, Californie 94022, Etats-Unis, 1981. 139pp., illustré. US\$ 8.95

Brian Skinner a rassemblé des articles du magazine *American Scientist* portant sur divers problèmes liés à ce que nous appelons le climat.

Ce livre riche d'informations appartient à la collection «Earth and Its Inhabitants». Skinner note que le climat affecte la distribution et l'évolution de diverses formes de vie à la surface de la terre de même que les processus géologiques qui modifient cette surface. Le lecteur intéressé par le temps trouvera dans les articles rédigés par des spécialistes et compilés dans *Climates Past and Present* à la fois des encouragements et une source d'information.

## CONSERVING SEA TURTLES

par le professeur Nicholas Mrosovsky. The British Herpetological Society, c/o The Zoological Society of London, Regent's Park, Londres, NW1, Royaume-Uni. 176 pp., broché. Royaume-Uni: £5; étranger: US\$10 plus frais d'envoi.

M. Mrosovsky est professeur de zoologie et de psychologie à l'université de Toronto, rédacteur de *Marine Turtle Newsletter* et membre du groupe des spécialistes des tortues marines de la SSC/UICN. Depuis plusieurs années, il étudie la biologie des tortues marines et a publié plusieurs ouvrages sur le sujet. Il est devenu un adepte fervent de l'élevage des tortues en général et de la ferme de Cayman en particulier. Son opinion à ce sujet, entre autres, diffère souvent de celle des experts travaillant sur le terrain. Ce livre sert de véhicule aux critiques qu'il formule et de défense de ses propres arguments. C'est également un compte rendu utile. Dans son avant-propos à l'ouvrage, la *British Herpetological Society* observe: «les problèmes de conservation sont rarement simples... le débat sur la manière de gérer (les tortues marines) est acharné. Ce livre est une contribution au débat... Tout le monde ne sera pas d'accord avec ce qu'il a écrit».

## THE BOOK OF THE YEAR

par Jane Burton. Frederick Warne, 40 Bedford Square, Londres WC1B 3HE, Royaume-Uni. £10.95.

Voici un superbe guide familial de la nature illustré de plus de 450 photographies en couleur et de dessins de tous les animaux et plantes que l'on peut rencontrer lors de randonnées dans les champs, dans les bois ou le long des plages d'Angleterre.

Différents habitats sont examinés en détail à des moments spécifiques de l'année et des tableaux illustrent le cycle de vie d'espèces communes.

**Environmental Regulation and the US Economy.** Compilé par Henry M. Perskin, Paul R. Porteny, Allen V. Kneese. Resources for the Future, 1755 Massachusetts Avenue, N.W., Washington D.C. 20036, Etats-Unis; 163pp.

Cet ouvrage explore les nombreuses facettes des rapports entre les règlements environnementaux et l'économie. Les auteurs ont recueilli et évalué les données et les modèles décrivant les sources de difficultés économiques récentes et notamment le rôle probable des politiques de l'environnement. Ils étudient aussi comment les conditions économiques à court et à long terme peuvent se répercuter sur de futures initiatives de réglementation. Le livre analyse aussi les mesures utilisées couramment pour évaluer les performances économiques tel le produit national brut, pour voir comment elles sont liées à l'activité environnementale.

**Birdwatchers Diary** par Roger Lovegrove et Peter Barrett. Hutchinson Publishing Group Ltd, Hutchinson House, 17-21 Conway Street, Londres W1P 6JD, Royaume-Uni, 1982. 159pp., relié, £9.95.

Cet ouvrage superbe devrait être le livre de chevet de tout amoureux des oiseaux. Illustré par l'artiste Peter Barrett, le livre retrace l'expérience de son auteur, le naturaliste Roger Lovegrove. Il raconte ses observations pendant une année et cherche à aider et encourager le lecteur qui, peut-être pour la première fois, souhaite retirer davantage de son intérêt pour les oiseaux que le simple plaisir de les voir.

**The Spur Book of Birdwatching** par Peter Conder. Frederick Warne Books, 40 Bedford Square, Londres, WC1B 3HE, Royaume-Uni. 64pp., broché, £1.25 net.

Publié dans la collection *Spurbooks Venture Guides*, ce petit guide est indispensable pour un amateur d'oiseaux. S'il s'adresse avant tout aux lecteurs d'Ecosse, d'Angleterre et du Pays de Galles, il contient des informations intéressantes tout lecteur. Par exemple: les outils nécessaires à l'observateur, ses vêtements, son comportement, les éléments utiles à l'identification des oiseaux, comment prendre des notes utiles, où et comment voir les oiseaux.

## Teacher/Guide Resource Manuals

Le zoo de Cincinnati a publié 3 manuels pour guides et enseignants issus de l'effort commun consenti par les éducateurs du zoo, des universités, des écoles primaires et secondaires. Les activités d'avant et d'après la visite peuvent être adaptées à tous les zoos. Les manuels ont 100 pages et coûtent 13 dollars chacun. Pour les obtenir: Cincinnati Zoo, Department of Education, 3400 Vine Street, Cincinnati, OH 45220, Etats-Unis. Il faut souhaiter que d'autres zoos aient l'usage de ces manuels.

**International Organizations and the Conservation of Nature** par Robert Boardman, MacMillan Press Ltd, Londres, Royaume-Uni, 1981, relié, £15.00 net, 215pp.

Cet ouvrage présente une étude complète de l'activité des organismes internationaux de conservation et s'appuie sur cinq ans de recherches documentaires en Europe, en Afrique et en Amérique du Nord. R. Boardman retrace l'histoire de la conservation internationale depuis le 19e siècle jusqu'à 1980 et accorde beaucoup d'attention à la fondation et à l'évolution de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources. M. Boardman examine l'évolution de la démarche scientifique de la conservation et évalue l'influence des organismes internationaux sur la préparation des politiques. La conservation dans l'Arctique, dans l'Antarctique, les questions de l'environnement et du développement en Afrique de l'Est et la protection des oiseaux migrateurs font l'objet de trois études de cas.

**Corporations and the Environment: How Should Decisions be Made?** Compilé par David L. Brunner, Will Miller et Nan Stockholm. William Kaufmann, Inc., 95 First Street, Los Altos, Californie 94022, Etats-Unis. 136pp. US\$ 12.95.

Une anthologie des opinions émanant du monde des affaires, du gouvernement et des groupes d'intérêt public concernant les possibilités et le devoir des entreprises de tenir compte, dans leurs décisions des besoins pressants de l'environnement.

## LE BULLETIN change de rédacteur en chef

RAISA SRIABINE a démissionné de son poste de rédactrice du *Bulletin* et directrice des Affaires publiques pour retourner aux Etats-Unis terminer son doctorat sur conservation de l'environnement en URSS. Les vœux de ses anciens collègues du Centre mondial de la conservation l'accompagnent.

Elle est remplacée à la rédaction du *Bulletin*, par Robert Lamb qui vient d'une des unités scientifiques de *UK Overseas Development Administration*.



Scriabine. De nouveaux horizons

Photo: M. Barbey

# L'UICN PUBLIE

## CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'UICN 1983

Ce catalogue de 37 pages présente tous les travaux publiés de l'UICN, avec leurs prix et l'état des stocks. Au nombre des publications: les *Red Data Book* de l'UICN, la *Stratégie mondiale de la conservation*, divers travaux sur les aires protégées, le droit et les politiques de l'environnement, la planification environnementale, la conservation régionale et générale, et de la documentation sur les conventions internationales administrées par l'UICN. Le catalogue peut-être obtenu gratuitement auprès du secrétariat de l'UICN, Centre mondial de la conservation, avenue du Mont-Blanc, 1196 Gland, Suisse ou auprès de UNIPUB, Box 433, Murray Hill Station, New York, NY 10157, Etats-Unis. **VEUILLEZ NOTER LE CHANGEMENT DE CODE POSTAL.**

## PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE CHRISTCHURCH

Ces procès-verbaux seront distribués aux membres de l'UICN, du conseil de l'UICN et aux organisations représentées au conseil de l'UICN, à partir du 12 septembre. Il est possible d'obtenir cette publication de 182 pages auprès du secrétariat, au prix de US\$10, frais d'envoi non compris.

## NE NOUS APPELEZ PAS!

Vos questions sur les ouvrages résumés dans la section «Nouvelles publications» ne doivent pas être adressées à l'UICN mais à l'éditeur concerné dont nous essayons toujours de donner l'adresse. Le secrétariat ne traite que les publications officielles de l'UICN figurant au catalogue ou dans cette colonne.

## BULLETIN DE L'UICN

Journal de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources.  
Edition anglaise: Robert Lamb  
La SMC à l'œuvre: Helena Halldén  
Assistante d'édition: Françoise Dagon  
Edition française: Danièle Devitre  
Publication trimestrielle de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources bénéficiant de l'appui financier du PNUE, de l'Unesco et du WWF.  
Souscription annuelle 30 dollars.  
Les opinions exprimées dans le Bulletin sont celles de la rédaction. Elles ne doivent pas être considérées comme le point de vue officiel de l'UICN.  
Tous les textes peuvent être reproduits sous réserve de mention spéciale. La rédaction serait reconnaissante de recevoir les textes reproduits, en deux exemplaires.  
Imprimerie Beck, avenue Dapples 34a, 1006 Lausanne, Suisse.

## Délais des prochaines éditions du Bulletin

Ces délais ont été arrêtés en accord avec l'imprimeur afin de garantir que le *Bulletin*, y compris en français, soit publié en temps voulu. Veuillez cependant noter que les numéros de décembre exigent des délais plus serrés en raison des vacances de Noël. Les dates de l'édition de décembre 1984 sont données sous toute réserve étant donné qu'il faudra, à cette période, rendre compte de l'Assemblée générale.

	Articles	Nouvelles à la rédaction	Nouvelles urgentes
<b>Octobre-décembre 1983</b>	début octobre	mi-octobre	fin octobre
<b>Janvier-mars 1984</b>	mi-janvier	fin janvier	début février
<b>Avril-juin 1984</b>	début avril	mi-avril	début mai
<b>Juillet-août 1984</b>	début juillet	mi-juillet	début août
<b>Octobre-décembre 1984</b>	début septembre	mi-septembre	début octobre

Nous vous demandons toute votre indulgence pour le retard du présent numéro dû à des changements de personnel en cours de rédaction.

## DANS LE PROCHAIN NUMÉRO:

## NOUS SAVONS OÙ NOUS ALLONS

Avec les premiers pas du nouveau programme de l'UICN, JEFFREY A. McNEELY trace le chemin, d'ici à l'Assemblée générale... et au-delà

## AUX PORTES DE LA FORÊT

Un rapport sur les progrès enregistrés dans la lutte pour la conservation des forêts tropicales humides et un survol des événements, des victoires, des déceptions dans les forêts menacées de trois continents. Des nouvelles également de la campagne de 1984 pour les plantes menacées et de la manière dont elle sera liée au thème de la forêt tropicale.

## Miller et les membres

KENTON MILLER réfléchit aux moyens de renforcer les liens à l'intérieur de l'Union et répond à vos lettres sur le sujet.

## CARTE POSTALE DE SUISSE

Le secrétariat de l'UICN siège au cœur d'un des paysages les mieux préservés du monde: mais ce décor de carte postale aurait-il un envers moins pittoresque?

## ET DES RAPPORTS, DES PHOTOS, DES NOUVELLES DU RÉSEAU MONDIAL DE LA CONSERVATION GUIDÉ PAR L'UNION